



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

CARREFOUR NUMÉRIQUE CANADIEN (CNC) ANALYSE DE RENTABILISATION DE HAUT NIVEAU

Conseil mixtes

Statut	Version finale
Date	2016-08-30
Classification	NON CLASSIFIÉ

Canada

Page intentionnellement laissée vierge.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	5
1. EN QUOI CONSISTE LE CARREFOUR NUMÉRIQUE CANADIEN?.....	13
1.1 FONCTIONNALITÉS ESSENTIELLES	14
1.2 LE CNC DANS LE CADRE PANCANADIEN DE CONFIANCE.....	19
1.3 L'HISTORIQUE DU CNC.....	20
1.4 PROPOSITION DE VALEUR POUR LE CNC	23
1.5 RÉALISATION DES AVANTAGES.....	26
1.5.1 ÉVITEMENT DE COÛTS DIRECTS.....	27
1.5.2 ÉVITEMENT DES COÛTS INDIRECT	28
1.5.3 AMÉLIORATION DU SERVICE.....	31
2. BESOINS OPÉRATIONNELS	32
2.1 BESOINS OPÉRATIONNELS FÉDÉRAUX.....	33
2.1.1 BESOINS DE DONNÉES EN NOTIFICATION, VALIDATION ET EXTRACTION	35
2.2 BESOINS OPÉRATIONNELS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES.....	37
2.2.1 BESOINS DES PT EN MATIÈRE D'IDENTITÉ	38
3. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET POUVOIRS FÉDÉRAUX EN MATIÈRE D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS.....	39
3.1.1 APPROCHES GÉNÉRALES	39
3.1.2 APPROCHE CIBLÉE.....	41
3.1.3 CADRE DES EER ET CARACTÉRISTIQUES DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE 42	
4. GOUVERNANCE – UNE APPROCHE PANCANADIENNE	46
4.1 SURVEILLANCE OPÉRATIONNELLE ET GESTION.....	47
4.2 OPTIONS DE FOURNISSEURS DE SERVICES	49
4.3 RÉSUMÉ DU MODÈLE DE GOUVERNANCE	53
5. COÛTS ANTICIPÉS	55
5.1 COÛTS TECHNIQUES	55
5.2 COÛTS OPÉRATIONNELS.....	59
5.3 RÉCUPÉRATION	59
5.4 SOMMAIRE D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS	60

6. LA VOIE À SUIVRE.....	60
ANNEXE A – GLOSSAIRE	62
ANNEXE B – SOMMAIRES DES BESOINS OPÉRATIONNELS FÉDÉRAUX	68
ANNEXE C – SOMMAIRE DES POUVOIRS FÉDÉRAUX EN COURS.....	78
ANNEXE D – DIX PRINCIPES DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE.....	79
ANNEXE E – PRATIQUES EXEMPLAIRES – EXEMPLES AU PAYS ET À L'ÉTRANGER	82
ANNEXE F – CARACTÉRISTIQUES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS	84

SOMMAIRE

L'ère du numérique est marquée par l'évolution des attentes des citoyens en matière de service

Les progrès de la technologie numérique ont perturbé les modèles traditionnels de prestation de services et ont haussé la barre quant aux attentes relatives au service à la clientèle. Les services de grande qualité offerts par les principales sociétés privées façonnent les attentes des citoyens. Les banques permettent à leurs clients de vérifier rapidement le solde de leurs comptes, de virer des fonds et de régler des factures au moyen d'applications mobiles. Les détaillants offrent un vaste éventail de modes de prestation ainsi que des modalités de retour pratiques. En cette nouvelle ère numérique où les attentes des clients en matière de service évoluent rapidement, les gouvernements doivent relever le défi.

Partout dans le monde, les gouvernements s'emploient à améliorer la prestation de services, et le Canada ne fait pas exception. Dans la dernière décennie, tous les ordres de gouvernement au Canada ont lancé des initiatives pour moderniser la prestation de services afin de répondre aux attentes des citoyens et de réduire les coûts. Le passage à une expérience de service numérique améliorée est au cœur de ces efforts.

Le CNC s'inscrit dans la démarche du gouvernement pour offrir de meilleurs services numériques

Au Canada, la gestion de l'identité est une responsabilité que se partagent les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT). À titre d'exemple, les statistiques de l'état civil, notamment celles se rapportant aux naissances, aux décès et aux changements légaux de nom, sont du ressort des provinces et des territoires, tandis que le statut juridique des résidents nés à l'étranger et le numéro d'assurance sociale relèvent des compétences du gouvernement fédéral.

La validation et la gestion de l'identité sont au centre de la prestation de services. Cependant, au Canada, cette fonction demeure bloquée dans un monde non numérique, et cela est devenu un important obstacle à la mise en œuvre de la transformation numérique.

Le Carrefour numérique canadien (CNC) est le principal catalyseur de meilleurs services gouvernementaux numériques. Grâce à l'ensemble de normes, aux ententes sur l'échange de renseignements et à l'infrastructure technique prévus par le CNC, les systèmes gouvernementaux seront en mesure d'échanger, de valider et de mettre à jour les renseignements d'identité en temps réel, de façon sécuritaire et efficiente, et d'offrir aux clients une expérience de service de qualité sans heurts. Le CNC favorisera la mise en œuvre de l'approche « Une fois suffit » et facilitera les regroupements de services de plusieurs administrations et secteurs, comparables à l'actuel Service d'enregistrement des nouveau-nés. Cela contribuera grandement à améliorer les services numériques offerts aux Canadiens, tout en assurant l'intégrité des programmes et services gouvernementaux.

Le CNC repose sur trois principes :

1. Protéger les renseignements personnels au moyen d'approches uniformisées et globales, afin d'assurer la sécurité, de réduire le risque de violation des données et de favoriser la responsabilisation de tous les partenaires.
2. Permettre aux administrations de confirmer les renseignements d'identité et d'échanger des renseignements à jour dans le cas où la loi l'autorise, au moyen d'une solution technologique sûre et économique.
3. Éviter la redondance et le double emploi par la mise en œuvre d'une solution qui ne repose pas sur la création d'autres bases de données ou dépôts de renseignements personnels.

La présente analyse de rentabilisation renforce la proposition de valeur du CNC

La présente analyse de rentabilisation de haut niveau sur le CNC a été établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor fédéral et le ministère de l'Emploi et du Développement social du Canada, en collaboration avec le Comité des opérations fédérales du CNC et le Comité FPT sur la surveillance et la coordination de projets, à la demande du Comité des sous-ministres sur le service et la fédération de l'identité, formulée en août 2015. Elle a pour but de confirmer la portée du CNC, la proposition de valeur et les besoins opérationnels, et d'examiner les options sur la voie à suivre.

L'analyse de rentabilisation comprend des renseignements généraux sur l'initiative du CNC. Les fonctionnalités de base du CNC y sont expliquées, ainsi que son lien avec le Cadre pancanadien de confiance, la principale proposition de valeur et les bénéfices escomptés. Les besoins opérationnels fédéraux, provinciaux et territoriaux auxquels le CNC répond sont examinés en détail, de même que les principales considérations juridiques et liées à la protection de la vie privée qui doivent être prises en compte lors de l'échange de renseignements.

Bon nombre des volets du présent document sont abordés dans une forte perspective fédérale. Aussi, la présente analyse de rentabilisation doit-elle être considérée comme étant partielle tant que l'apport des partenaires PT n'y aura pas été entièrement intégré. C'est grâce à la mobilisation et à la collaboration FPT continues que la vision pleine et entière d'une initiative pancanadienne se concrétisera.

Le CNC répond aux principaux besoins opérationnels au niveau fédéral

Le CNC répond à la nécessité de se doter d'un système de validation de l'identité évolutif, interopérable et sécurisé, raccordé à de multiples sources faisant autorité à l'échelle des administrations canadiennes. Ce besoin est apparent à tous les niveaux – fédéral, provincial et territorial.

Au niveau fédéral, le CNC constitue le catalyseur ou la force motrice derrière les principaux programmes et services. En voici les facteurs clés :

- **Soutenir l'intégrité des programmes** – Les ministères et les organismes s'en remettent essentiellement à la sécurité de leurs systèmes et processus pour verser les prestations et fournir les services. Ils ont tous besoin de degrés variables d'assurance pour confirmer l'identité des personnes. Un certain nombre d'offres de service comptent sur leur écosystème ministériel interne pour soutenir l'intégrité des programmes ou des services pour ce qui est de l'identité.
 - *Le CNC est considéré comme un catalyseur qui facilitera l'expansion des sources de données faisant autorité pour authentifier les renseignements de programme par rapport aux données de quelqu'un d'autre aux fins de la prestation de services.*

- **Preuves à l'appui de l'identité** – Il existe un consensus général selon lequel les « documents fondamentaux » délivrés par les bureaux des statistiques de l'état civil pour les personnes nées au Canada (p. ex., les certificats de naissance) et les documents de citoyenneté délivrés par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour les personnes nées à l'étranger (p. ex., le certificat de citoyenneté canadienne) ou ayant un statut légitime au Canada (p. ex., la résidence permanente, le permis de travail, le permis d'études) servent de preuve clé que l'identité revendiquée par une personne est légitime et valide. Élargir l'accès à ces renseignements à des partenaires de tous les ordres de gouvernement dans un contexte en temps réel aidera à accroître l'efficacité tout en permettant aux intervenants de réduire la fraude liée à l'identité et aux prestations.
 - *Un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux ont exprimé leur intérêt pour la validation de l'identité par rapport à des preuves à l'appui complémentaires (p. ex., sources fédérale et/ou provinciales et territoriales faisant autorité) afin d'augmenter le niveau de confiance derrière leur canal de service aux clients en ligne sans avoir besoin de processus en personne ou d'urgence.*

- **Conformité à la *Politique sur la gestion de l'identité*** – Un certain nombre de ministères et d'organismes ont lié les réponses sur les besoins de leurs programmes aux efforts en cours pour mettre en œuvre les exigences de la politique du Conseil du Trésor en matière de gestion de l'identité.
 - *Le CNC a le potentiel d'améliorer l'intégrité des données, de réduire les coûts, d'éliminer les inefficacités et de réduire le risque d'erreur à mesure que les intervenants travailleront à améliorer la façon dont les ministères authentifient et assurent la légitimité de l'identité revendiquée par les clients.*

- **Normes communes d'échange de données** – Les connexions spéciales préexistantes entre les ministères et organismes et d'autres intervenants doivent être élargies de manière à simplifier ou à accélérer les processus. Les méthodes d'échange de données actuellement en place ont semblé varier considérablement entre les organisations et les programmes. Trois ministères (Emploi et Développement social Canada, l'Agence du revenu du Canada et Statistique Canada) échangent actuellement des renseignements sur les naissances et les décès avec dix provinces en utilisant une norme commune d'échange de données. *Il est probable qu'il faudra une norme commune pour que le CNC constitue une solution efficace.* La Norme pancanadienne de validation de l'identité a été approuvée par la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration

en matière de prestation de services. Les spécifications pancanadiennes sur l'échange de renseignements d'identité ont été élaborées et approuvées par le Sous-comité sur la gestion de l'identité.

Les besoins opérationnels spécifiques suivants ont été cernés au niveau fédéral à l'aide d'un questionnaire envoyé aux membres du Comité des opérations fédérales du CNC au cours de l'automne 2015 :

- **Notification d'une naissance ou d'un décès** – Dix des onze ministères et organismes consultés ont établi le besoin de recevoir des renseignements sur les naissances ou les décès de la part des bureaux des statistiques de l'état civil afin de soutenir les programmes et les agents de prestation des services aux clients.
 - **Accès aux programmes et aux prestations** – Les avis de naissance et de décès ont été signalés comme étant des renseignements importants pour s'assurer qu'un client ou un proche parent est dirigé vers le programme ou les prestations appropriés, ce qui garantit que les données individuelles sont à jour et que l'admissibilité et l'accès direct des clients est déclenché à la suite d'un événement de la vie.
 - **Avis en temps opportun** – Les notifications des événements de la vie en temps opportun ont été identifiées comme étant essentielles pour prévenir les trop-payés de prestations et réduire les coûts administratifs associés aux activités de recouvrement de créances.
 - **Tenue à jour des données sur les clients** – Les agents de prestation des services aux clients doivent être informés automatiquement lorsqu'un client change des données clés avec un autre partenaire (p. ex., changement d'adresse). Cela a pour effet d'alléger le fardeau administratif et de réduire le risque de fraude et les efforts d'évaluation.
- **Validation et extraction de données par rapport aux organisations provinciales et territoriales** – Dans le cas de 21 programmes et initiatives, le CNC permettrait de soutenir la fonction de validation des données des programmes ou services par rapport à des sources faisant autorité, notamment :
 - **Validation par l'extraction pour établir les documents d'identité** – L'extraction est une forme de validation selon laquelle la partie utilisatrice identifie une personne et pose une question sur un client pour recevoir des renseignements supplémentaires. Même s'il n'est pas directement lié à l'identité d'une personne, ce type de transaction d'échange de renseignements est nécessaire afin d'obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de personnes associées à un numéro d'entreprise.
 - **L'adresse postale en tant que preuve à l'appui** – L'adresse postale d'un particulier est une donnée clé que les programmes doivent souvent gérer et qui établit une preuve reliant un particulier à une identité prouvée. Même s'il n'existe aucune autorité

officielle relativement à cet attribut, les intervenants ont mis en relief certains documents délivrés par des administrations publiques, comme les cartes de service des ministères PT des Transports et de la Santé, qui comportent une adresse qui est actualisée suivant une base cyclique. La base de données d'identification des particuliers de l'Agence du revenu du Canada et le Registre national des électeurs d'Élections Canada ont également été cités comme des bases de données supplémentaires pouvant soutenir la fonction d'extraction.

- **Besoins en collecte de données** – Statistique Canada a souligné un besoin opérationnel unique lié à son mandat général de collecte de données et d'enquête. Le CNC pourrait soutenir un tel besoin au fil du temps grâce à une combinaison de notifications et d'échange d'extractions.

Le CNC répond aussi aux principaux besoins opérationnels des provinces et des territoires

En décembre 2015, un questionnaire sur les besoins opérationnels (semblable à celui qui a été envoyé aux membres du Comité des opérations fédérales du CNC) a été soumis aux membres du Comité sur la surveillance et la coordination de projets pour connaître les besoins formels et comprendre la façon dont chaque administration propose de relier les programmes, les secteurs d'activité, les bureaux des statistiques de l'état civil et les ministères de services au CNC. Les administrations PT ont également été invitées à déterminer les sources faisant autorité des administrations qui les soutiendraient dans la prestation de services.

Bien que les réponses au questionnaire continuent de nous parvenir, celles obtenues à ce jour, ainsi que l'information recueillie lors d'autres activités de mobilisation, mettent en lumière un certain nombre de considérations clés à l'appui du développement du CNC, notamment :

- **Données de l'état civil** – L'échange des données de l'état civil (non seulement avec le gouvernement fédéral, mais aussi entre les provinces et les territoires) est essentiel aux fins de la notification des naissances et des décès. Les PT ont besoin de ces renseignements en raison des migrations d'une province à l'autre. Emploi et Développement social Canada utilise actuellement cette infrastructure pour valider les renseignements sur les naissances aux fins de l'exécution des programmes.
- **Production de revenus** – Les frais de transaction constituent un facteur clé pour les PT qui participent au CNC. Les PT reçoivent actuellement des frais de transaction du gouvernement fédéral en échange des renseignements sur les naissances et les décès des bureaux des statistiques de l'état civil. Ces transactions représentent une partie du budget de base à l'appui de ces organisations. Certaines administrations PT ont reconnu que l'ajout de partenaires pourrait leur permettre d'accroître les revenus qu'elles produisent.
- **Diversité des états de préparation/des plateformes de données PT sur l'identité** – L'état de préparation des PT varie sensiblement d'une région à l'autre. Des efforts préliminaires de coordination des données d'identité ont déjà été mis en place (p. ex., les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick ont établi des connexions spéciales pour

échanger entre elles des renseignements sur les décès, tandis que la Colombie-Britannique a mis en place un processus permettant à toutes les provinces d'avoir accès à ses renseignements sur les décès). Certaines provinces, comme l'Alberta et le Québec, travaillent déjà à la technologie des plateformes afin de relier leurs intervenants internes. En revanche, l'Ontario a indiqué ne pas envisager la conception d'une plateforme. Par conséquent, les ministères de services et le Bureau des statistiques de l'état civil de l'Ontario se connecteraient probablement directement à une plateforme du CNC pour échanger des renseignements. Les provinces de l'Atlantique et les territoires ont reconnu qu'une plateforme régionale pourrait constituer le moyen le plus efficace pour l'avenir.

Les besoins à l'appui des partenaires PT sont dérivés d'une combinaison qui regroupe, selon les partenaires fédéraux, des données complémentaires pouvant être échangées avec les PT et des renseignements recueillis par suite des interactions avec les ministères de services et les bureaux des statistiques de l'état civil des PT. Deux exigences principales ont été identifiées comme éléments clés à l'appui des programmes gouvernementaux existants à l'échelle du pays :

- **Accès aux données sur l'identité**
 - **Projet des liens d'identité et données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada** – L'analyse de rentabilisation du Projet des liens d'identité, qui est un projet exploratoire du CNC, a permis d'établir clairement qu'une connexion directe aux données sur l'immigration profiterait grandement aux PT. Une connexion à ces données permettrait 1) d'améliorer l'intégrité des programmes et des données, 2) de réduire le risque de fraude contre les particuliers et 3) d'améliorer la prestation de services aux Canadiens.
 - **Prévention de la fraude et intégrité des programmes** – Étant donné que les bénéficiaires des programmes proviennent souvent d'autres administrations, les structures de prestation de services des PT peuvent profiter grandement d'un accès aux données de l'état civil d'autres administrations.
 - **Autres possibles sources fédérales faisant autorité** – Avec l'expansion des partenaires fédéraux, il est possible que les ministères PT souhaitent avoir accès à de nouvelles sources de données du CNC (p. ex., le RAS). D'autres efforts d'engagement devront être déployés afin de confirmer cette hypothèse auprès de chaque intervenant. Notons que Revenu Québec a déjà une connexion au RAS.
- **Échange de renseignements sur les décès entre les PT**
 - **Échange de données de PT à PT** – Le CNC devra permettre l'échange de renseignements de PT à PT. La mobilité de la main-d'œuvre a des répercussions constantes sur les programmes et la prestation de services. Pour que le CNC soit couronné de succès, les PT devront avoir un accès plus rapide aux renseignements sur les décès.

Pour assurer la réussite du CNC, les pouvoirs en matière d'échange de renseignements et les pratiques communes relatives à la protection de la vie privée devront être modifiés

Même si de nombreux ministères fédéraux ont déjà les pouvoirs nécessaires pour recueillir, utiliser et communiquer des renseignements personnels aux fins du CNC, des changements et des précisions doivent être apportés aux pouvoirs juridiques afin d'accroître la transparence et l'efficacité et de réduire les risques. En outre, le libellé de certaines lois ministérielles (p. ex., la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et l'Immigration*) limite la collecte, l'utilisation et la communication de renseignements aux documents physiques et oblige les clients à « présenter, fournir ou dévoiler » les documents, ce qui laisse entendre qu'ils doivent être physiquement présents. Ce libellé doit être précisé pour que la collecte, l'utilisation et la communication des renseignements par voie électronique soient autorisées.

L'analyse de rentabilisation recommande d'adopter une approche générale pour fournir aux ministères et organismes fédéraux les pouvoirs nécessaires en matière d'échange de renseignements aux fins de la participation au CNC. Cette approche suppose la modification de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et/ou l'élaboration d'une nouvelle loi distincte sur la prestation de services électroniques prévoyant les pouvoirs nécessaires à la prestation de services numériques.

Le CNC vise à mettre au point un cadre multilatéral visant les ententes sur l'échange de renseignements (EER) qui consisterait en une EER fédérale (pour l'échange de renseignements entre les partenaires fédéraux) et treize EER PT (pour l'échange de renseignements entre l'administration fédérale et chacune des administrations PT). Ce cadre remplacera éventuellement les plus de 650 EER bilatérales qui existent actuellement et permettra de s'assurer que tous les participants au CNC sont liés par les mêmes normes en matière d'échange de renseignements et de protection de la vie privée.

Le succès de l'initiative repose également sur une solide structure de gouvernance pancanadienne et un modèle financier bien conçu

Pour que le CNC soit couronné de succès, il faut adopter une approche de gouvernance qui reconnaît que la gestion de l'identité est un secteur de compétence partagé au Canada. L'analyse de rentabilisation examine les options et préconise la mise en place d'un modèle de gouvernance pancanadien doté d'une structure de représentation et de responsabilisation bien définie qui prévoit notamment le financement, la prestation et les opérations. La Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services, avec l'appui du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public et du Conseil de la prestation des services du secteur public (les « Conseils mixtes »), continuera de jouer un important rôle de surveillance stratégique pour le CNC.

En ce qui a trait au modèle financier pour le développement et le fonctionnement du CNC, l'analyse de rentabilisation examine les besoins techniques et opérationnels ainsi que les coûts connexes, et présente des options et des considérations en vue de la prise de décisions. Les options d'établissement des coûts dépendront des négociations à venir entre les partenaires FPT et du modèle de gouvernance qui sera sélectionné.

La voie à suivre

L'élaboration de la présente analyse rentabilisation a permis de confirmer la nécessité de faire du CNC une solution évolutive et interopérable pour la validation sécurisée de l'identité, la notification des changements apportés aux renseignements d'identité et l'extraction de données liées à l'identité entre les partenaires FPT. Grâce au CNC, toutes les administrations seront en mesure d'offrir de meilleurs services numériques et ainsi de procurer des avantages et d'ajouter de la valeur pour les Canadiens.

Afin de faire progresser le CNC, la collaboration avec les partenaires PT doit se poursuivre. À cette fin, la structure de gouvernance actuelle du CNC peut être mise à profit pour obtenir l'approbation des principes clé ainsi qu'un engagement de collaboration aux éléments de conception en suspens, à la gouvernance, aux modèles financiers et aux autres décisions clés.

Parallèlement, le gouvernement fédéral continuera de faire progresser les éléments stratégiques liés aux pouvoirs en matière d'échange de renseignements (exposés dans la présente analyse de rentabilisation) et le développement de l'infrastructure fédérale. Ces activités s'inscriront dans le processus d'élaboration de la Stratégie de service axé sur les clients du gouvernement du Canada.

1. EN QUOI CONSISTE LE CARREFOUR NUMÉRIQUE CANADIEN?

Le CNC est un catalyseur clé des services numériques. Il est fondé sur des normes, des ententes sur l'échange de renseignements et une infrastructure de service en temps réel, évolutif et rentable qui permettra aux deux ordres de gouvernement de confirmer en toute sécurité les renseignements d'identité d'un particulier à l'appui de la prestation de services en ligne. Trois objectifs clés sont proposés dans le cadre de l'initiative :

1. Veiller à l'adoption d'approches uniformisées et globales au titre de la protection des renseignements personnels, afin d'assurer la sécurité, de réduire le risque de violation des données et de voir à la responsabilisation de tous les partenaires.
2. Mettre en œuvre une solution technologique sûre et économique qui permettra aux administrations de confirmer les renseignements d'identité, et de fournir des renseignements à jour dans les cas où la loi l'autorise.
3. Mettre en œuvre une solution sans créer de nouvelles bases de données ou dépôts de renseignements personnels.

Le CNC permettrait de faire en sorte que les diverses administrations publiques puissent communiquer entre elles par l'entremise de leurs systèmes pour confirmer l'exactitude des renseignements d'identité d'une personne. Qui plus est, elles pourront s'aviser mutuellement des modifications apportées aux renseignements d'identité de sorte qu'une personne n'aura à signaler le changement qu'à l'un des ministères/organismes d'un ordre de gouvernement pour que tous que les autres ministères et organismes soient mis au courant en temps réel (p. ex. avis de décès).

Bien que la priorité du CNC soit d'abord de relier les gouvernements fédéral et provinciaux les uns avec les autres, d'autres partenaires – municipalités et organisations du secteur privé (banques, ONG, etc.) – pourraient éventuellement y participer. Les provinces ont d'ailleurs indiqué que les municipalités représentent des partenaires clés pour l'utilisation de l'approche pancanadienne d'échange de renseignements. Les besoins opérationnels des partenaires futurs n'ont toutefois pas encore été établis.

Au cours de la dernière décennie, les deux ordres de gouvernement au Canada se sont efforcés d'améliorer la prestation des services aux résidents tout en réduisant les coûts. Cette stratégie visait avant tout à pouvoir offrir des services en ligne, et à faciliter ainsi les interactions journalières à faible risque des Canadiens avec leurs administrations.

Au Canada, la gestion de l'identité est une responsabilité partagée. Les statistiques de l'état civil, notamment celles se rapportant aux naissances, aux décès et aux changements légaux de nom ou de la mention du sexe des citoyens nés au Canada, sont du ressort des provinces et des territoires, tandis que le statut juridique des résidents nés à l'étranger (p. ex. citoyen, résident permanent, travailleur étranger temporaire) relève des compétences du gouvernement fédéral. Les administrations canadiennes doivent travailler en collaboration encore plus étroite pour confirmer l'exactitude des renseignements d'identité et offrir aux citoyens des services sans heurts.

Compte tenu du contexte d'échange de renseignements d'identité, le CNC sera conçu pour soutenir l'adoption d'une approche pancanadienne d'échange de renseignements d'identité entre les partenaires clés, y compris :

- les ministères/organisme fédéraux;
- les gouvernements des provinces et des territoires et les ministères/organismes fédéraux;
- les gouvernements des provinces et des territoires, qui pourraient aussi échanger des renseignements entre eux.

Le CNC soutient une approche « Une fois suffit » en matière de prestation de services et pourrait favoriser les regroupements de services de plusieurs administrations et secteurs, à l'instar du Service d'enregistrement des nouveau-nés existant. Par exemple, lors du décès d'une personne, ses plus proches parents pourraient aviser en même temps les deux ordres de gouvernement, les banques et les autres entités (p. ex. régime de retraite ou assureur) ayant un lien avec la personne décédée. Cela permettrait d'améliorer la prestation des services aux Canadiens tout en garantissant l'intégrité des programmes et des services gouvernementaux.

1.1 FONCTIONNALITÉS ESSENTIELLES

Il existe pour les ministères et organismes participants trois fonctionnalités essentielles du CNC au titre des programmes et des secteurs d'activité pour l'échange de renseignements : la validation, la notification de modification de renseignements personnels et l'extraction de données.

NOTIFICATION

La notification consiste à diffuser l'information concernant la modification de renseignements personnels sur la base d'événements de la vie. L'image qui suit illustre comment un événement dans une administration PT peut déclencher un certain nombre de notifications aux partenaires utilisateurs des PT et du gouvernement fédéral.



Jean, un ancien combattant qui vivait à Victoria (C-B), vient de décéder à l'âge de 74 ans. Au moment de son décès, il recevait des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC), de la Sécurité de la vieillesse (SV) ainsi qu'un soutien additionnel d'Anciens combattants Canada au titre de son service militaire (prestations d'invalidité).

Il est difficile de faire face à la mort d'un être cher, et à l'obligation de régler les détails administratifs à cette occasion. Habituellement, un membre de la famille doit annoncer le décès à un certain nombre de programmes locaux, provinciaux et fédéraux, ainsi qu'à des établissements privés.

Le CNC appuie la mise en œuvre d'initiatives « Une fois suffit » pour aider les Canadiens dans les méandres du système.

La fille de Jean reçoit un **certificat médical de l'hôpital** et le remet à l'entrepreneur de pompes funèbres, qui enregistre le décès au Bureau des statistiques de l'état civil (BSEC) en remplissant une **déclaration de décès**.

En C-B, c'est à la Direction générale des statistiques de l'état civil de **Service British Columbia (MS)** qu'incombe la responsabilité d'**enregistrer un décès** et de fournir le **certificat de décès officiel**. Le BSEC/MS de la C-B émet un **certificat de décès** contenant les renseignements suivants :

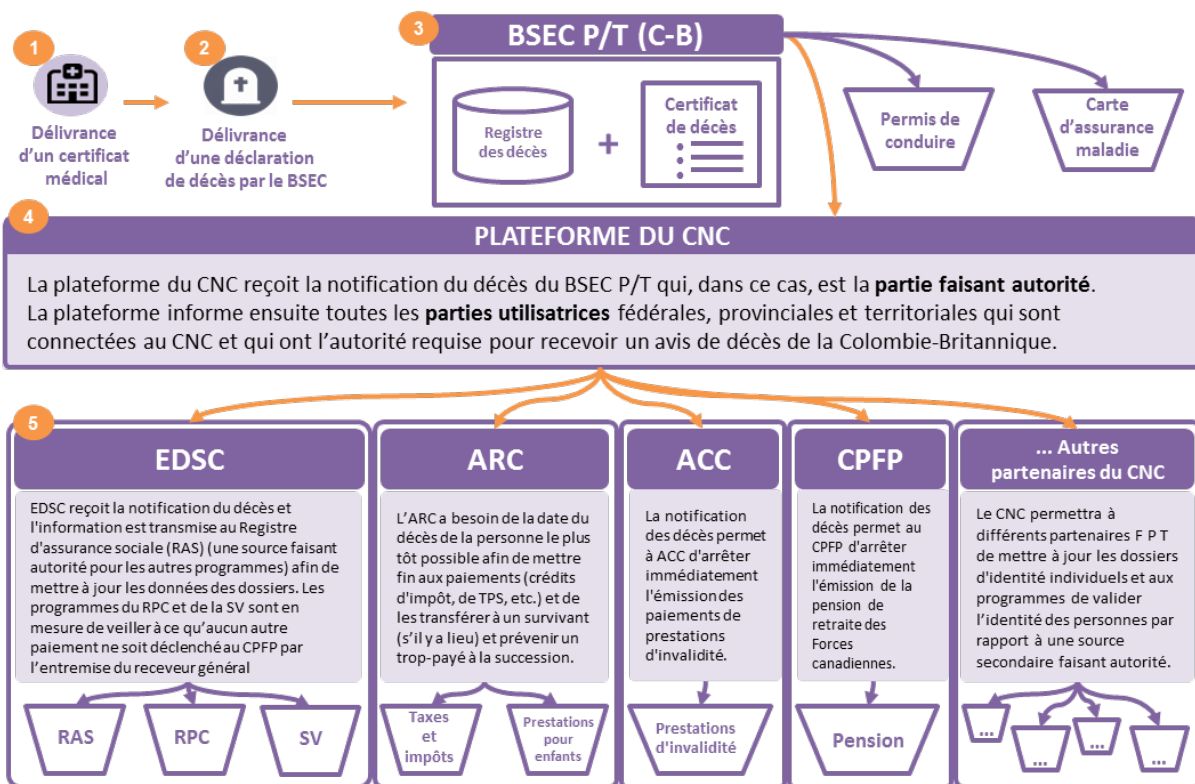
- Nom de la personne décédée
- Date du décès
- Lieu du décès
- Date de naissance
- Province ou pays de naissance de la personne décédée
- Numéro d'enregistrement
- Date d'enregistrement du décès
- Date d'émission du certificat

La P/T échange ensuite ce renseignement avec d'autres organismes provinciaux du Transport et de la Santé afin d'annuler la carte d'assurance maladie et le permis de conduire de Jean.

Un **AVIS DE DÉCÈS** est lancé dans la plateforme du CNC par la **partie faisant autorité** (BSEC P/T) de manière à informer toutes automatiquement les diverses **parties utilisatrices**.

Un certain nombre de programmes fédéraux ont besoin de ces renseignements pour actualiser leurs dossiers, et certains peuvent devoir adopter une mesure (changement de situation, interruption d'un paiement, etc.).

Une fois établi, le CNC permettra aux ministères de simplifier leurs interactions avec l'ensemble de leurs citoyens (p. ex., ne pas avoir à demander les mêmes renseignements plus d'une fois si une partie faisant autorité a déjà validé ces renseignements).



VALIDATION

Cette fonction permet de valider ou de confirmer les renseignements d'identité personnels auprès d'une source faisant autorité. L'image ci-après illustre comment un programme fédéral pourrait utiliser le CNC pour valider les données auprès d'une base de données PT.



Léo est un adolescent de 15 ans qui souhaite travailler à temps partiel. Il a besoin d'un numéro d'assurance sociale afin de pouvoir travailler au Canada. Il est né et vit actuellement en Ontario

Léo commence le processus en remplissant le formulaire de demande d'un numéro d'assurance sociale. Voici quelques champs qui sont inscrits sur le formulaire :

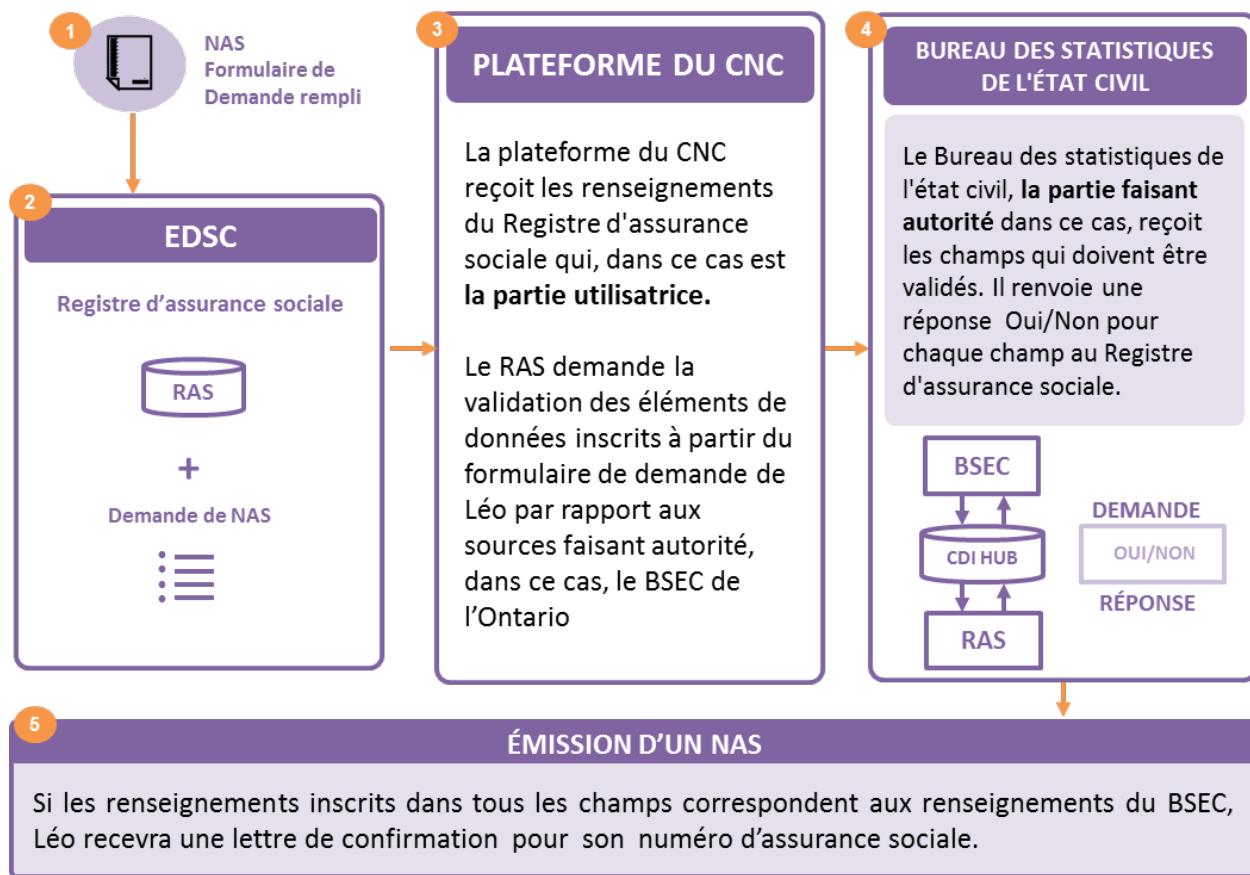
- nom du demandeur
- date de naissance
- sexe
- nom de la mère
- nom du père
- lieu de naissance
- citoyenneté
- adresse postale

Léo soumet la demande à Service Canada. Service Canada inscrit les renseignements dans le *Registre d'assurance sociale (RAS)*.

Le RAS vérifie ensuite si les renseignements sont valides par rapport à une source faisant autorité.

(Bureau des statistiques de l'état civil de l'Ontario)

Si chaque champ est valide, Léo peut maintenant recevoir le numéro d'assurance sociale dont il a besoin pour travailler à temps partiel. S'il y a des champs non valides, une décision personnalisée doit être prise. Un agent de Service Canada fera enquête sur les champs non valides et essaiera de déterminer les raisons de la non concordance.



Remarque : En cas de non-concordance, un processus opérationnel (évaluation) se déroulera hors du cadre du CNC.

EXTRACTION

La fonction d'extraction est une forme de validation. L'extraction de renseignements d'identité personnels consiste à identifier un particulier et à obtenir des données supplémentaires qui sont essentielles à un programme ou à un processus opérationnel. L'image ci-après illustre comment un programme fédéral pourrait demander des renseignements supplémentaires à une administration PT pour traiter la demande d'un citoyen dans le cadre d'un programme.



Susie est une Indienne inscrite qui vit en Ontario. AINC émet de nouvelles **cartes de certificat sécurisé de statut indien** sécurisées dont la sécurité est renforcée. Susie doit soumettre les renseignements demandés pour obtenir sa carte.

Afin de présenter une demande pour certains programmes, Susie aura besoin d'un certificat sécurité de statut indien (CSSI). Susie demande sa carte en ligne sur le site Web d'AINC. Elle remplit les champs suivants de son certificat de naissance (formulaire court) pour obtenir une nouvelle carte de CSSI :

- nom du demandeur
- date de naissance
- numéro de certificat de naissance
- date d'émission
- sexe

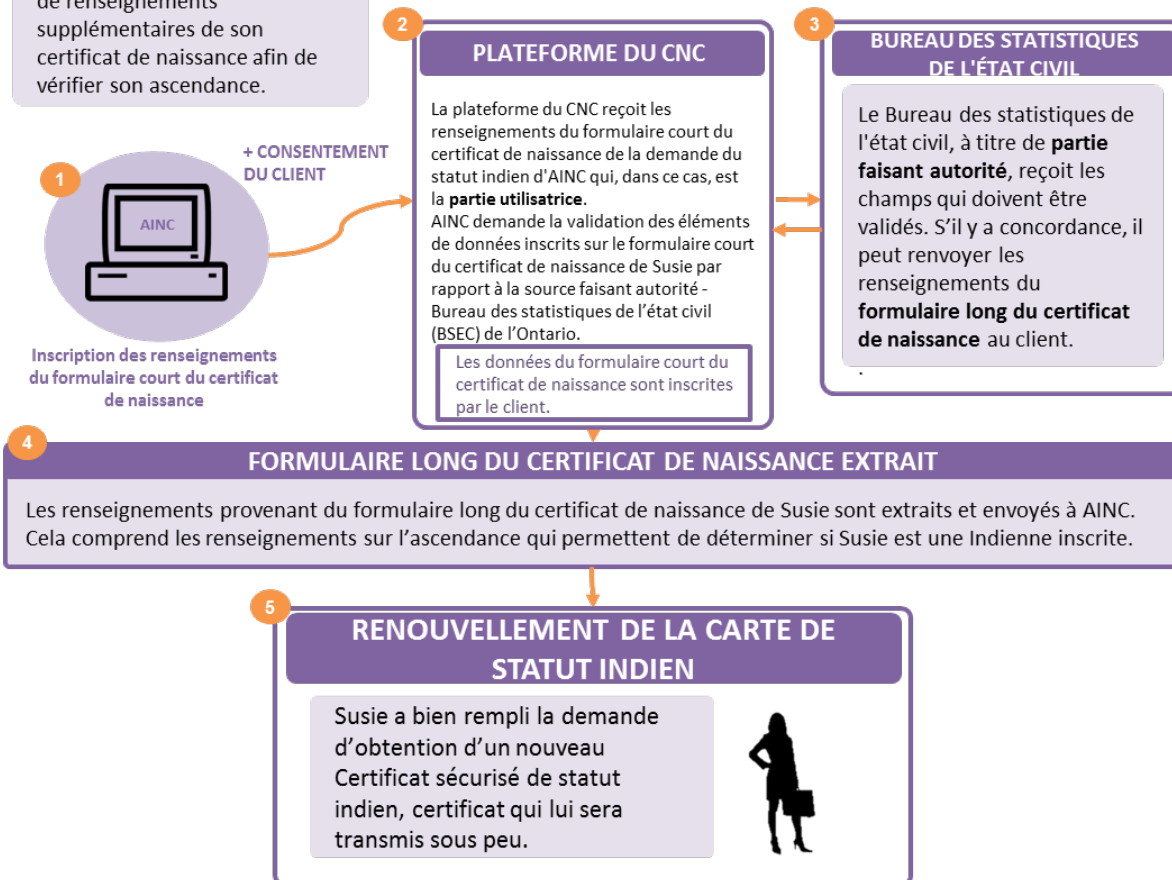
Pour continuer, AINC a besoin de renseignements supplémentaires de son certificat de naissance afin de vérifier son ascendance.

Susie doit donner son consentement à l'extraction des champs manquants du formulaire long du certificat de naissance. Sans le consentement, la personne doit demander elle-même la copie de la version longue. Si Susie donne son consentement, AINC envoie ses informations au BSEC P/T afin de faire valider les champs du formulaire court, ainsi que l'extraction des champs du formulaire long :

- nom des parents
- données personnelles de la grand-mère
- autres renseignements relatifs à l'ascendance

La validation est terminée (identité liée à un particulier), puis les champs du formulaire long sont divulgués à AINC directement, qui continue de traiter la demande de CSSI par rapport à tous les autres critères d'admissibilité.

En supposant que toutes les exigences sont remplies, Susie est avisée que la transaction a été acceptée et que sa demande d'un nouveau CSSI est complète.



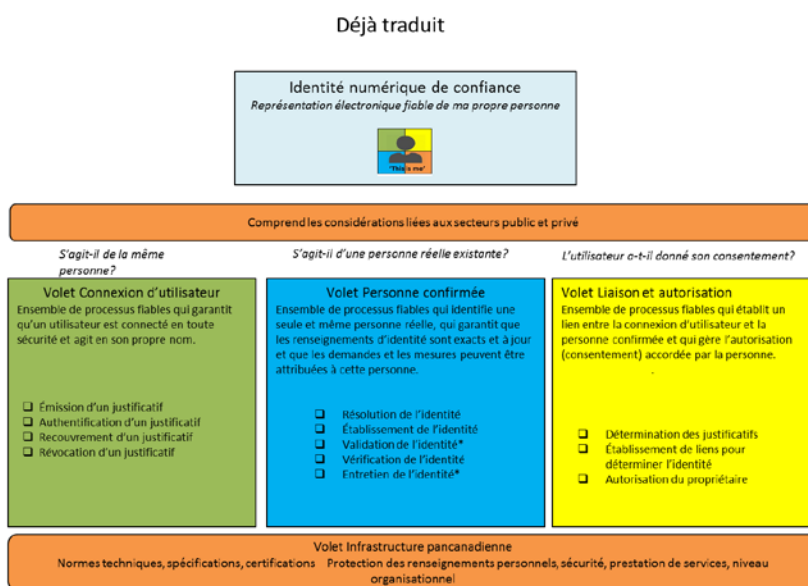
Il est important de noter que les administrations devront déterminer si les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi leur permettent d'utiliser les fonctionnalités du CNC. Par exemple, le gouvernement de l'Alberta a indiqué que les fonctions de notification et de validation lui seraient utiles, mais que la fonction d'extraction présente peu d'intérêt, d'autant plus que les lois provinciales régissant l'accès aux données sur les citoyens recueillies par le Bureau des véhicules automobiles, le ministère de la Santé, etc. devraient faire l'objet de changements importants pour qu'une fonction d'extraction puisse être mise en place.

1.2 LE CNC DANS LE CADRE PANCANADIEN DE CONFIANCE

Pour fournir des services, les administrations publiques ont besoin de confirmer l'identité de leurs citoyens. Dans le monde réel, les organisations comptent sur les documents émis par les gouvernements pour prouver l'identité. Ces documents enchâssent des caractéristiques de sécurité et ils ont la confiance des deux ordres de gouvernement.

Au moment où le Canada se dirige vers le renforcement de la prestation des services numériques, on ne peut se fier aux documents pour fournir l'assurance de l'identité; un moyen électronique d'établir l'identité est requis pour faciliter les transactions en ligne.

À mesure que les particuliers se déplacent dans le pays tout au long de leur vie, ils veulent profiter d'un accès ininterrompu aux services numériques. Les administrations publiques canadiennes ont besoin de pouvoir faire confiance aux renseignements d'identité utilisés d'une administration à l'autre et de trouver des façons de veiller à ce que ces renseignements restent à jour. Au moyen d'une gestion de confiance en temps réel de l'identité numérique, une vaste gamme de services numériques peuvent être offerts aux Canadiens.



**Le but du Carrefour numérique du Canada (CNC). Est de réaliser ces composantes*

Le *Cadre pancanadien de confiance* a été endossé et approuvé par le Comité directeur de la gestion de l'identité (CDGI) des Conseils mixtes¹. Le cadre permet de s'assurer que les processus opérationnels de la gestion de l'identité ont l'intégrité requise et que l'échange de renseignements d'identité est normalisé de manière à permettre l'interopérabilité entre les administrations. Tout cela est réalisé au moyen de la définition des règles, des normes et des processus communs acceptés par tous, de manière à assurer une identité numérique de confiance digne de confiance partout sur le territoire canadien. L'objectif consiste en bout de ligne à ce que chaque citoyen ait une représentation numérique de confiance de lui-même qui est aussi sûre, voire davantage, que s'il se présentait en personne à un bureau de services avec des documents. Le CNC soutiendraient les composantes de validation et de tenue à jour du Cadre pancanadien de confiance. Toutefois, il est important de noter que certaines administrations pourraient choisir de procéder systématiquement à une forme quelconque de vérification de l'identité en personne afin de créer une identité numérique de confiance.²

1.3 L'HISTORIQUE DU CNC

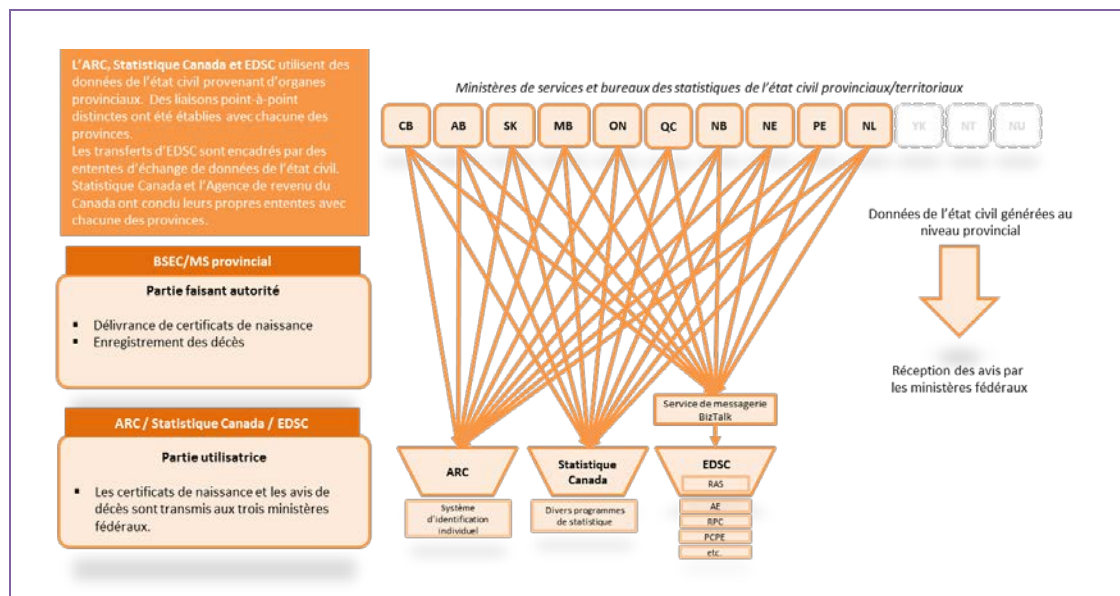
Le GC a instauré un certain nombre d'instruments stratégiques obligatoires destinés aux ministères/organismes, comme la *Directive sur la gestion de l'identité* (2009) et la *Norme sur l'assurance de l'identité et des justificatifs* (2013), afin d'assurer la cohérence et l'interopérabilité des pratiques en matière de gestion de l'identité. Ces instruments stratégiques sont fondés sur le modèle d'assurance pancanadien, un modèle proposé de gestion fédérée de l'identité au Canada à l'appui de la prestation des services numériques.

LES ÉVÉNEMENTS DE VIE DANS LE SYSTÈME NATIONAL D'ACHEMINEMENT (SNA)

Grâce au Système national d'acheminement (SNA) lancé en 2004, trois ministères/organismes fédéraux (ARC, EDSC et Statistique Canada) ont une connexion avec les bureaux provinciaux des statistiques de l'état civil. Le SNA a permis de renforcer l'intégrité des principaux programmes fédéraux. Toutefois, ces échanges bilatéraux ne permettent pas l'élargissement efficace de ces connexions pour faciliter les échanges de renseignements entre tous les ministères/organismes fédéraux qui doivent valider ou extraire des renseignements d'identité ou recevoir des avis à ce sujet.

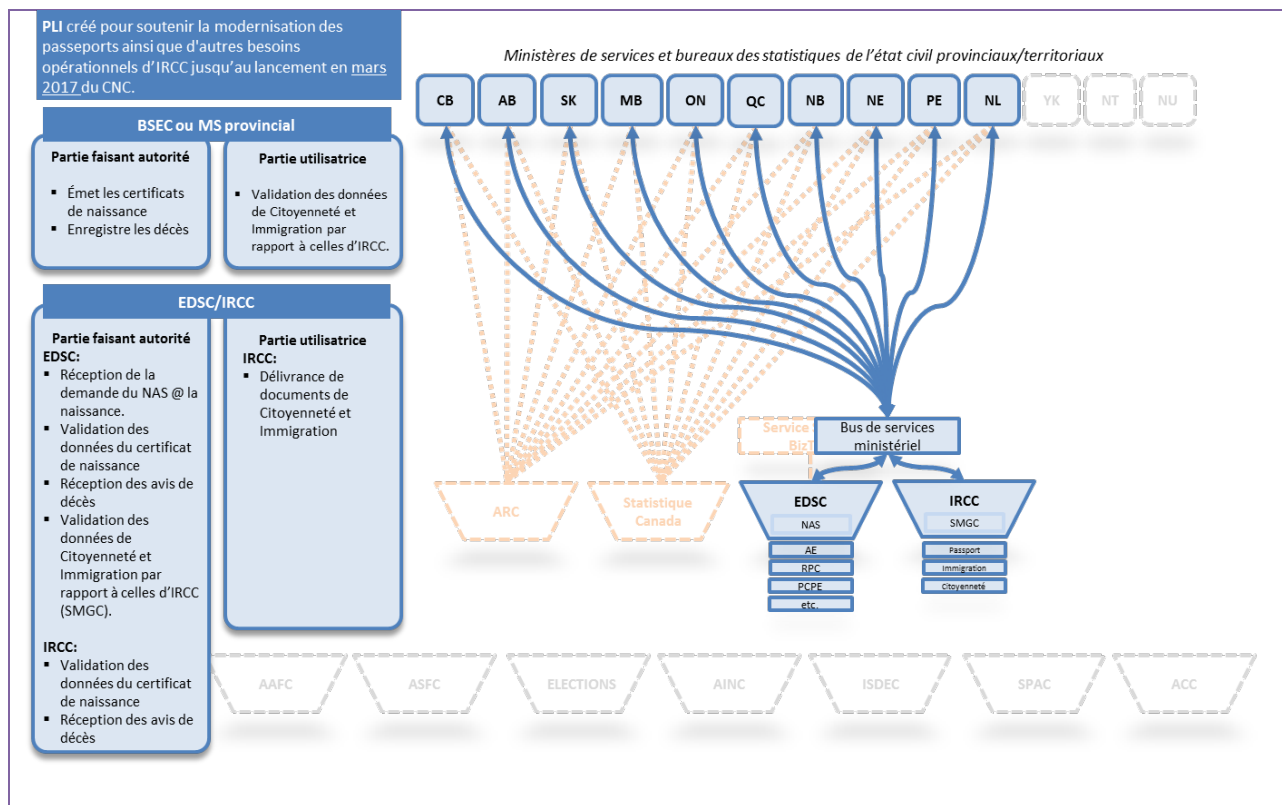
¹ Les Conseils mixtes sont constitués du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP). Ces deux organismes dirigent conjointement des sous-comités qui s'occupent de domaines d'intérêt des collectivités de la prestation de services et des DPI.

² Le gouvernement de l'Alberta a soulevé ce point dans ses commentaires initiaux.



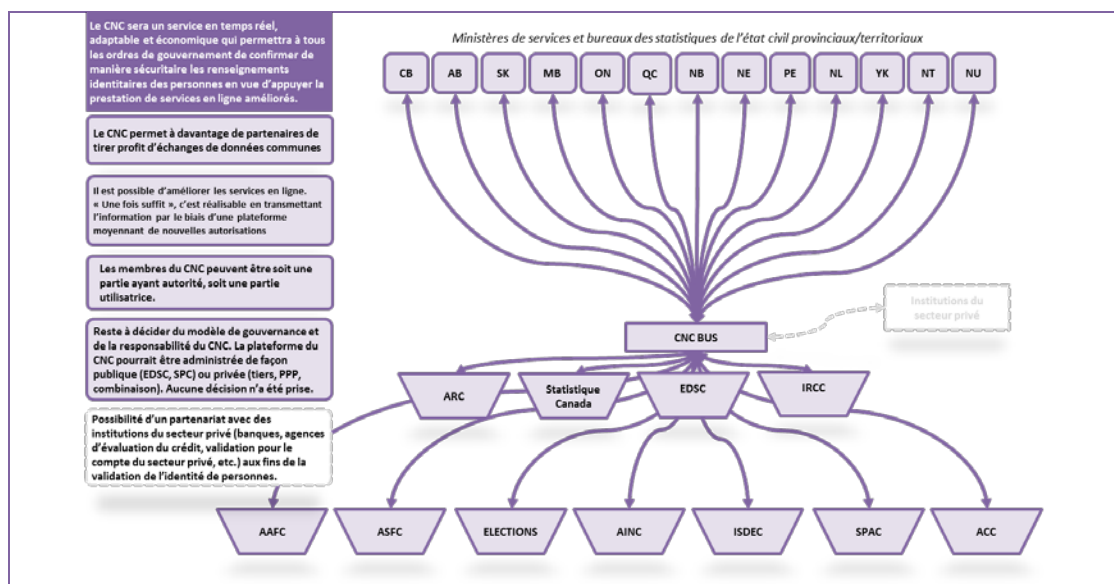
PROJET DES LIENS D'IDENTITÉ (PLI)

Le PLI représente une approche pionnière du CNC. EDSC et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ont mis sur pied ce projet afin de faire progresser la modernisation des passeports grâce à la validation électronique des renseignements d'identité. L'on a procédé de cette façon principalement pour accélérer la mise en œuvre de l'initiative avant que le CNC soit pleinement opérationnel. Dans le cadre du PLI, la migration de la technologie vers une plateforme ou un bus de services unique, s'éloignant des connexions bilatérales point à point, est l'un des éléments clés proposés qui orienteront le développement continu du CNC.



LE CARREFOUR NUMÉRIQUE CANADIEN

L'évolution vers le CNC s'appuiera sur le principe de l'échange sécurisé de renseignements d'identité au moyen d'un modèle commun d'échange de renseignements. Même si l'architecture technique du CNC est définie, la vision repose sur un modèle unique d'échange de données, qui permet de veiller à ce que les renseignements nécessaires soient partagés avec les partenaires appropriés au moment opportun. Le graphique suivant est fourni à titre indicatif seulement et n'est pas représentatif de l'architecture technique finale. Il est important de noter que la mise en place des pouvoirs nécessaires à l'échange de renseignements entre les ordres de gouvernements pourrait présenter un défi encore plus grand que celui associé à l'établissement de l'architecture technique.



1.4 PROPOSITION DE VALEUR POUR LE CNC

À l'ère du numérique, les Canadiens n'attendent rien de moins que l'excellence en matière de services. Et les services gouvernementaux n'y font pas exception. Les Canadiens ont droit à des services de grande qualité dont la prestation est immédiate, accessible et adaptée à leurs besoins, tout en ayant l'assurance que leurs renseignements personnels seront protégés. Ces objectifs sont parfois difficiles à concilier.

On trouve de nombreux exemples de gouvernements qui ont pris des mesures pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des solutions ciblant l'offre d'expériences de service améliorées et la modernisation axée sur la prestation de services numériques. En voici quelques-uns :

- Dans le Budget de 2016, le gouvernement fédéral s'est engagé à prendre des mesures pour faciliter l'accès aux services gouvernementaux en ligne et établir de nouveaux indicateurs de rendement au titre des services fédéraux.
- Le Plan stratégique de ServiceOntario comporte un programme ambitieux en matière de prestation de services, dont la création d'un bureau des services numériques dirigé par un directeur du numérique chargé de promouvoir le changement.
- La Colombie-Britannique s'est donné une stratégie – *Citizens@The Centre* – qui prévoit le renforcement de la mobilisation des citoyens, un recours plus grand au libre-service, l'utilisation de la technologie de la téléprésence, et une gestion efficace et sécurisée de l'identité.
- En Nouvelle-Écosse, l'unité des Services numériques est chargée de la transformation des services numériques à l'échelle du gouvernement et de la prestation de services numériques, dont la création, l'amélioration et la maintenance des sites Web et des services transactionnels.
- Le gouvernement de l'Alberta a fait de grands progrès dans le domaine de l'identité numérique :

- Le programme d'identité numérique de l'Alberta est en vigueur depuis juillet 2015.
- L'Alberta est la seule province qui lie les justificatifs et l'identité et qui passe les justificatifs et les attributs d'identité dans l'assertion SAML qui est envoyée aux parties utilisatrices.
- L'Alberta a modifié les spécifications CATS2 du gouvernement fédéral afin que les justificatifs et les attributs d'identité puissent passer dans une assertion SAML.
- L'Alberta termine actuellement la mise en œuvre du processus de vérification de niveau 3 qui permet aux citoyens d'obtenir un niveau d'assurance de l'identité de niveau 3; dans le cadre de ce processus, la province a mis en œuvre une version de la plateforme du CNC afin de valider les renseignements du permis de conduire auprès de la base de données des véhicules automobiles; la même fonctionnalité sera bientôt mise en œuvre afin de valider les certificats de naissance auprès des statistiques de l'état civil.
- L'Alberta croit être un joueur de premier plan dans le domaine de l'identité numérique et la province a offert de mener des projets pilotes avec le gouvernement fédéral, notamment sur le renouvellement des passeports en ligne.
- L'Alberta a joué un rôle clé dans l'élaboration d'une version de travail de la Norme de validation de l'identité.

Le CNC sera constitué d'une infrastructure et d'un ensemble de normes visant à faciliter l'échange sécurisé de renseignements d'identité. Il importe de souligner que bien que le CNC favorisera le développement et la croissance des services numériques, il ne s'agit pas du mécanisme qui engendrera directement des améliorations aux services. À cet égard, les ministères, organismes et organisations FPT doivent modifier leurs systèmes pour tirer le plus grand profit de la validation de l'identité en temps réel.

Le CNC est conçu pour faciliter l'amélioration des services offerts aux Canadiens en permettant aux ordres de gouvernement d'échanger en temps réel des renseignements d'identité de manière sûre et efficace. La proposition de valeur du CNC repose sur trois piliers principaux :

1. améliorer l'expérience de service des particuliers;
2. améliorer l'expérience de service des entreprises en offrant davantage de programmes et de services en ligne et en les intégrant à une approche « Une fois suffit »;
3. donner aux citoyens l'assurance que des mesures de protection des renseignements personnels sont en place pour que les renseignements personnels soient traités de façon équitable et transparente.

1. UNE FOIS SUFFIT – SERVICES AUX PARTICULIERS

En juin 2013, le greffier du Conseil privé a lancé Objectif 2020 en vue de continuer à bâtir une fonction publique fédérale plus ouverte et en réseau qui améliore la vie des Canadiens tout en renforçant les systèmes et les pratiques et en utilisant l'information et les idées d'une meilleure façon. L'un des éléments clés de l'initiative, à savoir le thème de « l'utilisation intelligente de la technologie », met l'accent, entre autres, sur la création de services électroniques intégrés fondée sur la collecte de

renseignements selon le modèle « Une fois suffit ». Des solutions économiques permettant de réduire le double emploi et la fraude ont été identifiées comme un besoin essentiel pour permettre aux Canadiens d'interagir avec leur gouvernement d'une manière plus facile.

À titre d'exemple, le Québec utilise depuis 2010 un modèle « Une fois suffit » pour les avis de naissance et de décès et les changements de nom ou de sexe. Ces avis sont envoyés à 16 ministères/organismes provinciaux différents ainsi qu'au gouvernement fédéral.

En misant sur le CNC en tant que mécanisme de validation en temps réel des renseignements d'identité, les ministères, organismes et organisations FPT pourraient autoriser les Canadiens à réviser en ligne leurs renseignements personnels tout en sachant que ces changements seront transmis aux autres ministères, organismes et organisations FPT pertinents. Le CNC pourrait être utilisé comme infrastructure à cette étape du processus, ce qui pourrait faciliter le processus d'autorisation pour les propriétaires d'entreprises et le gouvernement fédéral.

2. INTÉGRATION AVEC LE NUMÉRO D'ENTREPRISE – SERVICES AUX ENTREPRISES

Le CNC procure aussi de la valeur pour les Canadiens qui sont propriétaires de leur propre entreprise. Il est conçu de façon à aider non seulement les citoyens, mais aussi les entreprises. Il est important de noter que le service aux entreprises ne compte pas parmi les fonctions initiales prévues du CNC. Néanmoins, une initiative est en cours pour harmoniser l'identification des entreprises dans l'ensemble des administrations fédérale, provinciales et territoriales, ainsi qu'avec les municipalités, afin de faire en sorte que le numéro d'entreprise de l'ARC (NE-ARC) devienne un identifiant commun unique. Le Québec a indiqué qu'il pourrait ne pas utiliser le numéro d'entreprise comme identificateur commun, mais qu'il ne s'oppose pas à ce qu'il soit ajouté à ses registres.

Avant qu'un particulier puisse être associé à une entreprise, son identité doit être validée pour que le gouvernement puisse avoir une assurance raisonnable de l'identité du particulier. Le CNC pourrait être utilisé comme infrastructure à cette étape du processus, ce qui pourrait faciliter le processus d'autorisation pour les entreprises utilisatrices et le gouvernement fédéral.

Au fur et à mesure que le CNC évoluera, la possibilité de créer des liens avec les registres provinciaux des entreprises et d'offrir d'autres types de services aux entreprises sera examinée. Les registres des entreprises contiennent les données relatives aux entreprises exploitées dans les provinces, tout comme les registres de l'état civil contiennent les données concernant les citoyens.

3. RENFORCEMENT DES PRATIQUES D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Un service unique pancanadien de validation de l'identité permettrait de renforcer les pratiques de protection des renseignements personnels en passant d'un processus de validation sur papier moins sûr à un système électronique.

Le transfert des efforts de validation du monde matériel (papier, clé USB) aux formats électroniques pourrait réduire les risques de failles de sécurité associés aux renseignements personnels. La capacité de détection de l'accès est également limitée. Les Canadiens font confiance aux systèmes et aux

mécanismes de protection qui ont été mis en place jusqu'ici; le maintien de cette confiance est essentiel à la réussite de cette initiative.

Selon un sondage³ mené en 2013 par PricewaterhouseCoopers auprès de plus de 3 000 Canadiens au sujet des services gouvernementaux offerts par voie électronique, 81 % des personnes interrogées⁴ sont au moins assez à l'aise à l'égard de la validation en ligne de l'identité par le gouvernement. En outre, la majorité⁵ des personnes interrogées étaient à l'aise avec le fait que des organismes gouvernementaux échangent des renseignements d'identité de base (nom, adresse, date de naissance) afin de fournir des services. Par conséquent, tout semble indiquer que les Canadiens appuieraient des services en ligne de plus en plus informatisés de validation de l'identité afin de profiter de la commodité de ces services.

Cela dit, un peu plus de la moitié des répondants ont estimé que la protection de la vie privée était la préoccupation la plus importante en ce qui concerne les services électroniques du gouvernement⁶, soulignant l'importance de la conception d'un service de validation de l'identité de prochaine génération intégrant des caractéristiques de protection de la vie privée.

Le *statu quo*, avec sa multitude d'ententes sur l'échange de renseignements, pose un certain risque probable pour la vie privée des Canadiens. Les droits d'admissibilité des citoyens sont menacés par le risque que des renseignements erronés soient inscrits dans plusieurs bases de données. En utilisant la fonctionnalité de notification proposée dans le cadre de cette initiative, les incohérences entre les fichiers de renseignements personnels seraient grandement réduites.

1.5 RÉALISATION DES AVANTAGES

Le cadre de réalisation des avantages est présenté ci-dessous et il compte trois catégories distinctes :

1. l'évitement de coûts directs (c.-à-d. les coûts qui peuvent être éliminés ou évités grâce aux processus de transformation opérationnelle découlant du CNC)
2. l'évitement de coûts indirects (c.-à-d. les coûts qui peuvent être évités ou recouvrés en améliorant l'échange d'information sur les attributs d'identité)
3. l'amélioration générale du service (c.-à-d. les avantages non quantifiables)

Des exemples illustratifs préliminaires ont été chargés dans ce cadre, cependant, il faut poursuivre les travaux avec les gouvernements FPT pour mieux définir et attribuer ces avantages. Il importe de souligner que, dans une large mesure, les avantages seront obtenus au niveau des programmes des administrations participantes.

³ PwC Le pouls du citoyen - La prochaine génération de services en ligne :

[http://grandsorganismes.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers/Veilles%20strat%C3%A9giques/Prestation%20de%20services%20publics/En%20ligne/Le%20pouls%20du%20citoyen%20pwc%20\(veille%20octobre%202013\).pdf](http://grandsorganismes.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers/Veilles%20strat%C3%A9giques/Prestation%20de%20services%20publics/En%20ligne/Le%20pouls%20du%20citoyen%20pwc%20(veille%20octobre%202013).pdf)

⁴ 24 % étaient très à l'aise; 30 % à l'aise et 27 % assez à l'aise.

⁵ Les réponses variaient selon les renseignements échangés; par exemple, 84 % des personnes interrogées étaient au moins assez à l'aise avec le fait que leurs noms soient communiqués, en comparaison de 65 % pour une photo de passeport ou un permis de conduire.

⁶ PwC Le pouls du citoyen - La prochaine génération de services en ligne :

[http://grandsorganismes.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers/Veilles%20strat%C3%A9giques/Prestation%20de%20services%20publics/En%20ligne/Le%20pouls%20du%20citoyen%20pwc%20\(veille%20octobre%202013\).pdf](http://grandsorganismes.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers/Veilles%20strat%C3%A9giques/Prestation%20de%20services%20publics/En%20ligne/Le%20pouls%20du%20citoyen%20pwc%20(veille%20octobre%202013).pdf). p 5

1.5.1 ÉVITEMENT DE COÛTS DIRECTS

Même si le CNC exige un investissement initial de la part des ministères/organismes fédéraux, ces derniers pourraient réaliser un bon nombre d'économies à long terme grâce à cette initiative. Le Programme d'A.E. d'EDSC pourrait utiliser le CNC pour accéder à davantage de sources de données faisant autorité et valider l'identité de clients (p. ex. les BSEC). Le programme pourrait ainsi éliminer l'envoi de codes d'accès par le courrier, engendrant des économies annuelles de 2 M\$⁷. L'accès à un plus grand nombre de sources d'identité faisant autorité réduirait le nombre d'erreurs et améliorerait de façon générale l'exactitude et la gestion des paiements. Par exemple, la SV pourrait régler plus rapidement le dossier d'un citoyen une fois reçu l'avis de décès. Dans le cas de trop-payés, le temps et les efforts consacrés à contacter les citoyens, à corriger les erreurs et à régler les dossiers seraient réduits de façon appréciable. Il pourrait aussi s'ensuivre une réduction du nombre de visites en personne aux centres de services, réduction attribuable à l'amélioration des services en ligne.

RÉDUCTION DU MODE DE PRESTATION DE SERVICES EN PERSONNE

À mesure que se concrétisera la validation sécurisée de l'identité, les services en ligne prendront de l'ampleur. Selon PriceWaterhouseCooper, les services en ligne dominant et leur croissance se maintiendra. Quant au recours aux canaux traditionnels (téléphone, visites en personne et courrier), même s'ils seront toujours utilisés, on s'attend à une diminution de leur utilisation⁸. Des économies pourront être réalisées en raison du passage du mode de prestation en personne au mode de prestation de services en ligne. Il importe de souligner que malgré la réduction du nombre de visites en personne, le nombre de communications aux centres d'appels augmentera de façon appréciable, comme c'est toujours le cas lors de la mise en œuvre de changements. Le Bureau du vérificateur général du Canada a procédé à un audit de l'accès aux services en ligne qui a révélé que les coûts des transactions auprès de 11 ministères sélectionnés ont été les suivants :

- Coût d'une transaction en ligne pour le gouvernement : 0,13 \$
- Coût d'une transaction au téléphone : 11,69 \$ (soit 90 fois plus cher)
- Coût d'une transaction en personne : 28,80 \$ (222 fois plus cher)

L'application d'une stratégie pangouvernementale en matière de prestation de services peut se traduire par des économies importantes, y compris une réduction des besoins en dotation à l'appui des modes de prestation de services « en personne » (p. ex., réduction des ressources requises dans les plus grands centres de Service Canada).⁹

⁷ Michelle Seaton (a.-e.) : En 2015-2016, environ 2,7 millions de demandes d'a.-e. ont été transmises au moyen du site Appliweb (outil en ligne que les clients de l'a.-e. utilisent pour demander des prestations, situé à l'extérieur de MDSC) x 0,75 \$ par envoi.

⁸ PriceWaterhouse Cooper Report: <http://www.pwc.com/gx/en/psrc/pdf/citizen-compass.pdf>

⁹ Audit du BVG de 2013 : http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201311_02_f_38796.html

FRAIS D'ADMINISTRATION – ENTENTES SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Dans les ententes sur l'échange de renseignements (EER) sont précisées les restrictions visant l'utilisation ou la communication de renseignements que s'échangent entre eux les ministères. Bien qu'il puisse en résulter une forme de protection des renseignements personnels, il s'ensuit aussi que l'ensemble d'EER actuelles pourrait gêner la mise en place d'une solution plus efficiente. Il faut des ressources humaines pour tenir à jour et renégocier des EER, mais il est difficile de déterminer le coût exact de la négociation d'une entente donnée d'échange de renseignements d'identité. Comme ces EER sont intégrées dans la prestation de programmes, les coûts de négociation et de mise en œuvre sont compris dans le coût global des programmes dans l'architecture des activités de programme des ministères. L'une des conséquences de la décentralisation de la validation de l'identité dans les programmes est l'incapacité de déterminer les coûts avec exactitude.

Les coûts globaux estimatifs de la négociation d'une EER oscillent entre 73 K\$ et 85 K\$ par ministère (frais de F et E, services juridiques et expertise en TI non compris). On tient ici pour acquis qu'il a fallu affecter, en moyenne, quatre ETP (à raison de 25 % de leur temps de travail) pendant environ une année à la négociation d'une EER, que ce soit entre ministères fédéraux ou entre des entités fédérales et PT.

L'adoption d'une approche révisée en matière d'ententes sur l'échange de renseignements pourrait engendrer des économies à long terme appréciables au titre du CNC. Conclure des EER multilatérales entre des ministères fédéraux et des partenaires PT réduirait le nombre d'EER individuelles.

1.5.2 ÉVITEMENT DES COÛTS INDIRECT

AMÉLIORER L'INTÉGRITÉ DES DONNÉES D'IDENTITÉ

En raison de leur incapacité à valider systématiquement l'identité en consultant un certain nombre de sources faisant autorité, les organismes de tous les ordres de gouvernement sont vulnérables à la fraude, ce qui entraîne un risque de trop-payé des prestations et de délivrance de documents d'identité authentiques à des fraudeurs.

Même s'il existe une grande variété de documents d'identité et de caractéristiques de sécurité, ce ne sont pas tous les agents de prestation de services qui disposent de tous les outils (p. ex., un lecteur de lumière ultraviolette) ou qui ont suivi la bonne formation pour profiter de toutes les caractéristiques de sécurité d'un document d'identité. Trop souvent, les criminels peuvent facilement exploiter des vulnérabilités et reproduire des documents moins sécurisés, et les utiliser pour obtenir des documents authentiques assortis de caractéristiques de sécurité renforcées. Il en résulte ce que l'on appelle des « identités synthétiques », qui sont artificielles et qui peuvent être utilisées pour frauder des particuliers, des gouvernements et le secteur privé.

Dans le contexte fédéral, il existe de nombreux programmes de plus petite taille qui pourraient bénéficier de la validation de l'identité. La prestation de programmes de financement agricole comme Agri-stabilité par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) profiterait d'un niveau élevé d'assurance

que le demandeur est bel et bien admissible. Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pourrait profiter de la notification des décès en temps réel pour mettre fin au versement de prestations à des fonctionnaires décédés et rendre plus efficace le processus d'obtention de prestations aux survivants ou aux enfants. Anciens Combattants Canada profiterait aussi de cette fonction pour ses bénéficiaires

De façon plus générale, Le Centre antifraude du Canada révèle qu'en 2015, plus de 17 000 Canadiens ont déclaré avoir été victimes d'un vol ou d'une fraude d'identité, et les pertes ont totalisé 10,7 M\$. Ces fraudes ont non seulement des conséquences financières pour le Canada, mais elles peuvent présenter un risque pour la sécurité. La capacité de valider des renseignements en temps réel peut également permettre aux gouvernements d'inscrire les bons renseignements sur les personnes, de façon à leur fournir un accès rapide aux prestations et aux services. Évidemment, ce ne sont pas tous les trop-payés liés à l'identité qui sont attribuables à une fraude; ces cas peuvent se produire en raison de l'omission accidentelle de déclarer un changement de situation en temps opportun ou simplement d'une erreur d'écriture.

Durant la période de 2012 à 2014, 57 194 personnes ont été victimes d'une fraude d'identité. Seulement en 2012, les pertes ont totalisé 16 M\$¹⁰. Par ailleurs, chaque victime a consacré en moyenne 1 200 \$ pour réparer les torts causés par la fraude d'identité et 30 heures pour régler les divers problèmes engendrés¹¹, à savoir, au total, 68,6 millions dollars en pertes directes subies par des Canadiens et 1,7 million d'heures consacrées à régler des problèmes afférents aux fraudes d'identité (de 2012 à 2014). Et cela ne tient pas compte des conséquences sociales et personnelles de la fraude d'identité sur les individus et leurs relations avec d'autres organisations, dont avec le gouvernement fédéral.

VALIDATION D'IDENTITÉ À DEUX FACTEURS

Le fait que le CNC permette d'élargir le nombre de sources faisant autorité autorise la validation d'identité à deux facteurs, ce qui peut améliorer l'intégrité d'un service. Par exemple, l'ARC, EDSC et AAC ont expressément mentionné qu'ils souhaitaient utiliser un processus de validation à deux facteurs pour authentifier l'identité des individus avant de leur donner accès à leurs services en ligne.

Dans le cas de l'assurance-emploi (a.-e.), il n'y a présentement aucune validation de l'identité des demandeurs de prestation d'a.-e. car ils devraient attendre de recevoir un code d'accès par la poste. Les Canadiens présentant une demande d'a.-e. n'ont pas le temps d'attendre la réception d'une lettre pour finir de remplir leur demande. Grâce à l'adoption d'un processus d'authentification à deux facteurs, on obtient un processus immédiat de validation de l'identité.

Le Québec a recours à un processus d'authentification semblable lorsqu'il accueille des résidents permanents à l'aéroport Montréal-Trudeau. Le certificat de sélection du Québec (CSQ) est comparé

¹⁰ <http://www.antifraudcentre-centreantifraude.ca/reports-rapports/2014/ann-ann-fra.htm#a28>

¹¹ <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/archive-dntt-thft-rprt/index-fr.aspx#a06>

aux documents officiels de résident permanent. S'ils ne correspondent pas, le personnel de l'aéroport effectue une enquête plus approfondie.

MODERNISATION DES PASSEPORTS

Dans le cadre de l'Initiative de modernisation des passeports, IRCC et EDSC/SC procèdent au couplage du système Liens avec les données de l'état civil (LDEC) de Service Canada et du Système mondial de gestion des cas (SMGC) d'IRCC afin de renforcer la sécurité et l'intégrité de la gestion de l'identité.

IRCC fait actuellement l'objet d'une transformation stratégique afin d'améliorer l'efficacité et l'intégrité de ses programmes. La validation électronique de l'information d'un document d'identité est une importante mesure d'intégrité, car elle fait partie intégrante du mandat de Service Canada, qui consiste, entre autres, à gérer le Programme de passeport au Canada. Pour y arriver, on peut établir des liens entre les données des bureaux de l'état civil (BEC) provinciaux (P) ou entre les ministères de services et IRCC.

IRCC et EDSC ont préparé une proposition pour le Projet de couplage des données sur l'identité, projet qui vise à mettre sur pied un système de messagerie entre IRCC et les BEC, ou les ministères de services, au moyen d'une plate-forme de messagerie d'EDSC, dans le but de valider l'information des documents d'identité avec la source faisant autorité.

TROP-PAYÉS

Le CNC pourrait servir à valider les renseignements d'identité et à soutenir la prestation des programmes, et ainsi réduire les cas de fraude d'identité. Les gouvernements ont la possibilité d'éviter non seulement les trop-payés, mais également les coûts liés au recouvrement des trop-payés, une fois qu'ils sont découverts. Le vérificateur général estime qu'en 2011-2012, des trop-payés totalisant 110 M\$ sont imputables à des fraudes¹². La validation de l'identité est l'une des premières étapes de la détermination de l'admissibilité et de la prévention des trop-payés. Dans le cas de services comme les soins de santé, l'amélioration des processus de validation d'identité pourrait contribuer à ce que les ressources limitées soient consacrées à ceux qui y sont admissibles.

L'année dernière, le gouvernement a consacré environ 72,9 G\$ aux principaux transferts aux particuliers dans le cadre de programmes comme l'assurance-emploi, le RPC et la SV. Ce montant ne comprend pas les plus petits transferts à des populations particulières, comme les anciens combattants ou les membres des Premières nations. Il est difficile d'estimer le trop-payé de prestations avec un degré élevé de précision, mais même les estimations ministérielles illustrent l'ampleur du problème. Par exemple, l'unité des anciens combattants Canada a déclaré un trop-payé de 20,6 M\$¹³ en 2012-2013, soit 0,6 % des dépenses de programmes.

Il existe des exemples additionnels qui peuvent être tirés des gouvernements provinciaux et territoriaux :

¹² <http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-politics/ottawa-overpays-ei-by-at-least-300-million-a-year-auditor-general>

¹³ <http://www.veterans.gc.ca/fra/about-us/reports/departmental-audit-evaluation/2014-audit-of-overpayments/1-0>

- En 2009, le vérificateur général de l'Ontario a déclaré que le trop-payé d'Ontario au travail était estimé à 600 M\$¹⁴, en partie en raison d'une gestion déficiente des renseignements d'identité
- En 2011, la Colombie-Britannique a déclaré des activités frauduleuses de 260 M\$ en soins de santé, en grande partie attribuables à l'utilisation frauduleuse des cartes CareCards qui donnent accès aux services¹⁵.

Il est également difficile de déterminer combien de ces trop-payés sont expressément attribuables à un manque de renseignements d'identité à jour. Certains de ces montants peuvent être attribuables à de faux renseignements d'admissibilité, comme un nombre inexact d'heures travaillées pour l'assurance-emploi. Cependant, même si seulement 10 % de ces montants étaient attribuables à des renseignements d'identité inexacts, les administrations publiques canadiennes ont la possibilité d'économiser des sommes considérables en remédiant à ce problème. Sans la capacité de déterminer avec assurance les trop-payés attribuables à des renseignements d'identité inexacts, on ne peut se fonder que sur des estimations approximatives. Même les estimations les plus prudentes révèlent toutefois la nécessité de cette initiative. **Parmi les exemples mentionnés précédemment, une proportion de 10 % représente tout de même 154 M\$ par année en pertes évitables pour les administrations publiques du Canada.**¹⁶

1.5.3 AMÉLIORATION DU SERVICE

REGROUPEMENT DE SERVICES

Les regroupements de services constituent une façon de proposer une approche intégrée aux citoyens desservis par différentes organisations de manière à faciliter les interactions avec plusieurs fournisseurs de services, d'une administration à l'autre, dans le cadre d'une rencontre unique avec le gouvernement. Par exemple, le Service d'enregistrement des nouveau-nés permet aux parents de ne présenter qu'une demande pour obtenir la carte du régime provincial d'assurance-maladie pour leur enfant, son certificat de naissance, son NAS et les prestations fiscales canadiennes pour enfants dans le cadre du processus d'enregistrement des naissances de la province. Le cas d'une personne qui peut automatiquement envoyer des renseignements personnels (changement d'adresse) sur sa déclaration de revenus à Élections Canada, qui peut l'ajouter au Registre national des électeurs en constitue un bon exemple, au niveau d'un ordre de gouvernement. Le groupement des services est aussi déjà en cours dans un contexte FPT.

Dans ce contexte, le CNC pourrait permettre aux gouvernements FPT de simplifier leurs interactions avec les citoyens. Le CNC autoriserait la création de nouveaux groupes de services qui simplifieront l'interaction des citoyens avec le gouvernement, ce qui allégerait le fardeau administratif des citoyens en ce qui concerne le signalement de changements de situation.

¹⁴ <http://www.auditor.on.ca/en/content/annualreports/arreports/en11/411en11.pdf>

¹⁵ http://www.canada.com/story_print.html?id=88ba8b6f-855b-48b9-8aa5-e9a8204e2700&sponsor=

¹⁶ Exclut les programmes municipaux de prestations

GUICHET UNIQUE

Le concept du guichet unique n'est pas nouveau dans le milieu des services en ligne. Le CNC fera en sorte que davantage de services pourront donner les résultats escomptés : une seule visite à un seul service en ligne. Par exemple, l'ARC et l'ASFC souhaiteraient accéder à des données d'IRCC sur la citoyenneté et la résidence pour déterminer l'admissibilité à des prestations de l'ARC et contrôler l'accès aux services frontaliers sans devoir fournir de l'information ne figurant pas dans la demande initiale. Tous les ministères aimeraient bien pouvoir valider l'identité en ligne, ce qui allégerait le fardeau administratif de leur personnel de première ligne, tout en accélérant et en simplifiant les interactions en ligne avec les citoyens.

SERVICES PRÉVISIONNELS

La fonction de notification du CNC, en tant que catalyseur de l'offre de services numériques, pourrait faciliter la prestation de services prévisionnels au titre des grands événements de la vie et offrir de façon proactive aux citoyens des services liés à ces événements. Des services de cet ordre sont déjà offerts au Québec.

2. BESOINS OPÉRATIONNELS

Les besoins opérationnels, ce sont les buts et objectifs définis pour un service. Ces besoins peuvent servir à éclairer les changements à apporter à un service. Par exemple, le CNC peut faciliter l'apport d'améliorations à un service. Les renseignements recueillis au sujet des besoins opérationnels visent à préciser les facteurs opérationnels qui justifieront la nécessité d'un échange pancanadien sur l'identité. Ils font également la lumière sur ce que les partenaires provinciaux et fédéraux s'attendent à recevoir les uns des autres, ainsi que d'autres administrations à l'appui de leurs secteurs d'activité respectifs.

Étant donné que le projet du CNC est axé sur les renseignements d'identité, il convient de signaler que les renseignements d'identité peuvent englober un certain nombre d'éléments de données du domaine des renseignements personnels.

SOURCES FAISANT AUTORITÉ

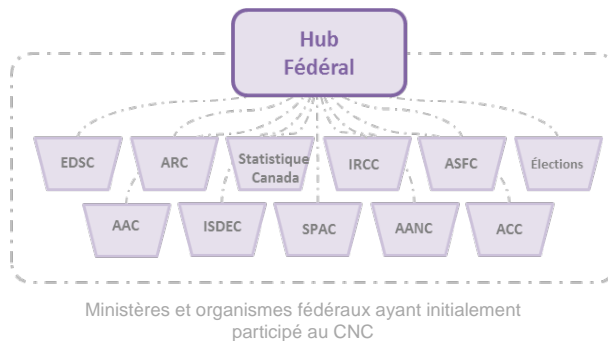
Les intervenants, au fédéral comme pour les PT, ont identifié une source de données faisant autorité dans chaque administration ainsi que dans leur propre administration. Les sources faisant autorité comprennent les documents de base qui décrivent les attributs d'identité comme la naissance, le décès, l'adresse ou le statut de citoyenneté d'une personne et sa capacité de travailler au Canada. Six principales sources faisant autorité ont été identifiées comme principales sources de données qui seraient utilisées comme preuves pour justifier l'existence d'un particulier ou pour fournir des éléments de preuve qui relient un particulier à une identité prouvée par des ministères fédéraux :

- **Données de Citoyenneté et Immigration (IRCC)** : Ces données permettent à une partie utilisatrice de valider l'identité de personnes qui sont nées à l'étranger, mais qui ont obtenu la citoyenneté ou qui peuvent avoir un statut légitime au Canada.

- **Registre d'assurance sociale (EDSC)** : Même si les numéros d'assurance sociale (NAS) ne sont pas considérés comme une preuve d'identité, ils sont utilisés par de nombreuses parties utilisatrices à titre d'identifiant principal. EDSC est la source faisant autorité pour toutes les dates des avis de décès au titre des programmes qui utilisent le NAS au GC.
- **Registre des cartes de statut Indien (AINC)** : Permet à une partie utilisatrice de valider le nom de chaque personne au Canada qui est inscrite à titre d'Indien en vertu de la *Loi sur les Indiens*.
- **Base de données des numéros d'entreprise (ARC)** : L'Agence du revenu du Canada est une source faisant autorité en ce qui a trait à l'émission du numéro d'entreprise, ainsi qu'une source fiable de renseignements d'identification des entreprises. Notons que le Québec attribue aux entreprises un numéro d'entreprise du Québec (NEQ).
- **BSEC PT** : Les BSEC peuvent fournir aux parties utilisatrices (selon les lois et règlements en vigueur) l'accès aux données inscrites de l'état civil (naissance, décès, mariage, mortinatalité et changement de nom ou de sexe).
- **Ministères PT des Transports et des Service de santé** : Ces organisations donnent l'accès aux documents qui peuvent fournir des éléments de preuve qui relient un particulier revendiquant une identité à l'identité en soi. Ces sources permettent aux parties utilisatrices de faire correspondre un nom, une date de naissance et une adresse à la personne qui revendique cette identité.

2.1 BESOINS OPÉRATIONNELS FÉDÉRAUX

Depuis 2013, le Comité des opérations fédérales du CNC se réunit sur une base régulière pour discuter du développement du CNC. Les onze membres participants du Comité ont contribué à un exercice de détermination des besoins opérationnels qui a été mené de novembre 2015 à janvier 2016.



On a demandé aux ministères et organismes d'identifier les programmes et les secteurs d'activité, ainsi que les renseignements faisant autorité que chacun de leurs programmes respectifs pourrait fournir aux parties utilisatrices par l'intermédiaire d'un service électronique en temps réel.

Étant donné que le CNC est destiné à permettre aux partenaires de s'envoyer des messages électroniques les uns aux autres pour vérifier que les renseignements d'identité d'une personne sont exacts, il est important de signaler que les besoins fédéraux doivent être considérés comme étant partiels tant que les besoins opérationnels des PT ne sont pas finaux.

L'exercice a mis en lumière un certain nombre d'observations générales qui peuvent servir de facteurs clés pour le CNC à l'avenir :

- **Soutenir l'intégrité des programmes** – Les ministères et organismes qui offrent des services aux citoyens s'en remettent essentiellement à la sécurité de leurs systèmes et de leurs processus aux fins de la prestation de services. Pour fournir un service, les agents de prestation ont tous besoin de degrés variables d'assurance qu'une personne est réellement celle qu'elle

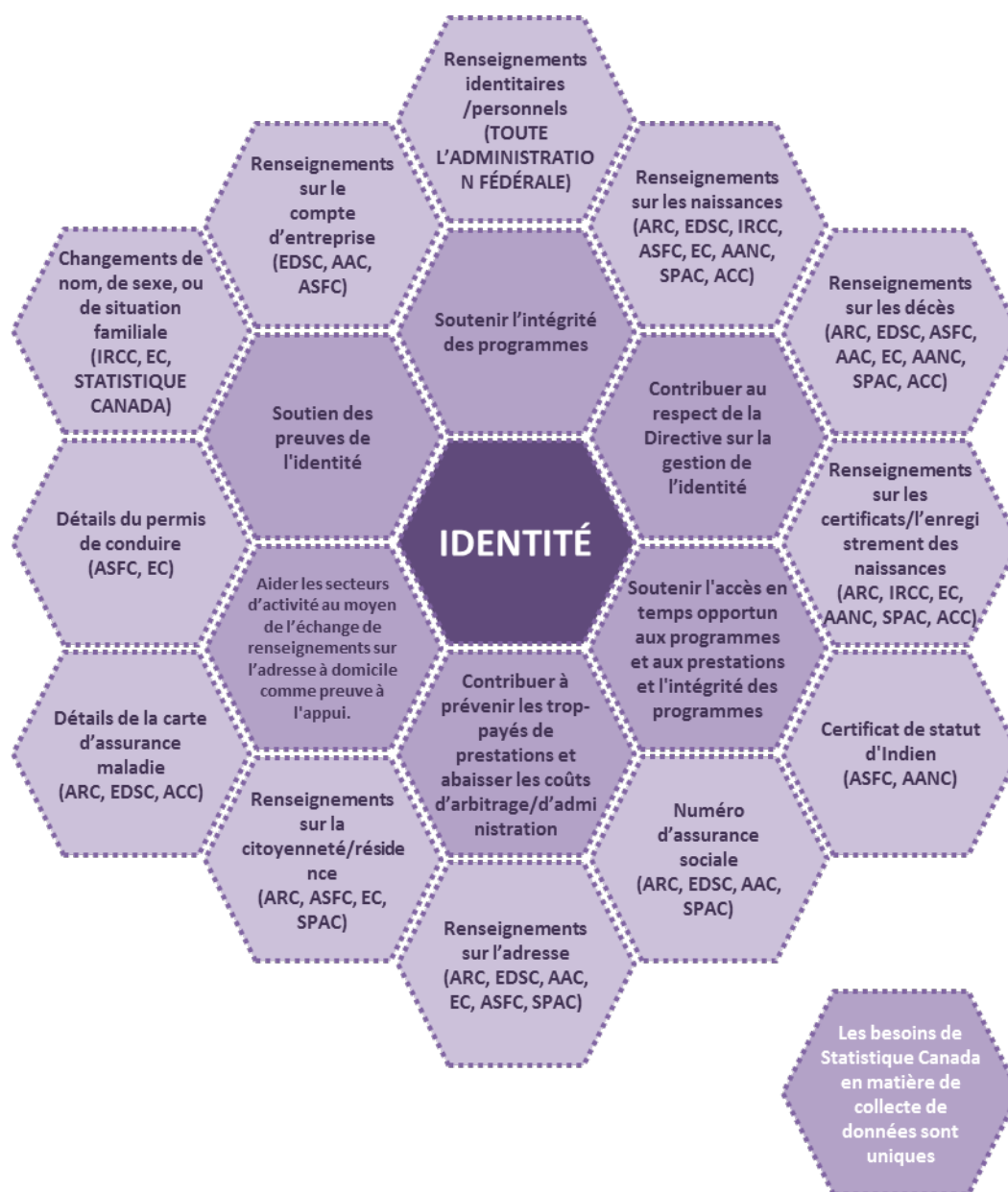
dit être. Un certain nombre d'offres de services du GC comptent sur leur écosystème interne ministériel pour soutenir l'intégrité des programmes ou des services pour ce qui est de l'identité. *Le CNC est considéré comme un catalyseur qui facilitera l'expansion des sources de données faisant autorité pour authentifier les renseignements de programme par rapport aux données de quelqu'un d'autre aux fins de la prestation de services.*

- **Preuves à l'appui de l'identité** – Il existe un consensus général selon lequel les « documents fondamentaux » émis par les BSEC pour les personnes nées au Canada (certificats de naissance) et les documents délivrés par IRCC pour les personnes qui sont nées à l'étranger, mais qui ont obtenu la citoyenneté (certificat de citoyenneté canadienne) ou qui ont un statut légitime au Canada (par exemple : résidence permanente, permis de travail, permis d'études) servent de preuve clé que l'identité revendiquée par une personne est légitime et valide. Élargir l'accès à ces renseignements à d'autres partenaires auprès des deux ordres de gouvernement dans un contexte en temps réel aidera à accroître l'efficacité et la transparence tout en permettant aux intervenants de potentiellement réduire la fraude liée à identité et aux prestations. *Un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux ont exprimé leur intérêt pour la validation de l'identité par rapport à des preuves à l'appui complémentaires (par exemple, sources fédérale et/ou PT faisant autorité) afin d'augmenter le niveau de confiance derrière leur mode de services en ligne sans avoir besoin de processus en personne ou d'urgence.*
- **Conformité à la Politique sur la gestion de l'identité** – Un certain nombre de ministères et d'organismes ont lié les réponses sur les besoins de leurs programmes aux efforts en cours pour mettre en œuvre les exigences de la politique du Conseil du Trésor en matière de gestion de l'identité. *Le CNC a le potentiel d'améliorer l'intégrité des données, de réduire les coûts, d'éliminer les inefficacités et de réduire le risque d'erreur à mesure que les intervenants travailleront à améliorer la façon dont les ministères authentifient et assurent la légitimité de l'identité revendiquée par les citoyens.*
- **Normes communes d'échange de données** – Les intervenants ont parlé d'un certain nombre de connexions spéciales préexistantes entre les ministères et organismes, et d'autres ont renforcé la nécessité d'élargir ces connexions de manière à simplifier ou à accélérer les processus. Les méthodes d'échange de données actuellement en place ont semblé varier considérablement entre les organisations et programmes. Trois ministères (EDSC, ARC et Statistique Canada) échangent actuellement des renseignements sur les naissances et les décès avec 10 provinces en utilisant une norme commune d'échange de données (SNA). *Il est probable qu'il faudra une norme commune pour que le CNC constitue une solution efficace.* Cela permettrait d'améliorer le SNA. La Norme pancanadienne de validation de l'identité a été approuvée par la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services. Les spécifications pancanadiennes sur l'échange de renseignements d'identité ont été élaborées et approuvées par le Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI).

BESOINS FÉDÉRAUX EN MATIÈRE DE GESTION DE L'IDENTITÉ

La section qui suit le schéma résume la contribution fédérale recueillie auprès des **ministères et organismes**, résumée et groupée par catégories de besoins. La vue d'ensemble est accompagnée de tableaux récapitulatifs (annexe B) illustrant la répartition des types de besoins pour chaque ministère, et comment ils appuient la gestion de l'identité aux fins de l'exécution des programmes et la prestation

des services. Le schéma suivant résume les attributs d'identité qui ont été inscrits dans le questionnaire de l'exercice de détermination des besoins opérationnels fédéraux.



2.1.1 BESOINS DE DONNÉES EN NOTIFICATION, VALIDATION ET EXTRACTION

Tous les services du GC, qu'ils soient en ligne ou en personne, ont besoin d'une méthode de validation de l'identité des particuliers pour permettre aux citoyens de s'inscrire à un service. Pour les ministères et organismes, le CNC est considéré comme une occasion unique de faciliter la tenue à jour des

renseignements sur les comptes individuels aux fins des interactions (en temps réel) directes et indirectes de service aux citoyens.

Notification d'une naissance ou d'un décès

Dix des onze ministères et organismes consultés ont établi le besoin de recevoir des renseignements sur les naissances ou les décès de la part des BSEC afin de soutenir les programmes et les agents de prestation des services aux citoyens.

- **Accès aux programmes et aux prestations** – Les avis de naissance et de décès ont été signalés par un certain nombre d'intervenants comme étant des renseignements importants pour assurer qu'un citoyen ou un proche parent est dirigé vers le programme ou les prestations qui s'imposent, ce qui garantit ainsi que les données individuelles sont à jour et que l'admissibilité et l'accès direct des citoyens est déclenché suivant un événement de vie.
- **Avis en temps opportun** – Les notifications des événements de vie en temps opportun ont été identifiées comme essentielles pour prévenir les trop-payés de prestations et réduire les coûts administratifs associés aux activités de recouvrement de créances.
- **Tenue à jour des données sur les citoyens** – Un certain nombre d'intervenants ont établi la nécessité d'être informées automatiquement lorsqu'un citoyen change des données clés auprès d'un autre partenaire (p. ex., un changement d'adresse). Cela a été considéré comme un moyen d'alléger le fardeau administratif et de réduire le risque de fraude et les efforts d'évaluation.

Validation et extraction de données par rapport aux organisations PT

Vingt et un programmes et initiatives ont été identifiés par les intervenants fédéraux. Tous ont indiqué qu'ils aimeraient utiliser le CNC pour soutenir la fonction de validation des données dans le cadre de leurs programmes ou services par rapport à des sources faisant autorité.

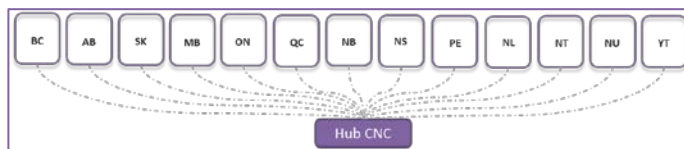
- **Validation par l'extraction pour compléter les documents d'identité** – L'extraction est une forme de validation lors de laquelle la partie utilisatrice identifie une personne et pose une question sur un citoyen pour recevoir des renseignements supplémentaires. Même s'ils ne sont pas directement liés à l'identité d'une personne, deux secteurs d'activité ont identifié ce type de transaction d'échange de renseignements afin d'obtenir des informations supplémentaires au sujet de personnes associées à un numéro d'entreprise.
- **L'adresse à domicile en tant que preuve à l'appui** – Même si très peu de ministères ou d'organismes ont initialement reconnu la nécessité de la fonction d'extraction, un certain nombre d'intervenants ont indiqué que l'adresse postale d'un particulier est une donnée clé que les programmes doivent souvent gérer et qui établit une preuve reliant un particulier à une identité prouvée. Même s'il n'existe aucune autorité officielle relativement à cet attribut, les intervenants ont mis en relief certains documents publiés par des administrations publiques, comme les cartes de service des ministères PT des Transports et de la Santé qui comportent une adresse qui est actualisée suivant une base cyclique. Le

Programme des impôts sur le revenu fédéral de l'ARC ou le Registre national des électeurs d'Élections Canada ont également été cités comme des bases de données supplémentaires de qui l'on pourrait extraire des données à l'appui de l'exécution des programmes.

- **Besoins en collecte de données** - Statistique Canada a souligné un besoin opérationnel unique lié au mandat d'enquête/collecte de données générales de l'agence. Le CNC pourrait soutenir un tel besoin au fil du temps grâce à une combinaison de notifications et d'échange d'extractions.

2.2 BESOINS OPÉRATIONNELS DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES

La mobilisation des diverses administrations PT au CNC est en cours depuis 2013. Des discussions de mobilisation avec les intervenants provinciaux et territoriaux au sujet du CNC ont été menées par un certain



Provinces et territoires participant au CNC

nombre de canaux différents. La mobilisation officielle à propos de l'initiative est reçue par l'entremise du Comité sur la surveillance et la coordination de projets (CSCP), qui relève du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP). Ces activités ont également eu lieu au cours de divers forums sur l'identité, dans le cadre d'engagements bilatéraux, ainsi que lors des discussions avec les PT au sujet de projets de pairs comme le PLI et le LDEC (EDSC).

En décembre 2015, un questionnaire sur les besoins opérationnels semblable à celui qui a été envoyé aux membres du Comité des opérations fédérales du CNC a été soumis aux membres du CSCP pour connaître les besoins formels et la façon dont chaque administration propose de relier les programmes, les secteurs d'activité, les BSEC et les ministères de services et organismes au CNC. Les administrations PT ont également été invitées à déterminer les sources faisant autorité des administrations qui les soutiendraient dans leur prestation de services.

Même si les réponses de tous les PT au questionnaire n'ont pas encore été reçues, les questionnaires remplis, de concert avec d'autres activités de mobilisation, mettent en lumière un certain nombre de considérations clés à l'appui du développement du CNC :

- **Données de l'état civil** – L'échange des données de l'état civil est essentiel (non seulement avec le gouvernement fédéral mais entre les gouvernements des PT) aux fins de la notification des naissances et des décès. Les provinces ont besoin de ces renseignements en raison des migrations d'une province à l'autre. EDSC utilise actuellement cette infrastructure pour valider les renseignements sur les naissances aux fins de l'exécution des programmes.
- **Production de revenus** – Les frais de transaction constituent un facteur clé pour les PT qui participent au CNC. Les PT reçoivent actuellement des frais de transaction du GC en échange des renseignements sur les naissances et les décès des BSEC. Ces transactions représentent une partie du budget de base à l'appui de ces organisations. Certaines administrations PT ont reconnu que l'ajout de partenaires pourrait leur permettre d'accroître les revenus qu'elles produisent.

- **Diversité des états de préparation/des plateformes de données PT sur l'identité** – L'état de préparation des PT varie d'une région à l'autre. Des efforts préliminaires de coordination des données d'identité ont déjà été mis en place (p. ex., les provinces de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick ont établi des connexions spéciales pour échanger entre elles des renseignements sur les décès, tandis que la Colombie-Britannique a mis en place un processus permettant à toutes les provinces d'avoir accès à ses renseignements sur les décès). Certaines provinces, comme l'Alberta et le Québec, travaillent déjà à la technologie des plateformes afin de relier leurs intervenants internes. Autrement, comme l'Ontario a indiqué ne pas envisager la conception d'une plateforme, les ministères de services et le BSEC de l'Ontario se connecteraient probablement directement à une plateforme du CNC pour échanger des renseignements. D'autres ont reconnu qu'une plateforme régionale pourrait constituer le moyen le plus efficace pour l'avenir (les provinces de l'Atlantique et les territoires).

2.2.1 BESOINS DES PT EN MATIÈRE D'IDENTITÉ

Les besoins à l'appui des intervenants des PT sont dérivés d'une combinaison qui regroupe, selon les partenaires fédéraux, des données complémentaires pouvant être échangées avec les PT et des renseignements recueillis par suite des interactions avec les ministères de services, les organismes et les BSEC des PT. Deux exigences principales ont été identifiées comme élément clé à l'appui des programmes gouvernementaux existants à l'échelle du pays :

Données d'accès à l'identité

- **Données du PLI et d'IRCC** – L'analyse de rentabilisation du PLI, qui est un projet exploratoire du CNC, a clairement permis d'établir qu'une connexion directe aux données sur l'immigration d'IRCC profiterait grandement aux PT. Une connexion à ces données permettrait 1) d'améliorer l'intégrité des programmes et des données, 2) de réduire le risque de fraude contre les particuliers et 3) d'améliorer la prestation de services aux Canadiens.
- **Prévention de la fraude et intégrité des programmes** – Étant donné que les bénéficiaires des programmes proviennent souvent d'autres administrations, les structures de prestation de services des PT pourraient profiter grandement d'un accès aux données de l'état civil d'autres administrations.
- **Autres possibles sources fédérales faisant autorité** – Avec l'expansion des partenaires fédéraux, il est possible que les ministères PT souhaitent avoir accès à de nouvelles sources de données du CNC (p. ex., le RAS). D'autres efforts d'engagement devront être déployés afin de confirmer cette hypothèse auprès de chaque intervenant. Notons que Revenu Québec a déjà une connexion au RAS.

Échange de renseignements sur les décès entre les PT

- **Échange de données de PT à PT** – Le CNC devra permettre l'échange de renseignements de PT à PT. La mobilité de la main-d'œuvre a des répercussions constantes sur les programmes et la prestation de services. Pour que le CNC soit couronné de succès, les PT devront avoir un accès plus rapide aux renseignements sur les décès.

3. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET POUVOIRS FÉDÉRAUX EN MATIÈRE D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Même si de nombreux ministères fédéraux ont déjà les pouvoirs nécessaires pour recueillir et communiquer des renseignements personnels aux fins du CNC, certains pouvoirs pourraient être encore mieux définis dans les lois ou auraient avantage à être précisés afin de réduire les risques et d'accroître la transparence et l'efficacité. Les pouvoirs d'échanger des renseignements sont définis comme étant les autorisations prévues dans les lois pour permettre aux ministères et aux organismes fédéraux de recueillir et de communiquer des renseignements personnels, et de communiquer des renseignements personnels expressément sous forme électronique.

De nombreux ministères et organismes fédéraux recueillent, utilisent et communiquent déjà les renseignements personnels qui seraient échangés dans le cadre du CNC, au moyen d'une variété de processus. Ces ministères, ministères provinciaux ou programmes ont mis en place les pouvoirs et les ententes sur l'échange de renseignements qui s'imposent aux fins de ces processus, mais des initiatives comme le CNC mettent les structures et les pouvoirs actuels au défi de s'adapter à la réalité moderne de la prestation de services. Les pouvoirs fédéraux actuels sont décrits à l'annexe C.

De nombreux ministères s'en remettent à l'alinéa 8(2)a) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour divulguer des renseignements personnels, de concert avec les lois propres au ministère. Cette disposition permet aux ministères de communiquer des renseignements personnels quand cela correspond aux fins auxquelles ils ont été recueillis, comme précisé dans les lois ministérielles. Comme cette disposition ne restreint pas la divulgation à certaines entités (p. ex., les ministères et organismes fédéraux, ou les gouvernements PT), elle peut être suffisante pour autoriser la communication des renseignements dans tous les scénarios possibles de fournisseurs de services (p. ex., fournisseur externe, tiers). Pour l'instant, l'application de cette disposition est sujette à interprétation, et les services juridiques ministériels ne se sont pas encore mis d'accord à savoir si ce pouvoir est suffisant.

En outre, certaines lois ministérielles (comme la *Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration*) permet actuellement que des renseignements soient recueillis, utilisés et communiqués, mais le libellé limite souvent ces activités aux documents physiques et oblige les citoyens à « présenter, fournir ou dévoiler » les documents, ce qui laisse entendre qu'ils doivent être physiquement présents. Dans un monde de services électroniques, ce libellé doit être précisé pour que la communication des renseignements par voie électronique soit autorisée.

Pour remédier aux lacunes, plusieurs choix se présentent pour fournir aux ministères et organismes fédéraux participants les pouvoirs d'échanger des renseignements nécessaires pour leur permettre de participer au CNC.

3.1.1 APPROCHES GÉNÉRALES

Les pouvoirs de confirmation de l'identité d'une personne peuvent être prévus dans une loi en vigueur (p. ex., *Loi sur la protection des renseignements personnels* ou *Loi sur la protection des renseignements*

personnels et les documents électroniques) ou dans une nouvelle loi distincte. Cette approche exigerait tout de même que des modifications corrélatives soient apportées à la loi ministérielle, y compris la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social* (LMEDS). On a procédé à une analyse qui a révélé que l'adoption d'une approche générale constitue la solution la plus simple, du point de vue de la mise en œuvre, et elle permettrait à tous les ministères et organismes qui fournissent des services publics de valider tous les renseignements d'identité dont ils ont besoin dès son entrée en vigueur. Sont proposées ci-dessous trois options de mise en œuvre d'une approche générale. Il faut cependant noter que le fait d'apporter des modifications importantes à la loi prendra du temps et que ces modifications auront des répercussions sur la mise en œuvre ou le déploiement d'un service de CNC.

Le gouvernement fédéral est déterminé à faciliter l'accès aux services gouvernementaux en ligne. Pour appuyer cet engagement, le SCT a obtenu le mandat d'élaborer une stratégie de service axée sur les clients du GC. La validation des renseignements d'identité par l'intermédiaire du CNC pourrait accélérer la prestation de services et favoriser des transactions de services uniformisées entre les administrations.

Pour ces options plus générales, le modèle des ententes sur les échanges de renseignements (EER) serait simplifié par des lois de mise en œuvre globales et par une définition claire des données à échanger, ce qui pourrait réduire les erreurs d'interprétation des lois et accroître la transparence.

Modification de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En vertu de cette option, une modification serait apportée à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour autoriser la divulgation aux fins de confirmer l'identité d'un particulier. La divulgation proactive (p. ex., notification), ainsi que les pouvoirs de collecte de renseignements, seraient encore fondés sur le programme habilitant ou sur la loi ministérielle. Comme la partie IV de la LMEDS a préséance sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sur toute autre loi fédérale, des modifications similaires devraient aussi être apportées à cette loi.

Cette option prévoirait un pouvoir global d'échange de renseignements, et limiterait les entraves pour les ministères qui sont encore loin d'utiliser le CNC, mais qui souhaitent l'utiliser à l'avenir. C'est également l'une des options à plus forte visibilité; les modifications apportées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* sont rares, et elles seraient étroitement surveillées par le public et les médias. Même si cette option simplifie les pouvoirs à inclure dans les EER, elle ne les accélère pas.

Le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique (ETHI) a inscrit un examen de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* à l'ordre du jour de la 42^e législature. Le résultat de cette étude, et la réponse du gouvernement, constitueront d'importants facteurs à prendre en considération.

Possibilité d'une « *Loi sur la prestation de services électroniques* » de portée limitée

Cette option est semblable à l'option de la *Loi sur la protection de la vie privée*, mais il s'agit d'un projet de loi distinct qui prévoit une série de modifications corrélatives à la loi ministérielle en vue de recueillir et de communiquer des renseignements aux fins de la prestation de services. Cela pourrait dépasser le domaine des renseignements d'identité, qui sont définis dans un règlement ou un décret.

La portée du projet de loi pourrait ainsi inclure d'autres modifications nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs du gouvernement en matière de service, comme prévu dans les lettres de mandat ministériel.

Cette option pourrait permettre de préciser l'objet et la portée des renseignements échangés davantage que l'option de la *Loi sur la protection de la vie privée*, notamment en incluant des renseignements qui dépassent la sphère des renseignements d'identité, ou des renseignements qui ne sont pas du tout personnels (comme les renseignements de paiement rendus anonymes). Elle pourrait inclure des dispositions sur le numéro d'entreprise s'il le faut.

Plutôt que d'être encadrée dans le contexte de la protection de l'information et de la vie privée, la discussion relative cette approche serait probablement plus équilibrée si elle conciliait les préoccupations de protection de la vie privée et de prestation des services publics. L'élaboration d'un projet de loi propre aux services numériques permettrait au gouvernement de mener des consultations plus précises avec les parties prenantes.

Pour ce qui est de l'échange de renseignements, comme cette option serait mieux définie et que les objectifs seraient déterminés, elle permettrait de réduire les risques et d'accroître la transparence.

Possibilité d'une « Loi sur la prestation de services électroniques » de portée ambitieuse

Cette option est semblable à l'option précédente, mais plutôt que de se limiter à une série de modifications corrélatives, il s'agit d'un projet de loi distinct accordant aux ministères des pouvoirs généraux de collecte et de communication de renseignements aux fins de la prestation de services, nonobstant toute autre loi fédérale. Les ministères concernés peuvent être énumérés dans un décret ou dans une annexe de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Comme la partie IV de la LMEDS a préséance sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sur toute autre loi fédérale, des modifications similaires devraient aussi être apportées à cette loi.

La portée des renseignements totaux dont l'échange serait autorisé dans ce projet de loi peut être définie dans un règlement ou un décret afin de faire état des besoins futurs en matière d'échange de renseignements, alors qu'un nombre croissant de services seront déplacés vers l'espace numérique et que l'identité numérique de confiance prendra forme. Comme pour l'option de portée limitée, la portée du projet de loi permettrait d'incorporer d'autres modifications requises aux fins de la mise en œuvre des objectifs du gouvernement en matière de service, comme prévu dans les lettres de mandat ministériel.

3.1.2 APPROCHE CIBLÉE

Si l'adoption d'une solution globale n'est pas possible, les ministères participants devraient adopter l'approche ciblée qui consiste à modifier leur loi habilitante de manière à obtenir l'autorisation précise d'échanger des renseignements pour confirmer l'identité d'un particulier. En vertu de cette option, des modifications seraient apportées à la loi habilitante ministérielle sous la direction des ministères, qui établiraient alors leur propre calendrier. Comme les ministères seraient responsables de leur propre loi habilitante et de leur propre calendrier, ils grouperaient très probablement ces modifications dans des ensembles plus vastes à des fins autres que le CNC. Le SCT et le ministère de la Justice fourniraient un

certain soutien central, p. ex., pour ce qui est des objectifs stratégiques, de la rédaction de pratiques exemplaires et d'instructions.

Cette approche permettrait de s'assurer que les pouvoirs requis sont en place; elle exigerait toutefois une grande mesure de surveillance pour veiller à ce que tous les ministères et organismes qui fournissent des services sont inclus. Elle pourrait aussi exiger que certains ministères comme AINC et ACC mènent des consultations auprès des parties prenantes pour apporter les modifications législatives nécessaires, ce qui pourrait entraîner des processus potentiellement longs et complexes. L'approche pourrait nécessiter plusieurs séries de modifications, ce qui pourrait ne pas être politiquement réalisable, à moins que la modification de ces textes de loi pour des raisons non apparentées ait déjà été prévue.

Le modèle d'EER à l'appui de la mise en œuvre d'une option ciblée serait plus difficile à exécuter en raison des différents calendriers des modifications et des processus ministériels qui sont nécessaires.

RÉSUMÉ DES APPROCHES

	Avantages	Inconvénients
Approches générales (Approche recommandée)	<ul style="list-style-type: none"> À mesure que le CNC évoluera, un vaste projet de loi plus pourrait être plus facile à modifier et avoir un effet immédiat Un seul renvoi législatif permettrait d'améliorer la clarté et la transparence, de réduire les difficultés d'interprétation de nombreux renvois législatifs Pourrait inclure un règlement qui allège le fardeau administratif des cadres de protection de la vie privée, et permettre l'adoption d'approches multilatérales 	<ul style="list-style-type: none"> Pourrait englober les besoins législatifs pangouvernementaux dans l'ensemble (p. ex., non propres au CNC), comme des liens avec la stratégie de service du GC dans l'ensemble Effort important et doit s'harmoniser avec les grandes priorités du gouvernement Des modifications corrélatives devraient tout de même être apportées à certaines lois (p. ex., LMEDS)
Approche ciblée	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre plus rapide pour les quelques ministères et organismes fédéraux qui n'ont pas les pouvoirs qui s'imposent en matière d'échange de renseignements 	<ul style="list-style-type: none"> Les modifications sont ponctuelles, ne favorisent pas l'évolutivité des fonctions du CNC ou des éléments de données Maintient les cadres politiques bilatéraux existants N'atténuerait pas les conflits d'interprétation juridique des pouvoirs

3.1.3 CADRE DES EER ET CARACTÉRISTIQUES DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Depuis la création des prestations, les gouvernements ont demandé aux Canadiens de prouver leur identité et leur admissibilité, et de justifier leurs renseignements personnels. Les Canadiens comprennent que les gouvernements doivent utiliser des renseignements personnels aux fins de la fourniture de prestations et de services.

Les renseignements utilisés et divulgués par les parties en vertu du CNC ne seraient utilisés qu'à des fins de validation de l'identité. Ces utilisations sont celles qui sont expressément inscrites dans les lois ou les règlements des administrations. En outre, les parties ne pourraient divulguer que les renseignements qu'elles sont autorisées à divulguer.

Cette initiative ne donnera pas lieu à la création d'un nouveau fichier de renseignements personnels. Aucune base de données centrale des renseignements d'identité ne sera créée dans un ministère fédéral ou dans un contexte FPT. Le CNC ne serait qu'une passerelle qui permet de transmettre les messages des ministères fédéraux aux administrations, et vice versa. Des métadonnées ou des registres d'audit seraient probablement requis, mais ils ne renfermeraient pas de renseignements personnels identifiables.

Tout au long du développement du CNC, il y a eu un consensus selon lequel les mesures de protection de la vie privée intégrées à ce projet doivent être évaluées par rapport à des principes et à des critères de protection des renseignements personnels pertinents. Le CNC utilisera les 10 principes de protection de la vie privée énoncés dans la LPRPDE. Ces mêmes principes sont appliqués dans les lois provinciales correspondantes. Ces 10 principes de protection de la vie privée feront partie de la plus vaste analyse de protection de la vie privée qui sera menée dans le cadre du processus de conception du CNC.

Les renseignements personnels échangés par l'intermédiaire du CNC contribueraient à renforcer les pratiques de protection de la vie privée en ce qui a trait aux renseignements d'identité. L'analyse préliminaire présentée à l'annexe D présuppose certaines décisions de conception et elle a été incluse principalement à des fins d'analyse et d'élaboration d'un plan de conception/mise en œuvre en matière de protection de la vie privée. Une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) plus approfondie et une évaluation et une accréditation de sécurité seront lancées avant la mise en œuvre et l'échange de renseignements personnels, une fois que les décisions cruciales de conception auront été prises. Dans l'ensemble, selon le principe de protection de la vie privée la plus intégrale, les parties ne peuvent valider que les renseignements qui leur sont fournis par les citoyens; ils ne peuvent pas valider de renseignements dans leur propre intérêt ou à des fins d'analyse proactive pour déceler les cas de fraude. Cela préviendra l'extraction par ratissage de renseignements personnels qu'une organisation ne serait autrement pas autorisée à recueillir.

CADRE DES ENTENTES SUR L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

Deux options pourraient être examinées : l'approche courante prévoyant des ententes bilatérales entre les partenaires ou l'approche multilatérale prévoyant une EER pluriministérielle fédérale.

Option 1 – Cadre des EER bilatérales

Au gouvernement fédéral à l'heure actuelle, une multitude d'EER régissent l'échange de renseignements à l'appui de la vérification de l'identité et de l'admissibilité, à la fois entre les organisations fédérales, et entre les organisations fédérales et les organisations PT. Une enquête menée auprès de seulement cinq ministères fédéraux¹⁷ a révélé que **plus de 650 EER bilatérales** ont été

¹⁷ ASFC, IRCC, ARC, EDSC/Service Canada, Statistique Canada

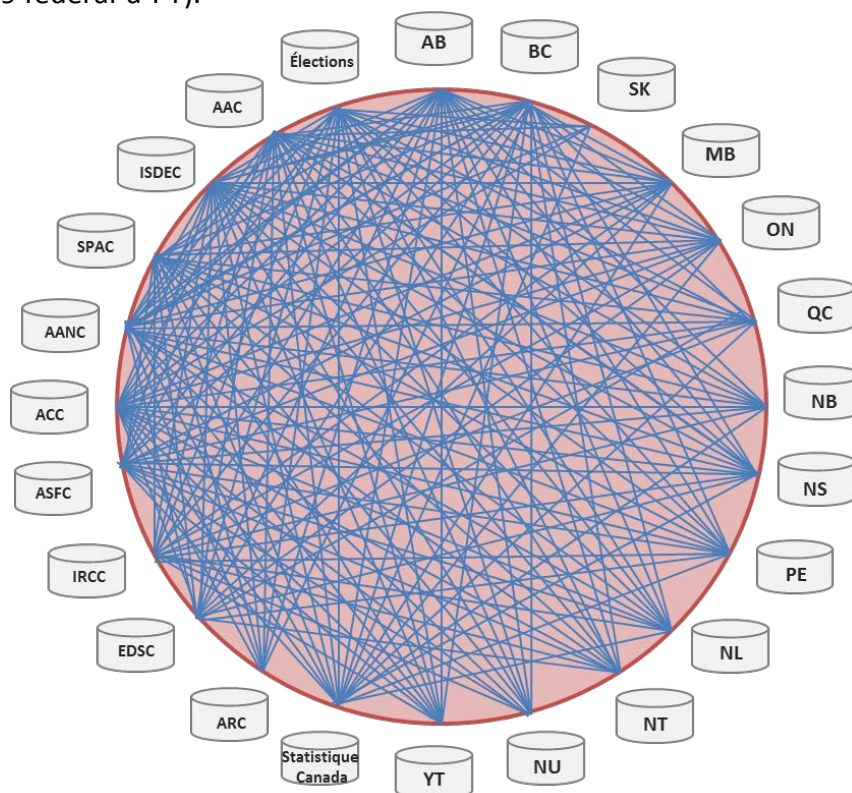
signées depuis 2003, y compris des ententes fédéral-à-fédéral et fédéral-à-PT. Cela n'inclut pas des parties importantes comme AINC, TPSGC ou ACC.

Ce modèle est inefficace et il coûte cher. Les dates d'échéance et la durée des EER peuvent différer, et certaines peuvent échapper à la mémoire collective en raison des mouvements d'employés. Il en résulte des risques potentiels si des ententes bilatérales ne sont pas respectées ou si une organisation ne peut pas correctement rendre compte des renseignements qu'elle envoie ou qu'elle reçoit.

Il faut des ressources humaines pour tenir à jour et renégocier des EER, mais il est difficile de déterminer le coût exact de la négociation d'une EER sur l'identité en particulier. Comme ces EER sont intégrées à l'exécution des programmes, les coûts de négociation et de mise en œuvre sont englobés dans le coût global des programmes dans l'architecture des activités de programme des ministères. L'une des conséquences de la décentralisation de la validation de l'identité dans les programmes est l'incapacité de déterminer les coûts avec exactitude.

Une enquête informelle auprès des ministères a permis de déterminer qu'il fallait, en moyenne, environ une année à quatre ETP pour négocier une EER, que ce soit entre des ministères fédéraux ou entre des entités fédérales et PT. Les coûts globaux estimatifs de la négociation d'une EER oscillent entre 150 K\$ et 250 K\$ par ministère¹⁸.

Ce modèle de CNC bilatéral représente une possibilité maximale de 1 017 EER (120 fédéral-à-fédéral, 468 PT-à-PT, et 429 fédéral-à-PT).



¹⁸ Incluant les salaires, les frais de F et E, les services juridiques et l'expertise en TI

Option 2 – EER pluri ministérielle fédérale

À l'heure actuelle entre les ministères fédéraux et les PT, les ententes sur l'échange de renseignements sont habituellement bilatérales et varient d'une administration à l'autre. Les ministères fédéraux suivent la directive du CT sur les composants de protection de la vie privée à inclure dans une EER; il n'y a toutefois pas d'uniformité à ce chapitre au sein de la famille fédérale. Pour atténuer les incohérences et soutenir le renforcement des pratiques de protection de la vie privée, le CNC poursuit l'élaboration d'un cadre des EER pluri ministérielles entre les partenaires fédéraux, qui comprendrait un représentant fédéral désigné pour signer des ententes avec les partenaires PT (1 EER fédéral et 13 EER PT).

Du point de vue de la protection de la vie privée, ce cadre des EER uniformise les dispositions de protection de la vie privée tout en assurant un juste équilibre en matière de souplesse de sorte que les nouvelles parties puissent adhérer à l'entente après son entrée en vigueur et que des exigences particulières d'échange de renseignements puissent être ajoutées pour établir le **cadre des EER pluri ministérielles**.

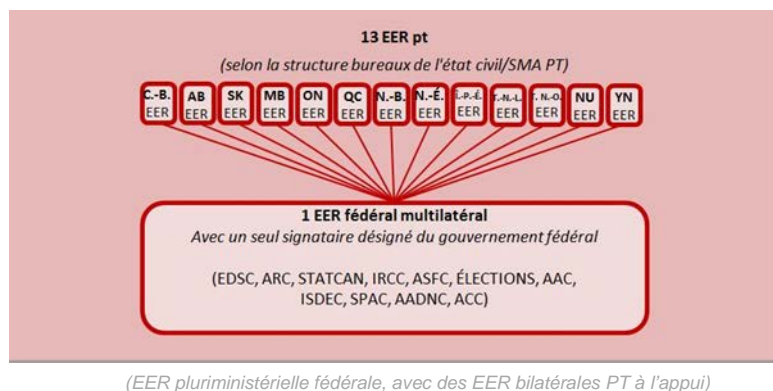
Cette approche appliquée à certaines EER remplacerait éventuellement les ententes bilatérales qui existent actuellement entre les administrations et au sein de celles-ci, ce qui permettrait de mieux protéger les renseignements personnels et de préciser les responsabilités redditionnelles. Ce cadre des EER et les EFVP à l'appui décriront clairement les paramètres entourant la collecte, l'utilisation et la divulgation de renseignements personnels (attributs de données) déterminés dans le cadre du service du CNC.

Grâce à la simplification des EER, toutes les parties au CNC devront observer les mêmes normes concernant ce qui suit :

- Gouvernance et pouvoirs
- Gestion de l'information et sécurité
- Accès à l'information, confidentialité, utilisation, communication, conservation et destruction des renseignements personnels recueillis dans le cadre du CNC
- Gestion de l'information et audit
- Gestion des problèmes et sécurité de la TI

Les partenaires FPT devraient observer les mêmes normes de protection de la vie privée, ce qui renforcerait la protection des renseignements personnels fournis par les Canadiens aux fins de validation de l'identité. Il est prévu que le modèle de gouvernance FPT choisi prévoira des orientations sur le cadre des EER multilatérales par l'intermédiaire d'un groupe de travail.

Même si l'approche des EER multilatérales comporte des avantages, de l'EER, des difficultés subsistent. Il n'existe actuellement pas de modèle à suivre, cette approche n'ayant pas été mise à l'épreuve en



(EER pluriministérielle fédérale, avec des EER bilatérales PT à l'appui)

raison de la complexité associée à un si grand nombre de signataires. Ce modèle pourrait également être fastidieux à l'étape du développement; il serait toutefois plus facile à gérer et exigerait moins de ressources à long terme en ce qui concerne les modifications et l'élargissement des éléments de données en vue de l'échange.

Une fois que la structure de gouvernance et que les pouvoirs à l'appui du CNC seront confirmés, il faudra un mandat pour approfondir la négociation du cadre des EER avec les partenaires.

REMARQUE : Peu importe les pouvoirs choisis pour mettre en œuvre le CNC ou le cadre des EER, les ministères fédéraux seront responsables de leurs EFVP, de leurs avis de protection des renseignements personnels et de leurs fichiers de renseignements personnels respectifs, et de la création ou de la mise à jour des politiques internes associées au CNC.

4. GOUVERNANCE – UNE APPROCHE PANCANADIENNE

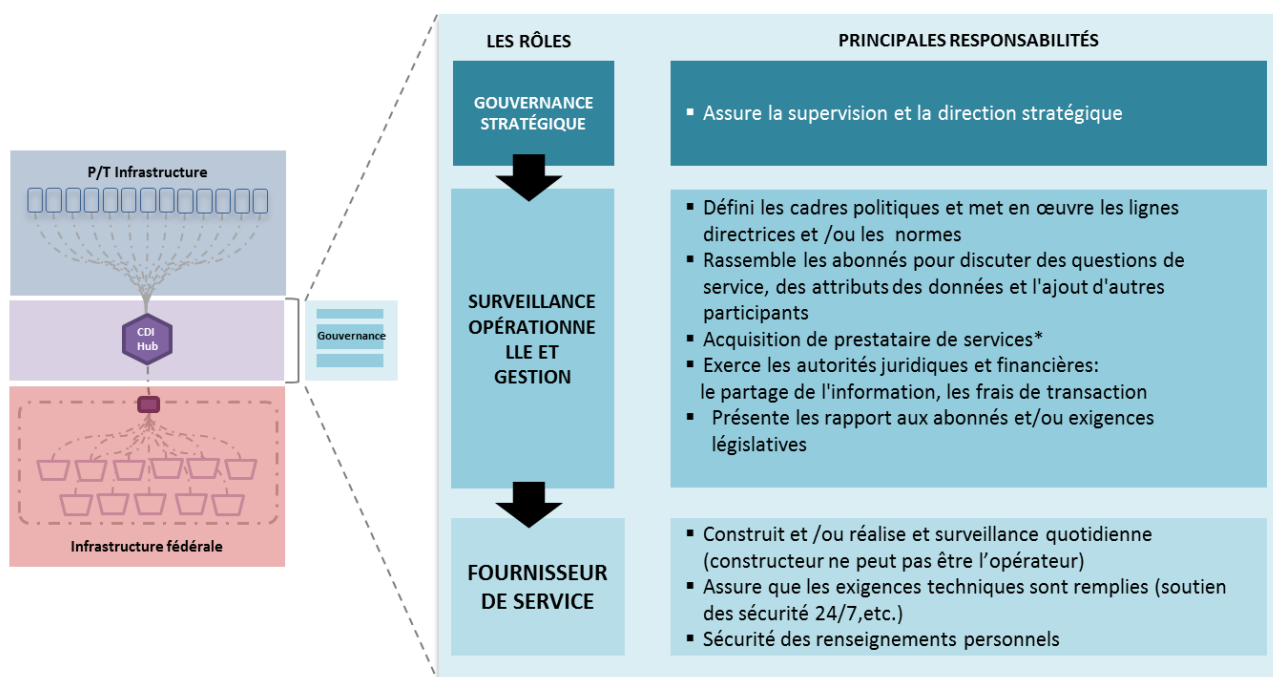
Pour que le CNC soit couronné de succès, il faut préconiser une approche pancanadienne, à l'égard non seulement de l'architecture technologique, mais aussi en reconnaissant que toutes les administrations doivent contribuer à l'orientation stratégique globale du service du CNC et reconnaître que la validation de l'identité est un sujet de préoccupation partout au pays. D'autres administrations ont adopté des approches semblables; des exemples sont présentés à l'annexe E.

Un modèle de gouvernance pancanadienne doit inclure une solide approche permettant de définir une structure dans laquelle tous les participants sont représentés et peuvent être tenus responsables du financement, de l'exécution et du fonctionnement du CNC. Par exemple :

- la capacité de surveillance doit être coordonnée et connectée;
- toutes les parties doivent avoir leur mot à dire dans les décisions concernant les solutions adoptées et la gestion des données, dans le respect des normes approuvées d'interopérabilité, des services fonctionnels et des données;
- il doit permettre d'assurer la coordination complexe des administrations fédérale, provinciales et territoriales (PT);
- il doit être évolutif pour permettre à de nouvelles parties et secteurs d'activité de s'ajouter.

Le graphique qui suit illustre le modèle de gouvernance proposé et les responsabilités liées au CNC, suivi des options proposées aux fins de l'organe de surveillance opérationnelle et du fournisseur de services.

MODÈLE DE GOUVERNANCE PROPOSÉ



4.1 SURVEILLANCE OPÉRATIONNELLE ET GESTION

Quelle que soit l'option choisie, une entité FPT sera un acteur clé pour **fournir une stratégie d'alignement stratégique et l'établissement des priorités de l'initiative globale de CNC.**

Par exemple, la Table des sous-ministre FPT sur la prestation de services avec le soutien des Conseils conjoints énonce une vision pancanadienne de la prestation de services, en tenant compte du contexte particulier de chaque administration et des domaines prioritaires de collaboration, favorise le dialogue entre les administrations et la collaboration en ce qui concerne les problèmes de prestation de services, et constitue un forum pour établir et remplir des objectifs communs.

L'expertise et les connaissances de ces membres permettraient d'assurer la fonction de surveillance stratégique du CNC et l'harmonisation avec le Cadre pancanadien de confiance et les Normes sur l'identité. Même si la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration relative en matière de prestation de services peut être consultée à l'occasion, la prise de décisions courantes et la surveillance opérationnelle devront incomber à un organisme représentatif des administrations, y compris un coprésident ou un représentant exclusif du GC. Étant donné que cet organisme serait le propriétaire effectif du CNC, il aurait besoin du soutien d'un secrétariat exclusif.

Il y a deux options à considérer dans la nomination d'un organisme de surveillance opérationnelle du CNC : la création d'une société FPT de gouvernance commune (p. ex., une société sans but lucratif) ou la prise de décision par le biais d'un accord-cadre FPT unique.

Option 1 : Société de gouvernance commune

Les administrations FPT établiraient une société qui serait responsable de la surveillance opérationnelle des services du CNC au nom de toutes les administrations. Suivant cette option, un conseil d'administration serait constitué de dirigeants d'organismes de services FPT et établirait l'orientation stratégique. Le conseil serait soutenu par un directeur exécutif et une petite équipe d'employés, et serait chargé de nommer les dirigeants, les employés et les agents qui exerceraient les activités de gestion au jour le jour.

La société constituée serait fonction de l'ampleur et de la portée des opérations à administrer; elle devrait aussi pouvoir prendre de l'expansion à mesure que le CNC prendra de l'ampleur. Il existe plusieurs types ou modèles de sociétés qui pourraient être constituées et à qui confier l'exécution de ces fonctions. Par exemple, une société de gouvernance commune en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, à savoir une société de gouvernance commune indépendante dont les obligations de reddition de comptes ne seraient pas fastidieuses et dont la composition des membres pourrait évoluer au fil du temps. Plutôt que de créer une nouvelle société, les gouvernements FPT pourraient convenir de désigner ou de transformer une société existante, le CIANC par exemple, et de lui confier l'exécution de ces tâches. Du même type qu'une société sans but lucratif, une *coentreprise* pourrait constituer des entreprises en vertu de diverses lois habilitantes (p. ex., la *Loi sur les corporations*), entreprises dont une partie des actions seraient détenues par le gouvernement fédéral et le reste, par d'autres gouvernements. Au Canada, on trouve quelques exemples de coentreprises au fédéral; elles sont liées à des projets de développement économique (p. ex., Lower Churchill Development Corporation Limited et North Portage Development Corporation).

Dans le contexte fédéral, le Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé (CCATM) est un organisme sans but lucratif constitué en société qui coordonne toutes les questions d'administration, de réglementation et de contrôle du transport par véhicule automobile et de la sécurité routière. Le CCATM assure un leadership axé sur la collaboration pour donner suite aux priorités canadiennes en matière de sécurité routière grâce aux travaux de son conseil d'administration, qui inclut des représentants des gouvernements PT ainsi que du GC (Transports Canada). Pour soutenir ses membres, le CCATM exploite une plateforme non programmable aux fins de l'échange de renseignements entre les administrations relativement aux dossiers de conducteurs qui sont établis dans d'autres administrations.

La Société canadienne du sang et l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) sont d'autres exemples de sociétés calquées sur ce modèle. L'ICIS est une organisation indépendante sans but lucratif qui fournit une information essentielle sur le système de santé au Canada et la santé des Canadiens. Son conseil d'administration, qui compte 16 membres, met en lien les gouvernements

fédéral, provinciaux et territoriaux et les groupes de santé non gouvernementaux. Les ministères de la Santé, de même que Statistique Canada et Santé Canada, sont au nombre de ses partenaires.

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Statut juridique : indépendance par rapport au conseil d'administration ou aux membres ✓ Peut conclure des contrats et détenir ses propres avoirs financiers ✓ Possibilité d'ajouter des partenaires à mesure que le CNC évoluera ✓ Peut être habilité par une loi Can ✓ Soutien d'un secrétariat et d'un directeur exécutif exclusifs ✓ Possibilité de production de revenus ou de recouvrement de coûts 	<ul style="list-style-type: none"> × La réglementation et les obligations redditionnelles sont prescrites dans des lois et peuvent imposer certaines restrictions (p. ex., que les règlements administratifs fassent l'objet de consultations publiques ou d'approbations ministérielles) × Moins flexible dans le cas où une société d'État ou un ministère fédéral est choisi à titre de fournisseur de services

Option 2 : Accord-cadre FPT

Suivant cette option, les administrations participantes signeraient un accord-cadre en bonne et due forme facilitant la collaboration FPT sur la base des principes directeurs et des priorités communes, et la prise de décisions fondées sur le consensus. On s'attendrait à ce qu'un ministère ou organisme fédéral hôte soit désigné pour coordonner ce processus. L'appui du secrétariat serait constitué de ressources exclusives de ce ministère ou organisme hôte et serait aussi désigné, en alternance à intervalles réguliers (p. ex., tous les deux ans) entre les administrations membres, un co-hôte provincial ou territorial. Le secrétariat serait établi et maintenu grâce à des fonds réservés (cogérés par le gouvernement fédéral et les gouvernements PT) et à des contributions en nature. Un bon exemple de ce modèle est le Groupe de travail sur l'information sur le marché du travail, qui a été créé en 2015 dans le cadre du Forum des ministres du marché du travail.

Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre plus rapide ✓ Assez souple si une société d'État est choisie à titre de fournisseur de services 	<ul style="list-style-type: none"> × Ne s'appliquera pas facilement au secteur privé × Intérêts des membres en opposition × Problèmes de capacité (plus lent à réagir aux problèmes en temps opportun)

4.2 OPTIONS DE FOURNISSEURS DE SERVICES

Le deuxième niveau de la structure de gouvernance est plus opérationnel. Il inclut les politiques et les procédures essentielles acceptées par toutes les parties en cas d'événements rares. Ce fournisseur de services serait responsable des exigences opérationnelles, de la préparation et de la mise en œuvre du service du CNC.

Les critères cotés qui pourraient être appliqués afin d'évaluer les options viables du fournisseur de services choisi à titre d'exploitant relevant de l'organe décisionnel sont les suivants :

Critères cotés

- **Coût** : Le service pancanadien du CNC comporterait des coûts, comme l'infrastructure, la tenue à jour et l'administration continue, qui pourraient être divisés en coûts du personnel et en actifs. Le fournisseur de services choisi fournirait le service du CNC à un coût raisonnable (incluant à la fois la préparation et la prestation continue du service du CNC).
- **Évolutivité** : Le CNC commencera en offrant des services de validation, de notification et d'extraction aux abonnés et aux parties utilisatrices approuvées. Ce sont des services limités qui répondent aux besoins opérationnels d'aujourd'hui; le fournisseur de services devra toutefois être en mesure d'élargir (p. ex., offrir plusieurs types de renseignements à un plus grand nombre de partenaires) ou d'approfondir son offre (p. ex., offrir une plus vaste gamme de services d'identité que selon le Cadre pancanadien de confiance). D'une façon ou d'une autre, le CNC constituera un élément petit mais essentiel de l'écosystème émergent plus vaste de gestion de l'identité numérique qui est créé conjointement par les secteurs public et privé dans le cadre du CDGI et du *Digital Identity and Authentication Council of Canada*. Idéalement, le fournisseur de services choisi pourra élargir rapidement les services qu'il offre aux particuliers, au secteur privé et aux gouvernements (p. ex., vérification de l'identité pour l'émission d'une identification numérique de confiance, services de réparation ou de rétablissement de l'identité, services intersectoriels de changement d'adresse, etc.).
- **Complexité de mise en œuvre** : Les fournisseurs de services seront en mesure de respecter les caractéristiques de développement du CNC à des vitesses différentes. Les options présentées devront inclure une estimation de la durée de l'étape de la préparation et du lancement du CNC en fonction des exigences opérationnelles et techniques. La perception du risque, la responsabilité et la participation politique pourraient avoir une incidence sur la faisabilité et le caractère opportun de certaines options.
- **Capacité démontrée** : Comme les fournisseurs de services ont des capacités opérationnelles et techniques qui varient, les risques de mise en œuvre diffèrent. Le fournisseur de services doit avoir mis en œuvre avec succès des projets de taille et de complexité semblables.

Chacune de ces options de fournisseur de services devra faire l'objet d'un examen des pouvoirs, non seulement pour créer et exploiter un système tel que le CNC, mais aussi pour veiller à ce que les abonnés au CNC aient la capacité d'envoyer des renseignements d'identité personnels à l'infrastructure ou par l'intermédiaire de celle-ci, quelle qu'elle soit.

Il y a trois options à étudier dans le choix d'un fournisseur de services pour le CNC : un ministère fédéral existant, une société d'État ou un service géré par le secteur privé.

Option 1 : Ministère fédéral existant

Suivant cette option, un ministère fédéral existant fournirait les services nécessaires à l'exécution du CNC. SPC, l'ARC ou EDSC sont des exemples de cette option. Le ministère fédéral qui exercerait cette fonction serait visé dans la loi au moyen d'un décret, s'il le faut.

- **Coût** : Dans les ministères fédéraux, il existe un financement réservé par services votés et des budgets de fonctionnement et d'entretien des programmes de gestion de l'identité et des infrastructures de TI connexes. Les connaissances et l'expertise des ressources existantes pourraient soutenir le développement du CNC. Des coûts seraient engagés pour préparer l'infrastructure du service, mais il pourrait être possible de tirer parti des activités existantes de développement en TI.
- **Évolutivité** : Les investissements existants (p. ex., bus des services intégrés d'EDSC, projet d'interopérabilité du GC) permettent de gérer le nombre de transactions requises par les ministères fédéraux existants; il resterait toutefois à déterminer s'ils peuvent être élargis au plus vaste éventail d'opérations de gestion de l'identité requises pour le service du CNC.
- **Complexité de mise en œuvre** : À l'échelon fédéral, les ministères autres que SPAC ou SPC devraient recourir aux services de l'un de ces ministères pour se procurer ou entretenir l'infrastructure. Un mandat supplémentaire devrait être obtenu par la combinaison d'une loi et d'un décret, selon l'organisation. À l'heure actuelle, EDSC n'a pas le pouvoir de fournir les services décrits précédemment aux PT à des fins fédérales ou PT. Il faudrait tenir compte de plusieurs facteurs stratégiques. Ces arrangements seraient précisés dans le règlement dans lequel sont énumérées les institutions fédérales avec lesquelles EDSC peut échanger des renseignements aux fins précisées, compte tenu des exigences de programme. L'élargissement de ce rôle exigerait que des modifications soient apportées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et aux lois habilitantes des ministères fédéraux, ce qui pourrait échapper au contrôle d'EDSC. SPC a le pouvoir de fournir les services décrits aux ministères fédéraux et entre les ministères fédéraux et les PT; ainsi qu'entre les PT eux-mêmes.
- **Capacité démontrée** : SPC a pour mandat de fournir des services d'infrastructure centralisés au GC, et il a mis en place et est en train de mettre en œuvre des projets à l'échelle du GC, mais pas expressément pour des services pancanadiens. Dans le cas des autres ministères ou organismes fédéraux existants, EDSC n'a que des projets à l'appui de partenaires au GC.

Option 2 : Société d'État

Les services du CNC fonctionneraient comme un secteur au sein d'une société d'État qui serait responsable d'offrir tous les services du CNC au nom de toutes les administrations. Les sociétés d'État sont des institutions publiques, des entités juridiques uniques sans lien de dépendance envers le gouvernement. On a souvent recours à des sociétés d'État pour concrétiser des priorités et objectifs stratégiques, ces sociétés disposant de leur propre sphère d'influence et de leurs propres actifs. La structure et le mode de financement des sociétés d'État assurent leur autonomie en tant que fournisseur impartial de services lorsque les risques associés à la gestion et à la surveillance sont généralement plus faibles que dans une organisation du secteur privé.

Par exemple, Postes Canada a mis en place un service numérique de vérification de l'identité qu'elle offre aux entreprises, en utilisant son vaste réseau de points de service pour fournir des services de vérification en personne. Une fois que l'identité est vérifiée et stockée dans les systèmes de Postes Canada, de futures validations de cette identité peuvent être offertes en temps réel, en utilisant un modèle de paiement des frais de transaction.

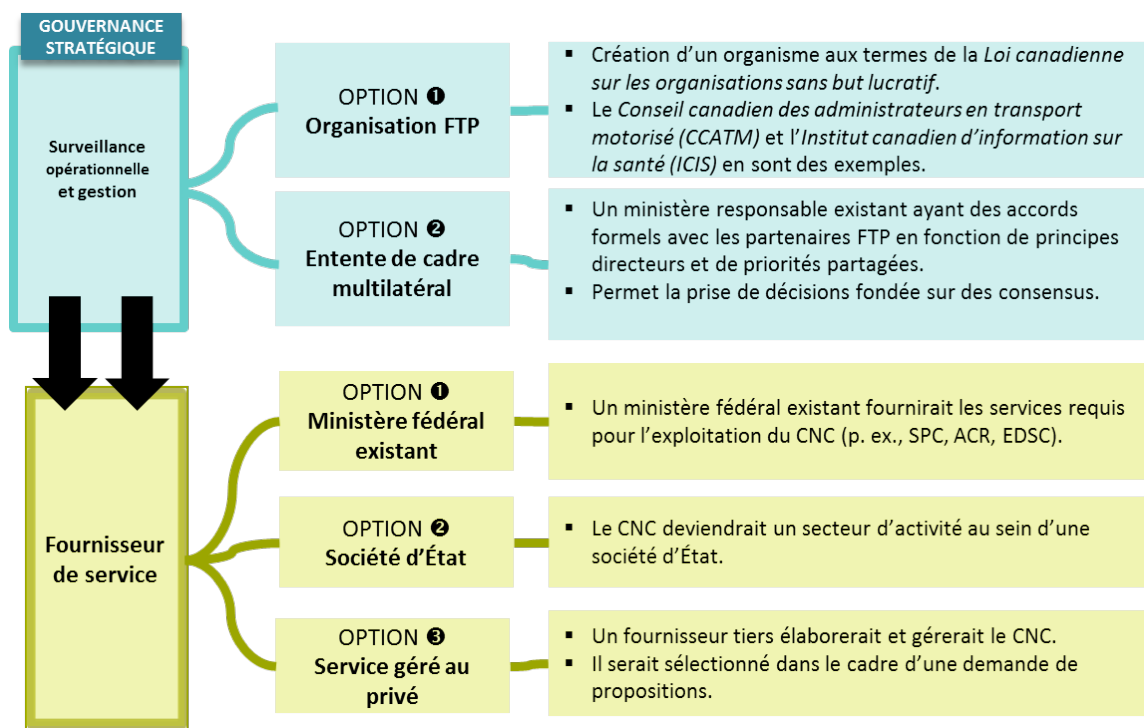
- **Coût :** Cette option exigerait qu'une société d'État tire parti de ses propres revenus opérationnels pour investir davantage dans ce domaine. L'on pourrait s'attendre à ce qu'une société d'État exploite le CNC à titre lucratif, ce qui pourrait se traduire par des frais de transaction plus élevés.
- **Évolutivité :** Cette option offre la capacité importante de faire évoluer le service du CNC au fil du temps. Une société d'État aurait le potentiel de grouper d'autres services, comme la facturation électronique, le stockage sécurisé de renseignements et les services de changement d'adresse, avec l'identité et les justificatifs, fondés sur le consentement du citoyen et son secteur d'activité.
- **Complexité de mise en œuvre :** Cette option exigerait que la société procède aux vérifications préalables pour s'assurer que les services sont offerts dans le respect de son mandat législatif. Le seul obstacle d'importance consisterait alors à faire approuver l'approche par les PT, y compris leur capacité juridique et technique de se connecter à une société d'État. Par exemple, une entité commerciale pourrait avoir de la difficulté à négocier les ententes nécessaires avec les BSEC des PT et d'autres organismes PT; selon les lois en vigueur dans les PT, il pourrait être interdit à certaines administrations de communiquer des renseignements à la société d'État.
- **Capacité démontrée :** Ce critère serait évalué au moment de la sélection d'une société d'État.

Option 3 : Service géré par le secteur privé

Dans cette option, un tiers fournisseur de services du secteur privé développerait et gérerait le service du CNC, et serait choisi au terme d'un processus de demande de propositions (DP). Le système acheté serait semblable à la solution hébergée du secteur public, en ce sens que les exigences techniques devraient être les mêmes.

- **Coût :** Suivant une demande de renseignements (DR) qui a été menée en mai 2015, il a été déterminé que les coûts préliminaires du service du CNC devraient se situer entre 8 M\$ et 14 M\$ (seulement infrastructure), selon le fournisseur de services et l'architecture choisis. Les besoins opérationnels préliminaires ayant été mieux cernés, des décisions s'imposent au titre de l'architecture et de la gouvernance en vue de procéder à une évaluation plus réaliste et rigoureuse des coûts au moyen d'un second processus de DI et/ou de DP.
- **Évolutivité :** Une DP obligerait le fournisseur de services à répondre aux critères définis d'évolutivité future.
- **Complexité de mise en œuvre :** L'on suppose qu'un tiers fournisseur de services aurait la souplesse et la capacité requises pour développer et préparer une solution plus rapidement que le gouvernement fédéral. Alors que la vitesse de mise en œuvre au gouvernement repose sur la capacité ministérielle, la DP mettrait l'accent sur la rapidité du développement et de la prestation.
- **Capacité démontrée :** Suivant la DR menée en 2015, il existe plusieurs organisations du secteur privé qui ont développé des services de messagerie sécurisés. Une deuxième DR et/ou DP permettrait d'identifier la capacité démontrée et l'expérience de projet du service géré par le secteur privé.

4.3 RÉSUMÉ DU MODÈLE DE GOUVERNANCE



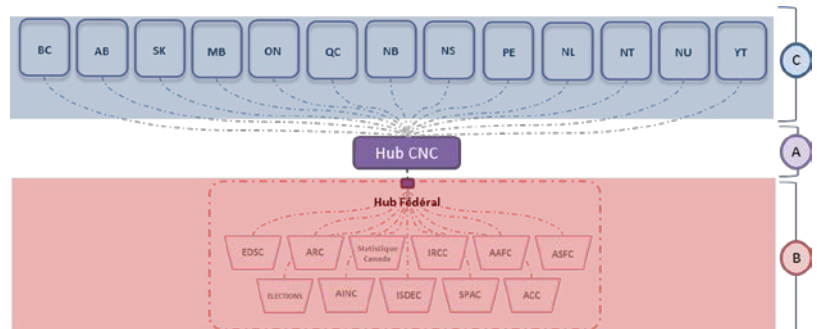
	Ministère fédéral existant	Société d'État	Service géré par le secteur privé
Société FPT	Compatible	Le moins compatible	Compatible
Accord-cadre FPT	Compatible	Compatible	Compatible

5. COÛTS ANTICIPÉS

5.1 COÛTS TECHNIQUES

Afin de construire le CNC, des renseignements devront être échangés *entre les ministères/organismes du GC, et parmi ceux-ci, et les PT et entre ceux-ci*. Il faudra pour cela une infrastructure adaptable constituée de trois éléments distincts :

- Solution fédérale d'interopérabilité (plateforme fédérale)
- Infrastructure centrale (plateforme du CNC)
- Infrastructure PT



L'analyse des coûts proposée met l'accent sur la présentation d'une solution d'échange de renseignements qui répond aux besoins établis d'une infrastructure centrale du CNC. Cette solution permettrait aux administrations (PT et fédérale) d'échanger des renseignements entre elles ainsi qu'avec d'autres parties prenantes. Notez que même si les besoins ont été établis, il faudra approfondir les discussions pour voir si les solutions à ces besoins peuvent être mises en œuvre (p. ex., les ministères fédéraux espèrent avoir accès aux détails des permis de conduire, mais cela pourrait ne pas être possible).

Remarque : Il reste encore à déterminer pleinement les besoins opérationnels des PT et à approfondir l'engagement/l'analyse à mesure que progressera le dossier du CNC. En plus des besoins opérationnels des PT, il reste à déterminer des éléments supplémentaires comme l'architecture, la gouvernance, les ententes sur l'échange de renseignements, etc. afin de préciser, d'analyser et de présenter les renseignements finaux sur les coûts du CNC.

Des deux côtés de l'écosystème du CNC FPT, il faudra adapter les systèmes de TI actuels et les processus opérationnels pour leur permettre de s'intégrer à l'écosystème du CNC.

Solution fédérale d'interopérabilité (plateforme fédérale)

Coûts de l'infrastructure fédérale – Coûts de préparation (Hub/plateforme fédérale)

Cette infrastructure servira à soutenir l'échange de renseignements entre les ministères fédéraux au moyen d'un élément central d'infrastructure.



ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Matériel	1 800 000 \$	3 600 000 \$
Préparation de la plateforme	410 000 \$	820 000 \$
Licences de logiciels	1 205 000 \$	2 410 000 \$
Conception de la solution	200 000 \$	400 000 \$
Coûts de l'infrastructure fédérale (coûts de connexion du réseau interne du GC à une plateforme fédérale)	2 626 000 \$	5 252 000 \$
Coûts supplémentaires de développement de l'infrastructure fédérale (p. ex., modification des systèmes ministériels)	À déterminer	À déterminer
Sécurité	À déterminer	À déterminer
Total	6 M\$	12,4 M\$

Coûts des services – Infrastructure fédérale

Les coûts du service fédéral sont fondés sur les besoins opérationnels de haut niveau les plus communs déclarés par les partenaires fédéraux. Chaque service qui doit être mis en place coûte 500 000 \$. Ces besoins opérationnels équivalent à des services qui prennent la forme d'une notification ou d'une validation/extraction de renseignements choisis¹⁹.

L'on suppose que chaque ministère aurait une application/solution à laquelle il faudrait ajouter des services. Les coûts supplémentaires de connexion d'applications internes ne sont pas inclus.

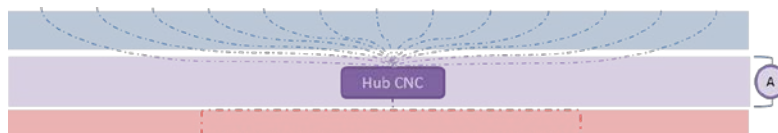
Exemple : EDSC utilise une solution de cybersécurité d'entreprise (SCE) pour permettre aux utilisateurs de s'inscrire à l'assurance-emploi. Cette même solution est utilisée pour les utilisateurs de la SV et du RPC, mais l'ajout de services n'aurait besoin d'être fait qu'une fois avec la SCE.

¹⁹ Si l'on se fie aux travaux de développement qui ont permis de mettre en place un service entre le registre d'assurance sociale d'EDSC et le Système mondial de gestion des cas d'IRCC.

Services requis aux fins de la mise en place pour les parties faisant autorité	Coût de développement des services	Modèle de coût
3 services	1,5 M\$	Selon des travaux de développement équivalents à EDSC (RAS → SMGC) ~500 K\$ par service du CNC
Services requis aux fins de la mise en place pour les parties utilisatrices	Coût de développement des services	Modèle de coût
6 services	3 M\$	Selon des travaux de développement équivalents à EDSC (RAS → SMGC) ~500 K\$ par service du CNC
Multiplié par 11 ministères fédéraux	33 M\$	

Coûts d'une infrastructure centrale (Plateforme du CNC)

Cette infrastructure centrale (plateforme du CNC) fera le courtage des échanges de renseignements entre le gouvernement fédéral, les PT et éventuellement des organisations du secteur privé. Les estimations des coûts incluent le développement d'une infrastructure pancanadienne centralisée, et la connexion des partenaires à cette architecture.



L'analyse des PT pourrait procurer une solution d'architecture de remplacement. Par exemple, le gouvernement de l'Alberta est d'avis que l'architecture de plateforme centrale n'est pas indiquée s'il s'agit seulement d'échanger des renseignements avec une autre province. Des modèles de remplacement seront analysés une fois que le CNC aura le mandat officiel d'engager des partenaires. D'ici là, la plateforme centrale du CNC est la seule solution dont les coûts seront établis pour l'instant.

Cette estimation comprend les coûts de préparation de l'infrastructure centrale et d'intégration. Quelques éléments de coûts inconnus viennent élargir la fourchette budgétaire. L'estimation a été fondée sur l'infrastructure de plateforme comparable mise en place par le bus de services ministériels d'EDSC.

Une DR/DP détaillée devra être menée pour obtenir les coûts actualisés du secteur privé qui reflètent l'architecture choisie. Les coûts associés à la version proposée sont les suivants :

ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Bus de services du CNC		
▪ Matériel	1 800 000 \$	3 600 000 \$
▪ Préparation de la plateforme	410 000 \$	820 000 \$
▪ Licences de logiciels	1 205 000 \$	2 410 000 \$
Développement des services (17 services du CNC répertoriés)	5 900 000 \$	11 800 000 \$

Connectivité	120 000 \$	240 000 \$
Mise en œuvre des services	10 300 000 \$	20 600 000 \$
Total	19,7 M\$	39,4 M\$

Remarque : Les coûts de fonctionnement et d'entretien (F et E) ne sont pas inclus. Si l'on se fie à des projets comparables, il y aurait des coûts additionnels de 20 % à ajouter dans le tableau ci-devant afin d'en tenir compte.

Coûts des PT

Coûts d'infrastructure des PT – Coûts de préparation

Cette infrastructure du CNC proposée permettrait aux PT d'échanger des renseignements entre eux ainsi qu'avec les ministères fédéraux. Cela se ferait par



l'intermédiaire d'une infrastructure centrale (plateforme du CNC). Il reviendrait aux PT de décider comment ils vont mettre en œuvre un système d'échange de renseignements derrière leur connexion unique, et la solution choisie pourrait sensiblement varier d'une province à l'autre. Le gouvernement du Québec a mentionné que la réutilisation du SNA devrait réduire les coûts.

L'engagement des PT se poursuit. Les coûts associés à l'infrastructure des PT seront précisés une fois que le CNC aura entamé des négociations en bonne et due forme avec les parties prenantes des PT.

Un exercice approximatif de détermination de l'ordre de grandeur des coûts des PT a été mené à l'aide d'une récente infrastructure semblable pour des projets de TI de type interopérabilité à EDSC (p. ex., SNA/LDEC, RAS-SMGC, bus de services ministériels, etc.).

Coûts des services – Infrastructure des PT

Tout comme les coûts des services de l'infrastructure fédérale, chaque service qui doit être mis en place coûte 500 000 \$. Ces coûts sont fondés sur les travaux de développement qui ont permis de mettre en place un service entre le RAS d'EDSC et le SMGC d'IRCC.

L'on suppose que chaque ministère aurait une application/solution à laquelle il faudrait ajouter des services. Les coûts supplémentaires de connexion d'applications internes ne sont pas inclus.

Services requis aux fins de la mise en place pour les parties faisant autorité	Coût de développement des services	Modèle de coûts
5 services	2,5 M\$	Selon des travaux de développement de la TI équivalents à EDSC (RAS → SMGC) ~500 K\$ par service du CNC
Multiplié par 13 PT	32,5 M\$	

Services requis aux fins de la mise en place pour les parties faisant autorité	Coût de développement des services	Modèle de coûts
7 services	3,5 M\$	Selon des travaux de développement de la TI équivalents

		à EDSC (RAS → SMGC) ~500 K\$ par service du CNC
Multiplié par 13 PT	45,5 M\$	

ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Coûts supplémentaires de développement de l'infrastructure des PT	À déterminer	À déterminer
TOTAL – Coûts techniques	57,6 M\$	114,2 M\$

Même si les coûts des échanges de renseignements entre les parties utilisatrices constituent un élément valide de l'établissement des coûts, l'on estime qu'ils seront couverts par le ministère ou l'administration qui aura besoin des données en question. Ils n'ont donc pas été inclus dans les totaux finaux.

5.2 COÛTS OPÉRATIONNELS

Il est important de noter que les modifications que les partenaires du CNC devront apporter à leurs processus, politiques, procédures ou lois afin d'adapter leurs fonctionnalités au CNC se traduiront par des coûts supplémentaires pour eux. Ces coûts ne sont pas compris dans les coûts techniques figurant ci-dessus. L'exercice de définition des besoins opérationnels des PT n'étant pas encore terminé et en raison de notre méconnaissance de l'état actuel des systèmes de TI tant des ministères fédéraux que des PT, les coûts suivants n'ont pas été inclus dans les estimations :

- coûts de gouvernance
- transformation des processus opérationnels
- coûts de développement des systèmes des parties faisant autorité
- coûts de développement des systèmes des parties utilisatrices
- coûts de l'infrastructure des PT (incluant la plateforme)
- entretien
- services d'hébergement/centre de données
- coûts de migration (du SNA au CNC)
- coûts de gestion de projet (environ 12,5 % une fois le total établi)

5.3 RÉCUPÉRATION

Voici le sommaire des éléments présentés dans la section sur la réalisation des avantages (économies éventuelles).

ÉLÉMENTS	ÉCONOMIES ÉVENTUELLES
Élimination des frais postaux – Programme d'a.-e.	2 M\$
Réduction des négociations d'EER	803 K\$ - 935 K\$ ²⁰
Trop-payés	155 M\$
TOTAL	158 M\$~

²⁰ 73 K\$ - 85 K\$ x 11 ministères

5.4 SOMMAIRE D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

À l'heure actuelle, on estime que les coûts du CNC se situeront entre 57,6 M\$ et 114,2 M\$. Toutefois, cette estimation pourrait changer sensiblement une fois qu'on aura établi les coûts encore non déterminés dans les sections ci-dessus, à savoir les *coûts supplémentaires de développement de l'infrastructure fédérale* (p. ex., *modification des systèmes ministériels*), les coûts liés à la *sécurité* et les coûts opérationnels dont il est question à la section 5.2.

6. LA VOIE À SUIVRE

La présente analyse de rentabilisation a été rédigée selon les directives du SM SFI en août 2015 afin de peaufiner les éléments clés d'un éventuel service de CNC. Ces efforts ont été dirigés par les ministères fédéraux du SCT et d'EDSC, en collaboration avec le Comité des opérations fédérales du CNC et le CSCP FPT. C'est avec ces partenaires que la présente analyse de rentabilisation a permis de déterminer la portée du CNC, sa proposition de valeur, et les besoins opérationnels, et de mener une analyse plus approfondie des pouvoirs législatifs et de présenter des approches de prestation par les secteurs public et privé.

Les principales conclusions de cet exercice ont permis de confirmer qu'il faut développer le CNC de manière qu'il constitue une solution évolutive et interopérable qui fournit un service de validation d'identité sécurisé. Ce service appuiera les efforts déployés par de nombreux pays dans la prestation de services numériques en ligne et procurera des avantages et de la valeur aux Canadiens. Pour qu'il soit un véritable service pancanadien, sa gouvernance doit aussi être partagée par l'ensemble de ses partenaires FPT. L'analyse a également mis en évidence les domaines où une analyse ou une collaboration plus approfondies avec les PT sont nécessaires afin de prendre des décisions concernant la conception future du service du CNC.

Il est proposé que la structure de gouvernance existante du CNC soit mise au profit de ces activités de mobilisation, par la diffusion du présent rapport et de son analyse à la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services et aux organes des Conseils mixtes [le Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public et le Conseil de la prestation des services du secteur public]. La réunion des Conseils mixtes prévue pour septembre 2016 serait l'occasion de partager l'analyse de rentabilisation, et d'obtenir un engagement de collaboration aux éléments de conception en suspens qui appuieraient le développement et le lancement d'un service de CNC.

Parallèlement à cet engagement, certains éléments qui sont décrits dans la présente analyse mènent à une série de mesures qui pourraient être prises par le gouvernement fédéral à court terme pour soutenir le développement futur d'un service de CNC et soutenir des priorités connexes comme l'élaboration de la stratégie de service du GC, à savoir :

Les pouvoirs à l'appui de l'échange de renseignements : Afin de faciliter l'échange de renseignements personnels, y compris les renseignements d'identité, le gouvernement fédéral pourrait commencer à travailler à la modification des lois existantes ou à la création de lois habilitantes distinctes à l'appui de la prestation de services numériques. Il pourrait aussi être possible de tirer profit des efforts consacrés à la stratégie de service du GC dans son ensemble. En outre, l'élaboration d'une entente

pluriministérielle sur l'échange de renseignements pourrait commencer à soutenir les échanges de renseignements entre les ministères fédéraux.

Sur le développement de l'infrastructure fédérale : La mobilisation continue auprès des ministères et des organismes fédéraux permettra de veiller à ce que le service du CNC soit conçu pour correspondre à l'évolution des besoins opérationnels. En outre, les besoins sont suffisants pour que, dans la famille fédérale, les renseignements d'identité puissent être échangés, et il doit y avoir une infrastructure fédérale pour soutenir ces échanges. C'est l'occasion de déterminer si les travaux en cours de développement d'une solution d'interopérabilité ou du bus de service du GC pourraient constituer cette infrastructure fédérale. Cela permettrait non seulement de démontrer aux partenaires provinciaux et territoriaux que des mesures concrètes sont prises, mais aussi de faire suite aux besoins établis par les ministères/organismes fédéraux.

Projet des liens identité : En date de juin 2016, les 10 provinces ont été visitées. Dans le cadre du Projet sur les liens d'identité, la première province sera mise en œuvre en novembre 2017, avec l'intention de joindre une province à tous les deux mois. En juin dernier, la province du Québec a été la première à confirmer leur intérêt pour deux des trois facteurs opérationnels. Au début août, une trousse de suivi contenant un questionnaire, un gabarit pour le financement, les pages des frais de transactions et les schémas architecturaux a été envoyée aux 9 autres provinces afin d'obtenir, d'ici le fin de septembre 2016, leur engagement au projet.

Avis de décès : Dans le cadre du Plan directeur des processus d'enregistrement et d'avis de décès établi en collaboration avec EDSC et le CPSSP, les schémas détaillés des procédés opérationnels relatifs aux processus d'enregistrement et d'avis de décès des administrations seront analysés dans le but d'établir un « plan directeur » qui permettra d'améliorer ces processus davantage. Ce processus est un « cas d'utilisation » clé sur la façon dont les administrations pourraient tirer profit du CNC pour mieux harmoniser leurs modèles de gestion de l'identité et faire progresser les modèles de prestation de services axés sur le principe « Une fois suffit ».

Suite à l'approbation du SM SFI de cette *Analyse de rentabilisation de haut niveau*, il sera nécessaire d'engager davantage les partenaires PT afin de collaborer et valider ces résultats, ainsi qu'améliorer l'analyse effectuée à ce jour et concrétiser un engagement pour aller de l'avant avec un modèle de gouvernance pancanadien. Ce sera à travers ces activités d'engagement que les principaux éléments de conception du CNC pourront être raffinés et fixés tout en s'assurant que les investissements réalisés mèneront à une amélioration réelle des pratiques et des technologies existantes.

ANNEXE A – GLOSSAIRE

Les définitions qui suivent incluent des définitions faisant autorité tirées de la *Norme sur l'assurance de l'identité et des justificatifs*, des définitions tirées de lignes directrices connexes et de documents de référence de l'industrie, ainsi que des définitions mises au point pour la norme pancanadienne de validation de l'identité, qui a été approuvée par la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration relative en matière de prestation de services.

Terme	Définition
affirmation de l'identité	Affirmation de la véracité d'un renseignement concernant l'identité d'une personne.
assurance	Niveau de certitude quant à la véracité d'une déclaration ou d'un fait.
assurance d'un justificatif	Concerne l'établissement d'une correspondance entre le justificatif et la personne (sans égard à son identité).
assurance de l'identité	Concerne l'affirmation que la personne est bien qui elle prétend être.
assurance de l'identité	Mesure d'assurance que la personne, l'organisation ou l'appareil est bien ce qu'il affirme être.
assurance du justificatif	Assurance qu'une personne, une organisation ou un appareil a conservé le contrôle d'un justificatif lui a été confié (p. ex. clé, jeton, document, identificateur) et que le justificatif n'a pas été compromis (p. ex. falsifié, corrompu, modifié).
attribut	Propriété ou caractéristique associée à une entité. Voir également « Attribut d'identité ».
attribut d'identité	Propriété ou caractéristique associée à une personne, un organisme ou un dispositif identifiable; aussi appelé élément de donnée sur l'identité.
authentification	Processus d'établissement de la véracité ou de l'authenticité aux fins de production d'assurance de justificatifs ou d'identité.
authentification d'un document	Processus de confirmation de l'authenticité d'un document : authentique, contrefait, forgé, etc. Pour authentifier un document, on procède à une vérification des caractéristiques de sécurité du document, comme un laminé de protection, des images holographiques, etc.
avis concernant des renseignements d'identité	Communication des renseignements sur l'identité d'un particulier par une partie ayant autorité à une partie utilisatrice faisant suite à l'établissement de l'identité du particulier en question, à une modification de ses renseignements d'identité ou à un élément laissant croire que les renseignements d'identité sont exposés à un facteur de risque (p. ex. décès d'un particulier, utilisation de documents expirés, atteinte à la vie privée, utilisation frauduleuse des renseignements d'identité).
biométrie	Terme général utilisé pour décrire une caractéristique ou un processus. Il

	peut s'agir d'une caractéristique biologique (anatomique et physiologique) ou comportementale mesurable qui servira à la reconnaissance automatisée. Il peut s'agir aussi de méthodes automatisées de reconnaissance des personnes à partir de caractéristiques biologiques (anatomiques et physiologiques) ou comportementales mesurables.
cadre de fiabilité	Système formalisé permettant de préserver la confiance que les membres d'une fédération ont les uns envers les autres. Un cadre de fiabilité vient étayer formellement les relations de confiance en stipulant le respect de certaines normes, en formalisant les processus d'évaluation et en définissant les rôles et les responsabilités des parties à des ententes multipartites.
centre des administrations	Système auquel tous les organismes d'une administration gouvernementale se connectent afin de pouvoir interagir avec toutes les autres administrations par voie électronique par l'intermédiaire d'un portail commun externe.
citoyen	Bénéficiaire prévu d'une prestation de service. Les citoyens externes sont généralement des particuliers (citoyens canadiens, résidents permanents, etc.) ou des entreprises (organisations des secteurs public et privé). Les citoyens internes sont généralement des fonctionnaires ou des entrepreneurs.
confiance	Conviction ferme à l'égard de la fiabilité ou de la véracité d'une personne ou d'une chose.
confirmation basée sur les connaissances	Processus qui permet de comparer de l'information personnelle ou privée (p. ex. des secrets partagés) pour établir l'identité d'une personne. Des exemples d'information pouvant être utilisée pour la confirmation basée sur les connaissances comprennent les mots de passe, les numéros d'identification personnelle, les questions personnelles, l'information propre à un programme et l'information financière ou sur le crédit.
confirmation des caractéristiques biologiques ou comportementales	Processus qui permet de comparer des caractéristiques biologiques (anatomiques et physiologiques) afin d'établir une correspondance avec une personne (p. ex. la comparaison d'une personne avec une photo).
confirmation par possession physique	Processus qui nécessite la possession physique ou la présentation de preuves pour établir l'identité d'une personne.
confirmation par un arbitre de confiance	Processus qui fait appel à un arbitre de confiance pour établir un lien avec une personne. Source autorisée Exemples d'arbitres de confiance : répondants, notaires, agents accrédités.
contexte	Ensemble de circonstances, situation ou scénario dans lesquels un particulier interagit avec d'autres particuliers ou avec une organisation.
élément de donnée sur l'identité	Voir « attribut d'identité ».
éléments déterminants de l'identité	Preuve de l'identité qui comprend de l'information de base, comme le nom de famille, le prénom, la date de naissance, le sexe et le lieu de naissance.

	Des exemples comprennent les dossiers de naissance, de décès, d'immigration ou de citoyenneté provenant d'une autorité au sein de la compétence pertinente.
enregistrement fondamental	Registre dans lequel sont conservés des enregistrements permanents au sujet des personnes nées au Canada, des personnes qui sont canadiennes mais qui sont nées à l'étranger ou des ressortissants étrangers qui ont présenté une demande d'entrée au Canada.
établissement de l'identité	Création d'un enregistrement de l'identité qui fait autorité auquel d'autres se fieront pour des activités, programmes et services gouvernementaux subséquents.
extraction de renseignements personnels	Divulgarion de renseignements personnels concernant une personne par une partie ayant autorité à une partie utilisatrice qui est déclenchée par une demande de la partie utilisatrice.
fédération	Entente de collaboration entre des entités autonomes qui se sont engagées à renoncer à une partie de leur autonomie dans le but de travailler efficacement au déploiement d'un effort collaboratif. La fédération repose sur des relations et des normes de confiance à l'appui de son interopérabilité.
fédération d'identité	Fédération mise sur pied aux fins de la gestion de l'identité.
fédération de justificatifs	Fédération mise sur pied aux fins de la gestion des justificatifs.
fédération de l'identité	Mise sur pied d'une Fédération dont les membres partagent les assurances d'identité avec d'autres membres de confiance de la fédération.
fédération des justificatifs	Mise sur pied d'une fédération dont les membres partagent les assurances de justificatifs avec d'autres membres de confiance de la fédération.
fraude à l'identité	Utilisation trompeuse de renseignements personnels dans le but de commettre une fraude, comme le mauvais usage de cartes de débit ou de crédit ou la présentation d'une demande de prêts au moyen de renseignements personnels volés.
genre	Rôles, comportements, activités et attributs que la société construit pour les hommes et les femmes et considère appropriés pour eux.
gestion de l'identité	Ensemble de principes, de pratiques, de processus et de procédures utilisés pour respecter le mandat d'une organisation et ses objectifs en lien avec l'identité.
gestion fédérée de l'identité	Partage des assurances d'identité avec les membres dignes de confiance d'une fédération.
gestion fédérée des justificatifs	Partage des assurances de justificatifs avec les membres dignes de confiance d'une fédération.

identificateur	Ensemble des attributs d'identité servant à distinguer un particulier, une organisation ou un mécanisme unique donné.
identificateur attribué	Chaîne numérique ou alphanumérique qui est générée automatiquement et qui permet de faire une distinction entre deux ou plusieurs personnes sans recourir à d'autres attributs d'identité.
identité	Référence ou désignation servant à distinguer un particulier, une organisation ou un mécanisme unique donné.
interopérabilité	Capacité des organisations à fonctionner en synergie au moyen de pratiques uniformes de sécurité et de gestion de l'identité.
justificatif anonyme	Justificatif qui, tout en faisant une affirmation au sujet d'un bien, d'un statut ou d'un droit d'une personne, ne révèle pas son identité. Caractère exécutoire du justificatif d'identité d'une personne (sans égard à l'identité de cette dernière). Assurance de l'identité A trait à l'affirmation que la personne est bien celle qu'elle prétend être. Les justificatifs anonymes offrent aux personnes la possibilité de prouver, dans l'anonymat, des déclarations les concernant ou portant sur leurs relations avec des organismes publics ou privés.
justificatifs	Objet (ou identificateur) physique ou électronique unique attribué à une personne, à une organisation ou à un mécanisme (p. ex. clé, jeton, document, identificateur de programme), ou associé à celui-ci.
niveau d'assurance	Un niveau de confiance sur lequel d'autres peuvent s'appuyer Voir la note en bas de page 3.
niveau d'assurance de l'identité	Niveau d'assurance que la personne, l'organisation ou l'appareil est bien ce qu'il affirme être.
niveau d'assurance du justificatif	Niveau d'assurance qu'une personne, une organisation ou un appareil a conservé le contrôle d'un justificatif qui lui a été confié (p. ex. clé, jeton, document, identificateur) et que le justificatif n'a pas été compromis (p. ex. falsifié, corrompu, modifié).
nom fondamental (nom officiel)	Nom d'une personne tel qu'il figure dans un enregistrement officiel identifiant la personne (p. ex. registre de l'état civil, registre de l'immigration).
nom préféré	Nom informel par lequel une personne préfère être appelée.
nom primaire	Nom qu'une personne utilise à des fins formelles et à des fins juridiques.
notification de renseignements personnels	Divulgaration de renseignements personnels concernant une personne par une partie ayant autorité à une partie utilisatrice qui est déclenchée par l'établissement de l'identité de la personne en question ou un changement dans ses renseignements personnels.
particulier	Être humain, y compris les « mineurs » et d'autres personnes qui ne sont

	pas nécessairement réputés être des personnes au sens de la loi.
partie ayant autorité	Membre de la fédération qui offre des assurances de justificatifs ou d'identité à d'autres membres de la fédération (c.-à-d. « parties utilisatrices »).
partie utilisatrice	Membre de la fédération qui utilise des assurances de justificatifs ou d'identité fournies par d'autres membres de la fédération (c.-à-d. « parties ayant autorité »).
présence légale	Droit légitime de se trouver ou de résider au Canada.
preuve à l'appui de l'identité	Preuve de l'identité qui corrobore la preuve essentielle et permet d'établir un lien entre l'information d'identification et le particulier concerné. Elle peut comprendre également de l'information supplémentaire, comme une photo, une signature ou une adresse. Des exemples comprennent le dossier d'assurance sociale; le dossier de droit de se déplacer, de conduire ou d'obtenir de l'assurance maladie; le dossier de mariage, de décès ou de changement de nom provenant d'une autorité compétente.
preuve de l'identité	Document provenant d'une source qui fait autorité et qui confirme l'identité d'un particulier. Il existe deux catégories de preuves de l'identité : les preuves fondamentales et les preuves à l'appui. Voir « preuve de l'identité essentielle » et « preuve à l'appui de l'identité ».
preuve documentaire	Toute information sur support matériel pouvant servir de preuve. On considère généralement qu'il s'agit d'information couchée sur papier, mais la définition plus générale est préférable.
preuve électronique ou numérique	Toute donnée enregistrée ou préservée sur quelque support que ce soit dans un ordinateur ou un dispositif semblable. Exemples : enregistrements dans une base de données, journaux d'audit ou documents produits au moyen d'un logiciel de traitement de texte.
récupération des renseignements d'identité	Communication des renseignements sur l'identité d'un particulier par une partie ayant autorité à une partie utilisatrice faisant suite à une demande présentée par la partie utilisatrice.
relation de confiance	Entente établie qui permet d'assurer la confiance.
renseignements personnels	Information sur un particulier identifiable.
renseignements d'identité	Ensemble des attributs d'identité permettant de distinguer un particulier de tous les autres particuliers au sein de la population d'un service ou d'un programme et de décrire ce particulier selon les exigences du programme ou du service. Les renseignements d'identité représentent un sous-ensemble des renseignements personnels.
résolution de l'identité	Détermination de l'unicité d'une personne à l'intérieur de la population d'un programme/d'un service au moyen de renseignements d'identité.

risque	Incertitude entourant les événements et les résultats à venir. Il est l'expression de la probabilité et de l'incidence d'un événement susceptible d'influer sur l'atteinte des objectifs de l'organisation.
risque concernant les justificatifs	Risque qu'une personne, un organisme ou un appareil ait perdu le contrôle d'un justificatif qui lui a été confié.
risque lié à l'identité	Risque qu'une personne, un organisme ou un appareil ne soit pas ce qu'il affirme être.
sexe	Caractéristiques biologiques qui définissent les êtres humains masculins et féminins. Ces ensembles de caractéristiques biologiques ne sont pas incompatibles, car certaines personnes possèdent à la fois les caractères masculins et féminins.
sexe documenté	Un attribut provenant de l'indicateur « sexe » ou « genre » sur un justificatif.
source autorisée	collection ou un registre de dossiers tenu par une autorité qui satisfait aux critères établis.
validation de renseignements personnels	Confirmation par une partie ayant autorité de l'exactitude de renseignements personnels concernant une personne.
validation des renseignements d'identité	Confirmation de l'exactitude des renseignements sur l'identité d'un particulier établie par une partie ayant autorité. Remarque : La validation des renseignements d'identité ne garantit pas que le particulier utilise ses propres renseignements d'identité, mais garantit que les renseignements d'identité qu'utilise le particulier sont exacts et à jour.

ANNEXE B – SOMMAIRES DES BESOINS OPÉRATIONNELS FÉDÉRAUX

Secteur d'activité

Système d'identification des particuliers de l'ARC (Ident)

Offre de service

Le système d'identification des particuliers (Ident) de l'ARC est le système centralisé de l'Agence qui réunit tous les renseignements d'identité des particuliers et qui est consulté et utilisé pour tous les programmes au service des contribuables et des bénéficiaires de prestations. La connexion au CNC permettrait à l'ARC de continuer à créer des dossiers d'identité pour les contribuables et à déterminer l'admissibilité des particuliers à une variété de programmes de prestations. Dans l'ensemble, ce lien du CNC avec d'autres intervenants F-P-T aiderait l'ARC, s'il y a lieu, à authentifier l'identité d'un particulier à la création/l'inscription à des services en ligne.

Type de fonction

Validation	Notification	Extraction
<ul style="list-style-type: none"> Valider le permis de conduire/carte d'assurance maladie auprès des MS P-T et par rapport à un passeport canadien comme source secondaire de validation afin de satisfaire à une norme plus élevée de preuve d'identité lors de l'authentification d'un particulier avant d'accorder l'accès en ligne à l'ARC. 	<ul style="list-style-type: none"> Recevoir les notifications des naissances Recevoir les notifications des décès Recevoir un changement d'adresse du MS/BSEC P-T Recevoir les renseignements du RAS d'EDSC Envoyer des renseignements sur les changements d'adresse à Elections Canada 	<ul style="list-style-type: none"> Extraire des renseignements sur la citoyenneté/résidence pour les bénéficiaires de prestations d'IRCC
~24 millions par année	~24 millions par année	~24 millions par année

Éléments de données

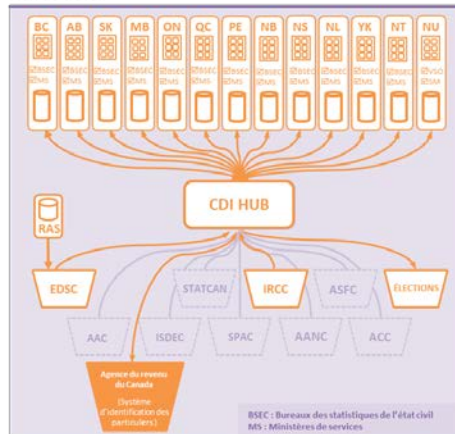
<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Sexe (EDSC-NAS-PE) Date de naissance (EDSC-NAS-PE) Numéro d'assurance maladie (MS - Santé) Numéro/détails du permis de conduire (MS - Transports) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Numéro de passeport (IRCC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Date de décès (BSEC) Citoyenneté (IRCC) Statut de résidence (IRCC) Numéro de certificat de naissance (BSEC) Date d'entrée en vigueur du changement d'adresse (MS - Santé/Transports) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) 	<ul style="list-style-type: none"> Citoyenneté Statut de résidence
--	---	--

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Ministère/organisme

Agence du revenu du Canada (ARC)

Flux de travail



Fondement en loi

- Article 241 de la Loi de l'impôt sur le revenu (LIR) – Communication de renseignements
- Article 242 de la Loi – Coût de renseignements sur le décès
- Paragraphe 230(1) de la Loi – Coût de données du RAS
- Loi sur la protection des renseignements personnels
- Conseillement de l'utilisateur sur T1 pour partager avec Elections Canada (Loi sur l'EI)

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ Min. de services P-T
- ☒ IRCC (citoyenneté/résidence)
- ☒ EDSC (registre ass. sociale)

Secteur d'activité

Programme d'assurance emploi

Offre de service

L'assurance emploi (AE) procure une aide financière temporaire aux Canadiens au chômage qui ont perdu leur emploi sans faute de leur part, pendant qu'ils cherchent un emploi ou perfectionnent leurs compétences. Le programme d'assurance emploi d'EDSC utiliserait le CNC pour améliorer la validation d'un particulier au moment où il crée un compte d'assurance emploi avec Appli-Web. Le CNC permettrait à l'AE d'utiliser une source secondaire de renseignements d'identité pour valider l'identité d'un particulier avant que la création d'un compte ne soit achevée. Il est important pour l'AE de se connecter au CNC afin de valider correctement l'identité d'un particulier et de profiter des renseignements des SM/BSEC des P-T pour améliorer l'intégrité de ses données.

Type de fonctions

Validation	Notification	Extraction
<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la validation des clients en utilisant le registre d'assurance sociale (RAS) et une source secondaire faisant autorité (permis de conduire). 	<ul style="list-style-type: none"> Réception de notifications sur les décès des BSEC P-T, et des renseignements sur les changements d'adresse des MS P-T. 	
À déterminer	À déterminer	

Éléments de données

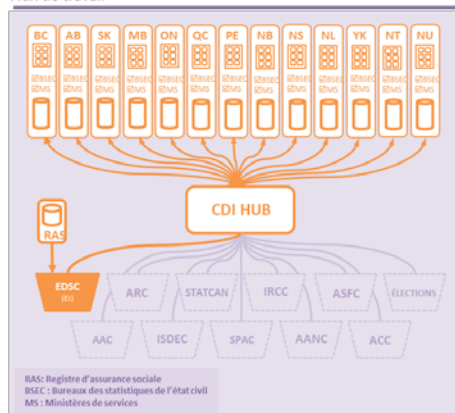
<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Date de naissance (EDSC-NAS-PE) Numéro/détails du permis de conduire (MS - Transports) Détails relatifs à l'adresse (MS) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Date de décès (BSEC) Date d'entrée en vigueur du changement d'adresse (MS - Santé/Transports) 	
--	--	--

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Ministère/organisme

Emploi et Développement social Canada(EDSC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement des compétences
- ☒ Loi sur l'assurance emploi
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T (ministère des Transports P-T)
- ☒ EDSC (registre d'assurance sociale)

Secteur d'activité
Guichet emplois

Ministère/organisme

Emploi et Développement social Canada
(EDSC)

Offre de service

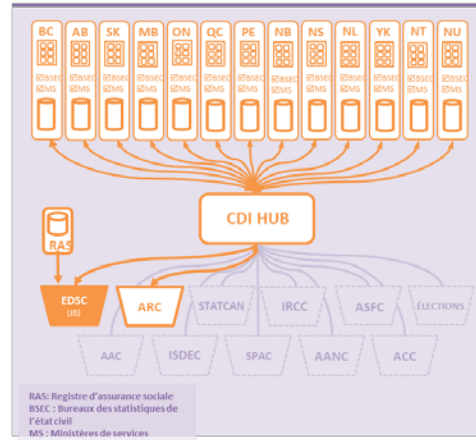
Le Guichet emplois constitue la principale source de renseignements sur le marché du travail et sur l'emploi du gouvernement du Canada. Les utilisateurs y trouvent gratuitement des renseignements sur les emplois et les carrières, comme les possibilités d'emploi, les études requises, les principales tâches, les salaires et traitements, les tendances actuelles de l'emploi, ainsi que les perspectives d'emploi. Le Guichet emplois utilise actuellement une solution personnalisée d'inscription sur ouverture de session aux fins de la gestion de l'identité des clients qui veulent accéder aux services jumelage d'emploi et au Guichet emplois pour employeurs. Le Guichet emplois doit adopter la solution de cybersécurité d'entreprise (SCE) d'EDSC à l'avenir. Le Guichet emplois profiterait d'une connexion au CNC à l'appui de la validation en bonne et due forme de l'identité d'un particulier.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Soutenir la validation des clients en utilisant le registre d'assurance sociale (RAS) et une source secondaire faisant autorité (permis de conduire). Valider le numéro d'entreprises par rapport aux données de l'ARC.	Réception des notifications de décès du BSEC P-T. Réception des numéros d'entreprise désactivés ou inactifs de l'ARC.	Extraire des renseignements sur les entreprises de l'ARC.
~150,000 par année	À déterminer	À déterminer
Éléments de données		
<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Date de naissance (EDSC-NAS-PE) Renseignements / numéro de permis de conduire (MS - Transports) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Nom de jeune fille de la mère (EDSC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Date de décès (BSEC) Numéros d'entreprise désactivés ou inactifs (CRA) 	<ul style="list-style-type: none"> Numéro d'entreprise (CRA) Prénom du propriétaire d'entreprise (CRA) Nom de famille du propriétaire d'entreprise (CRA) Statut du compte (CRA) Nom d'entreprise (CRA) Dénomination sociale (CRA) Secteur de l'industrie (CRA) Adresse URL du site Web (CRA) Taille de l'entreprise (CRA) Renseignements postaux (CRA) Numéro de téléphone (CRA) Adresse courriel (CRA)

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement des compétences
- ☒ Loi sur l'assurance emploi

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T (Min. des Transp. P-T)
- ☒ EDSC (Registre d'assurance sociale)
- ☒ ARC (numéro d'entreprise)

Secteur d'activité
Relevé d'emploi (RE)

Ministère/organisme

Emploi et Développement social Canada
(EDSC)

Offre de service

Un relevé d'emploi (RE) fournit des renseignements sur l'historique d'emploi. Il s'agit du document le plus important utilisé par les employés dans l'établissement d'une demande de prestations d'assurance-emploi (AE).

Service Canada utilise les renseignements inscrits sur le RE pour déterminer si une personne est admissible ou non à recevoir des prestations d'assurance-emploi, quel sera le montant de ces prestations, et pendant combien de temps les prestations seront versées.

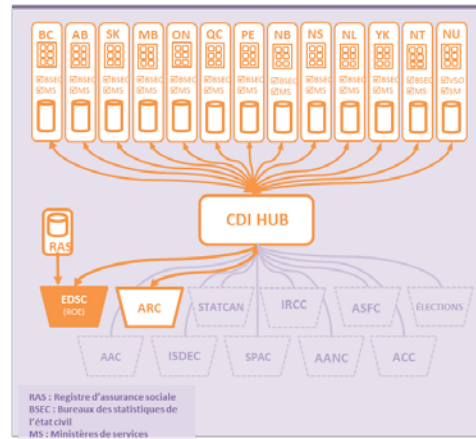
Le RE utilise la SCE comme solution de connexion appliquée à la gestion des identités, et pourrait bénéficier du CNC et profiter des renseignements des BSEC/MS P-T pour améliorer l'intégrité de ses données.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Soutenir la validation des clients en utilisant le registre d'assurance sociale (RAS) et une source secondaire faisant autorité (permis de conduire). Valider le numéro d'entreprises par rapport aux données de l'ARC.	Réception des notifications de décès du BSEC P-T, et des renseignements sur les changements d'adresse des MS P-T. Réception des notifications de numéros d'entreprise désactivés ou inactifs de l'ARC.	Extraire des renseignements sur les entreprises de l'ARC.
À déterminer	À déterminer	À déterminer
Éléments de données		
<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Date de naissance (EDSC-NAS-PE) Renseignements / numéro de permis de conduire (MS - Transports) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Nom de jeune fille de la mère (EDSC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Date de décès (BSEC) Numéros d'entreprise désactivés ou inactifs (ARC) 	<ul style="list-style-type: none"> Numéro d'entreprise (ARC) Prénom du propriétaire d'entreprise (ARC) Nom de famille du propriétaire d'entreprise (ARC) Statut du compte (ARC)

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement des compétences
- ☒ Loi sur l'assurance emploi

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T (Min. des Transp.)
- ☒ EDSC (Registre d'assurance sociale)
- ☒ MS P-T
- ☒ ARC (numéro d'entreprise)

REF: ESDC-1

Offre de service

Un relevé d'emploi (RE) fournit des renseignements sur l'historique d'emploi. Il s'agit du document le plus important utilisé par les employés dans l'établissement d'une demande de prestations d'assurance-emploi (AE).

Service Canada utilise les renseignements inscrits sur le RE pour déterminer si une personne est admissible ou non à recevoir des prestations d'assurance-emploi, quel sera le montant de ces prestations, et pendant combien de temps les prestations seront versées.

Le RE utilise la SCE comme solution de connexion appliquée à la gestion des identités, et pourrait bénéficier du CNC et profiter des renseignements des BSEC/MS P-T pour améliorer l'intégrité de ses données.

Type de fonctions

Validation

Soutenir la validation des clients utilisant le registre d'assurance sociale (RAS) et une source secondaire faisant autorité (permis de conduire).
Valider le numéro d'entreprises par rapport aux données de l'ARC.

À déterminer

Notification

Réception des notifications de décès du BSEC P-T, et des renseignements sur les changements d'adresse des MS P-T.
Réception des notifications de numéros d'entreprise désactivés ou inactifs de l'ARC.

À déterminer

Extraction

Extraire des renseignements sur les entreprises de l'ARC.

À déterminer

Éléments de données

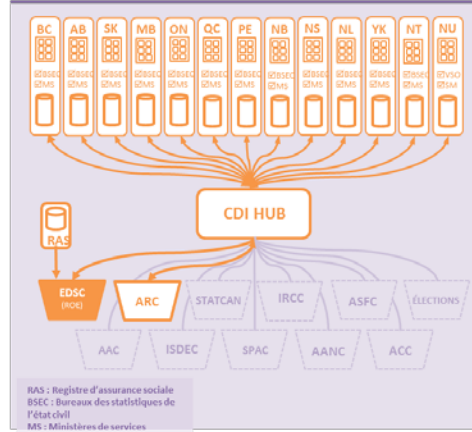
- Prénom (EDSC-NAS-PE)
- Nom de famille (EDSC-NAS-PE)
- Date de naissance (EDSC-NAS-PE)
- Renseignements/numéro de permis de conduire (MS - Transports)
- Numéro d'assurance sociale (EDSC)
- Nom de jeune fille de la mère (EDSC)

- Prénom (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Date de décès (BSEC)
- Numéros d'entreprise désactivés ou inactifs (ARC)

- Numéro d'entreprise (ARC)
- Prénom du propriétaire d'entreprise (ARC)
- Nom de famille du propriétaire d'entreprise (ARC)
- Statut du compte (ARC)

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement des compétences
- ☒ Loi sur l'assurance emploi

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T (Min. des Transp.)
- ☒ EDSC (Registre d'assurance sociale) MS P-T
- ☒ ARC (numéro d'entreprise)

REF: EDSC-1

Offre de service

Le RPC verse des pensions et des prestations lorsque les cotisants partent à la retraite, deviennent invalides ou décèdent.

Le RPC utilise la SCE comme solution de connexion appliquée à la gestion des identités, et bénéficierait du CNC.

Il est important pour le RPC de se connecter au CNC afin de valider en bonne et due forme l'identité d'un particulier et de profiter des renseignements des BSEC/MS P-T pour améliorer l'intégrité de ses données.

Type de fonctions

Validation

Valider au moyen du Registre d'assurance sociale (RAS) et d'une source secondaire faisant autorité (permis de conduire).

Extraction

Notification

Réception des notifications de décès des BSEC P-T.

À déterminer

Extraction

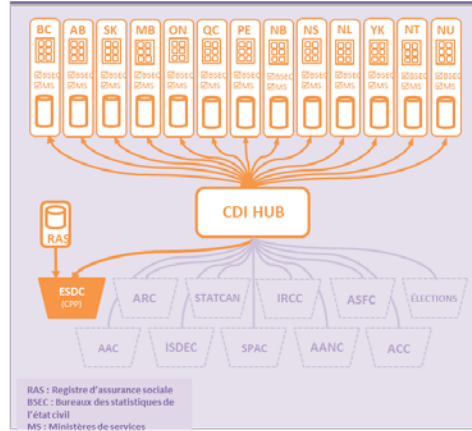
Éléments de données

- Prénom (EDSC-NAS-PE)
- Nom de famille (EDSC-NAS-PE)
- Date de naissance (EDSC-NAS-PE)
- Renseignements/numéro de permis de conduire (MS - Transports)
- Numéro d'assurance sociale (EDSC)
- Nom de jeune fille de la mère (EDSC)

- Prénom (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Date de décès (BSEC)

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Department of Employment & Skills Development Act
- ☒ Employment Insurance Act

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T (Ministère des Transports)
- ☒ EDSC (Registre d'assurance sociale) MS P-T

REF: EDSC-1

Secteur d'activité

Programme d'immigration: Demandes du statut de résident permanent

Offre de service

L'octroi de la résidence permanente à une personne qui y a droit. Le CNC contribuera à accroître l'intégrité du processus d'octroi dans son ensemble en permettant la validation électronique en temps réel des renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance (des personnes qui souhaitent parrainer quelqu'un au titre de la résidence permanente) auprès des organismes émetteurs respectifs (BSEC P-T). Le CNC permettra la réception par voie électronique des notifications de décès des BSEC P-T, ce qui contribuera à l'annulation des documents d'immigration connexes.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Validation des renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance auprès des BSEC P-T.	Réception des Notifications de décès des BSEC P-T.	
650 000 par année	300,000 par année	

Éléments de données

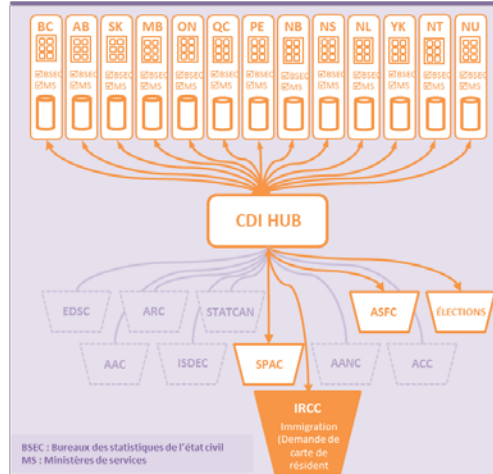
- Numéro de certificat de naissance (BSEC)
- Date d'émission du certificat de naissance (BSEC)
- Numéro d'enregistrement de la naissance (BSEC)
- Date d'enregistrement de la naissance (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Prénom(s) (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Lieu de naissance (BSEC)
- Nom(s) de naissance des parents (BSEC)
- La personne est-elle décédée? (BSEC)
- La notification de naissance est-elle valide? (BSEC)
- Un changement de nom légal est-il associé à la personne? (BSEC)
- Un changement de sexe est-il associé à la personne? (BSEC)
- Le document a-t-il été perdu ou volé? (BSEC)

- Nom de famille (BSEC)
- Prénom(s) (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Numéro d'enregistrement du décès (BSEC)
- Date de décès (BSEC)
- Lieu du décès (BSEC)

Ministère/organisme

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ Élections Canada
- ☒ ARC
- ☒ SPAC
- ☒ ASFC

Secteur d'activité

Programme des passeports

Offre de service

Traitement des demandes de passeport canadien : la délivrance d'un document de voyage reconnu à l'échelle internationale. Le CNC contribuera à accroître l'intégrité du processus de délivrance des passeports dans son ensemble en permettant la validation électronique en temps réel des renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance auprès des organismes émetteurs respectifs (BSEC P-T). Le CNC permettra la réception par voie électronique des notifications de décès des BSEC P-T, ce qui contribuera à la mise à jour du statut des passeports connexes.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Validation des renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance auprès des BSEC P-T.	Réception des Notifications de décès des BSEC P-T.	
1,8 million (2018-2023) par année 4,2 millions (2024-2029) par année	300,000 par année	

Éléments de données

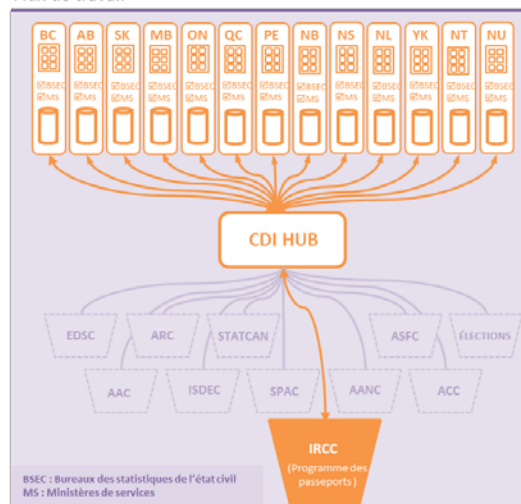
- Numéro de certificat de naissance (BSEC)
- Date d'émission du certificat de naissance (BSEC)
- Numéro d'enregistrement de la naissance (BSEC)
- Date d'enregistrement de la naissance (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Prénom(s) (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Lieu de naissance (BSEC)
- Nom(s) de naissance des parents (BSEC)
- La personne est-elle décédée? (BSEC)
- La notification de naissance est-elle valide? (BSEC)
- Un changement de nom légal est-il associé à la personne? (BSEC)
- Un changement de sexe est-il associé à la personne? (BSEC)
- Le document a-t-il été perdu ou volé? (BSEC)

- Nom de famille (BSEC)
- Prénom(s) (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Numéro d'enregistrement du décès (BSEC)
- Date de décès (BSEC)
- Lieu du décès (BSEC)

Ministère/organisme

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Décret sur les passeports canadiens
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T

Secteur d'activité

Programme de citoyenneté

Offre de service

Le traitement des **demandes de citoyenneté canadienne pour les personnes nées à l'extérieur du Canada** qui ont au moins un parent qui est un citoyen canadien (délivrance d'un certificat de citoyenneté canadienne à une personne qui y a droit).
Le CNC contribuera à **accroître l'intégrité du processus d'octroi dans son ensemble** en permettant la validation électronique en temps réel des **renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance** auprès des organismes émetteurs respectifs (BSEC P-T).
Le CNC permettra la **réception par voie électronique des notifications de décès** des BSEC P-T, ce qui contribuera à **invalider les certificats de citoyenneté connexes**.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Validation des renseignements P-T d'enregistrement/des certificats de naissance auprès des BSEC P-T	Réception des notifications de décès des BSEC P-T.	
50,000 par année	300,000 par année	

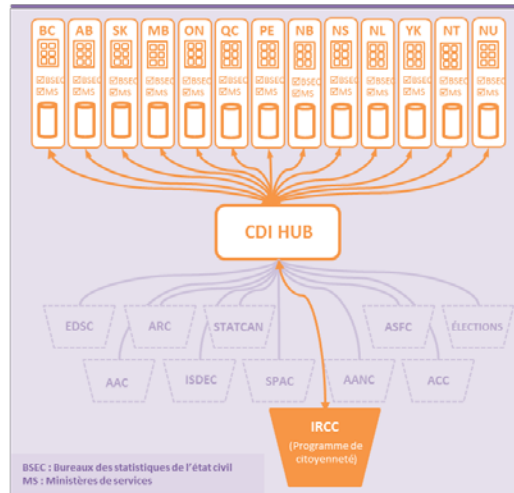
Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> • Numéro de certificat de naissance (BSEC) • Date d'émission du certificat de naissance (BSEC) • Numéro d'enregistrement de la naissance (BSEC) • Date d'enregistrement de la naissance (BSEC) • Nom de famille (BSEC) • Prénom(s) (BSEC) • Date de naissance (BSEC) • Sexe (BSEC) • Lieu de naissance (BSEC) • Numéro(s) de naissance des parents (BSEC) • La personne est-elle décédée? (BSEC) • La notification de naissance est-elle valide? (BSEC) • Un changement de nom légal est-il associé à la personne? (BSEC) • Un changement de sexe est-il associé à la personne? (BSEC) • Le document a-t-il été perdu ou volé? (BSEC) 	<ul style="list-style-type: none"> • Nom de famille (BSEC) • Prénom(s) (BSEC) • Date de naissance (BSEC) • Sexe (BSEC) • Numéro d'enregistrement du décès (BSEC) • Date de décès (BSEC) • Lieu du décès (BSEC) 	
---	---	--

Ministère/organisme

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Décret sur les passeports canadiens
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T

Secteur d'activité

Multiples programmes de statistiques sociales et économiques

Offre de service

Statistique Canada souhaiterait accéder au plus grand nombre de données possible, dans la mesure où les données sont suffisamment détaillées pour être utiles dans le cadre de l'un ou l'autre de ses nombreux programmes de collecte de statistiques (volet social et volet économique). Le mandat de Statistique Canada se concentre sur la collecte d'informations statistiques sur la population canadienne, soit par l'utilisation des données administratives ou directement des répondants aux enquêtes.

Comme le CNC sera initialement une initiative de validation de l'identité, **Statistique Canada souhaiterait recevoir des données des partenaires F-P-T du CNC concernant des événements comme les changements de nom, l'état matrimonial, les changements de sexe, etc. Une fois que tous les besoins F-P-T ont été établis, Statistique Canada souhaiterait examiner les résultats pour voir quels éléments seraient disponibles par l'entremise du CNC.**

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
	Réception des notifications des naissances et des décès des BSEC P-T	Statistique Canada s'intéresse à toutes les données qui peuvent être extraites de tous les MS et BSEC P-T/ministères fédéraux.
	À DÉTERMINER	À DÉTERMINER

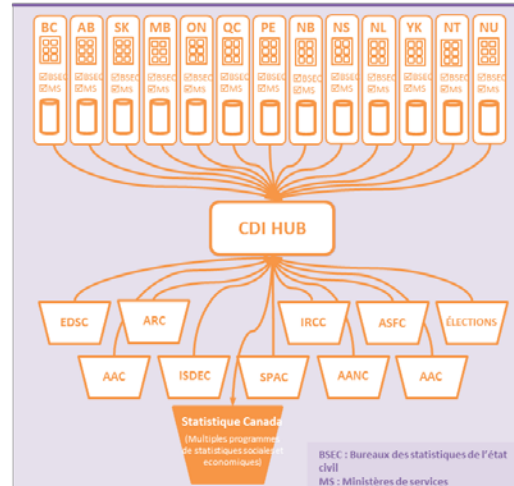
Éléments de données

	<ul style="list-style-type: none"> • Prénom (BSEC) • Nom de famille (BSEC) • Sexe (BSEC) • Date de naissance (BSEC) • Citoyenneté (BSEC) • Statut de résidence (BSEC) • Détails relatifs à l'adresse (MS) • Etc. 	À DÉTERMINER (selon les données disponibles auprès des partenaires F-P-T du CNC)
--	--	--

Ministère/organisme

Statistique Canada (STATCAN)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur la statistique, art. 13
- Collecte seulement – aucune communication

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T
- ☒ Tous les ministères fédéraux

Secteur d'activité
Agri-stabilité

Ministère/organisme
Agriculture et Agroalimentaire Canada
(AAC)

Offre de service

Le programme Agri-stabilité fait partie de l'éventail des programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux de gestion des risques de l'entreprise. Le programme fournit une aide aux producteurs qui connaissent une forte baisse de la marge dans une exploitation agricole. Il oblige les producteurs à être proactifs au sujet de leur stratégie de gestion des risques et à s'inscrire tôt dans leur année de production. Les paiements du programme sont fondés sur l'exploitation agricole en entier. Cela signifie qu'au moment de déterminer l'admissibilité, les pertes essayées dans une culture au sein de l'exploitation sont compensées par les gains réalisés dans une autre.

Une partie est administrée par les P-T (C-B, AB, SK, ON, QC et T-P-É). Les exploitations agricoles des autres régions sont appuyées directement par le gouvernement fédéral (AAC). **Le CNC permettra à l'administration de confirmer les dates des décès plus tôt et d'assurer la fermeture plus rapide du compte et/ou l'interruption du paiement à la succession/bénéficiaire.**

Type de fonctions

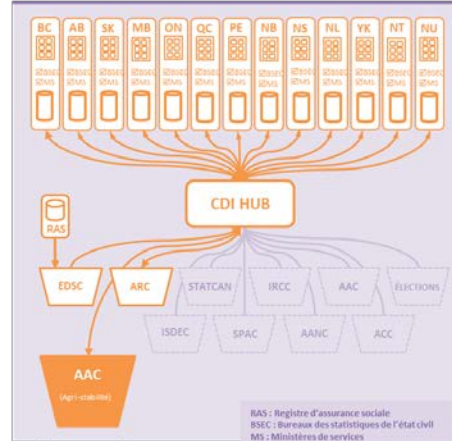
Validation	Notification	Extraction
Validation du numéro d'identification personnel (NIP) utilisé par AAC de concert avec le NAS d'EDSC	Réception des notifications des décès des P-T	
8.000 par année	Décès : 270 000 par année	

Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Numéro d'entreprise (ARC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Date de décès (BSEC) 	
---	--	--

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur la protection du revenu agricole
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels (non indiquée dans le questionnaire)

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ EDSC (registre d'assurance sociale)
- ☒ BSEC P-T (décès)
- ☒ ARC (numéro d'entreprise)
- ☒ MS P-T (adresse)

LAST UPDATED: 16/02/21

Secteur d'activité
Agri-investissement

Ministère/organisme
Agriculture et Agroalimentaire Canada
(AAC)

Offre de service

Le programme Agri-investissement fait partie de l'éventail des programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux de gestion des risques de l'entreprise. Les producteurs utilisent le programme pour accumuler de manière proactive des économies dans un compte dans lequel ils peuvent puiser en période de faible revenu ou pour investir.

Le CNC permettra à l'administration du programme Agri-investissement 1) de confirmer les dates des décès des clients plus tôt et 2) d'assurer la fermeture plus rapide du compte et/ou l'interruption du paiement à la succession/bénéficiaire

Type de fonctions

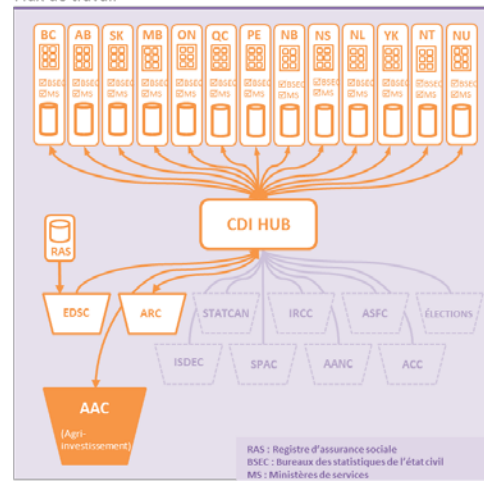
Validation	Notification	Extraction
Validation du numéro d'identification personnel (NIP) utilisé par AAC de concert avec le NAS d'EDSC	Réception des notifications des décès des P-T	
130,000 par année	Décès : 270 000 par année	

Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (EDSC-NAS-PE) Nom de famille (EDSC-NAS-PE) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Numéro d'entreprise (ARC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Détails relatifs à l'adresse (MS) Numéro d'assurance sociale (EDSC) Date de décès (BSEC) 	
---	--	--

EDSC-NAS-PE : EDSC – Programme recourant au NAS

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur la protection du revenu agricole
- ☒ Loi sur la protection des renseignements personnels (non indiquée dans le questionnaire)

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ EDSC (registre d'assurance sociale)
- ☒ BSEC P-T (décès)
- ☒ ARC (numéro d'entreprise)
- ☒ MS P-T (adresse)

Programmes pour les voyageurs

Offre de service

Les programmes pour les voyageurs de l'ASFC facilitent les déplacements des voyageurs au Canada par la voie des airs, sur terre, sur les routes, par rail et dans les ports d'entrée maritimes. Les programmes pour les voyageurs dignes de confiance, sous les programmes pour les voyageurs, sont conçus pour simplifier le processus de passage à la frontière des voyageurs préautorisés à faible risque qui entrent au Canada.

Les services de l'ASFC qui pourraient bénéficier du CNC comprennent, sans s'y limiter :

- La carte de voyage d'affaires de l'APEC (CVA APEC)
- Le Programme d'inscription des chauffeurs du secteur commercial (PICSC)
- La série des programmes CANPASS
- Le programme des expéditions rapides et sécuritaires (EXPRES)
- Le programme NEXUS
- Le passage à la frontière dans les régions éloignées (PFRE)

Type de fonctions

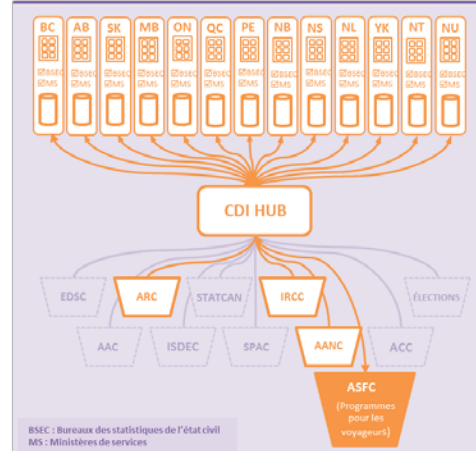
Validation	Notification	Extraction
Valider des renseignements personnels (p. ex., nom légal, date de naissance et adresse de la personne), Validation du statut de citoyenneté/visa d'IRCC, Validation du certificat du statut d'indien/AANC.	Réception des notifications des décès des BSEC P-T.	
300k par année	Décès: À DÉTERMINER	

Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Deuxième prénom (BSEC) Date de naissance (BSEC) Ville d'origine (BSEC) Pays d'origine (BSEC) Sexe (BSEC) Adresse (MS) Code postal (MS) Numéro de téléphone à domicile (MS) Téléphone cellulaire (MS) Téléphone au bureau (MS) Adresse courriel (MS) Statut d'immigration (IRCC) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Deuxième prénom (BSEC) Adresse (MS) Date de décès (BSEC) 	
--	--	--

Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur les douanes
- ☒ Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- ☒ Pour communication : de nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T
- ☒ IRCC (statut de citoyenneté et visa - SMGC)
- ☒ AANC (le certificat sécurisé de statut indien)
- ☒ Agence du revenu du Canada (ARC)

Programmes commerciaux

Offre de service

Les Programmes commerciaux fournissent des services à un éventail de bénéficiaires, y compris des entreprises (p. ex., importateurs, exportateurs, transporteurs, transitaires, courtiers en douane, exploitants de boutiques hors taxes, exploitants d'entrepôts, et autres), ministères / organismes du gouvernement du Canada, et de nombreux autres intervenants touchés par le commerce international. Les services comprennent la prestation de ressources, de services consultatifs, d'observation de la réglementation et la prise de règles relatives à l'élaboration, à la tenue à jour et à l'administration des politiques commerciales, des procédures, des règlements et des lois concernant la circulation des marchandises commerciales au Canada, et à destination ou en provenance du Canada.

Les Programmes commerciaux peuvent tirer parti de la capacité technologique fournie par le CNC pour simplifier davantage les exigences aux frontières relatives à l'importation, de sorte que les envois à faible risque puissent être traités plus rapidement et efficacement à la frontière. La facilitation accrue, en plus de permettre d'économiser temps et argent, permettra à l'ASFC de mieux concentrer ses ressources sur l'identification des envois à risque élevé qui constituent une menace potentielle pour la santé, la sécurité ou le bien-être économique des Canadiens.

Type de fonctions

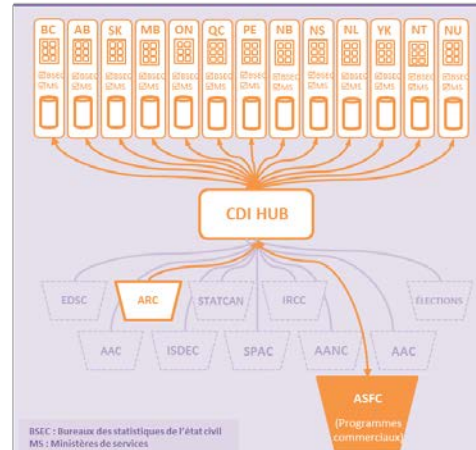
Validation	Notification	Extraction
Validation de renseignements commerciaux pour des programmes comme les demandes de code de transporteur, de statut de négociant digne de confiance et d'échange de données électroniques.	Réception des notifications de changements d'adresse des MS P-T; Réception des notifications de faillite, et de fusions ou d'acquisitions de l'ARC.	
À DÉTERMINER	À DÉTERMINER	

Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Numéro d'entreprise (ARC) Nom de l'entreprise (ARC) Dénomination sociale (ARC) Adresse commerciale (ARC) Adresse postale (ARC) Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Numéro de téléphone (MS) Nom de l'employeur (ARC) Adresse courriel (MS) 	<ul style="list-style-type: none"> Changement d'adresse (MS) Faillite (ARC) Fusion/acquisition (ARC) 	
---	---	--

Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur les douanes
- ☒ Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- ☒ Pour communication : de nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T
- ☒ ARC

LAST UPDATED: 25/02/21

Secteur d'activité

Application de la loi et Renseignement –
dispenses ministérielles

Offre de service

En vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR), les personnes qui sont interdites de territoire au Canada pour des raisons de sécurité, certaines atteintes aux droits de la personne ou aux droits internationaux ou des activités de criminalité organisée peuvent demander au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile de leur accorder une dispense de leur interdiction de territoire au motif que leur présence au Canada ne serait pas contraire à l'intérêt national. Ce processus est appelé « dispense ministérielle ».

Le CNC a le potentiel de contribuer à la validation de l'identité d'une personne pour faciliter la gestion de l'identité des clients et des autorisations pour le programme « Application de la loi et Renseignement — dispenses ministérielles ».

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Valider des renseignements personnels comme le nom légal et la date de naissance d'une personne.	Réception des notifications des décès des BSEC P-T.	
À DÉTERMINER	À DÉTERMINER	

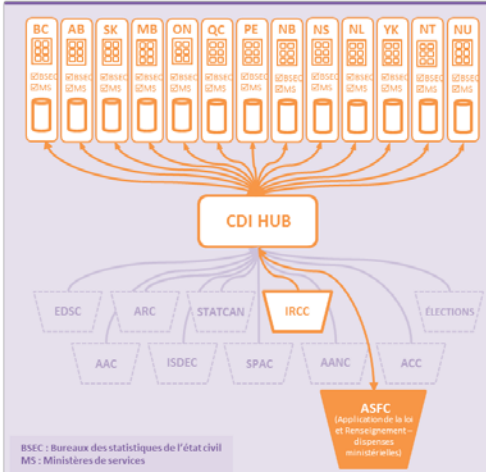
Éléments de données

- Prénom (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Deuxième prénom (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Ville d'origine (BSEC)
- Pays d'origine (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Adresse (MS)
- Code postal (MS)
- Numéro de téléphone (MS)
- Téléphone cellulaire (MS)
- Téléphone au bureau (MS)
- Adresse courriel (MS)
- Statut d'immigration (IRCC)
- Date de décès (BSEC)

Ministère/organisme

Agence des services frontaliers du Canada
(ASFC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur les douanes
- ☒ Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
- Pour communication : de nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ MS P-T
- ☒ IRCC (statut de citoyenneté et visa – SMGC)

LAST UPDATED: 25/02/21

Secteur d'activité

Registre national des électeurs
(RNE)

Offre de service

Le RNE est une base de données de plus de 30 millions de personnes qui est continuellement mis à jour à partir de diverses sources de données en vrac, notamment l'ARC, IRCC (nouveaux citoyens), les registraires P-T des véhicules automobiles, les 13 BSEC P-T et les 13 organismes électoraux P-T partenaires (p. ex. Élections Ontario).

Il est essentiel que le RNE soit tenu à jour en ce qui concerne le nom, l'adresse, la date de naissance et la citoyenneté, puisque ceux-ci déterminent l'admissibilité et l'emplacement à des fins électorales. Les événements de la vie sont également très importants car ils englobent les décès, les changements de nom, et les changements de sexe. Enfin, EC cherche à identifier et à activer les noms des citoyens ou à supprimer les noms des non-citoyens du RNE.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Valider les détails de naissance et de citoyenneté des électeurs potentiels afin de pouvoir améliorer la qualité du RNE.	Recevoir les notifications d'événements de la vie comme le passage à l'âge adulte, un changement de nom et un décès afin de mieux tenir à jour le RNE.	
À DÉTERMINER	À DÉTERMINER	

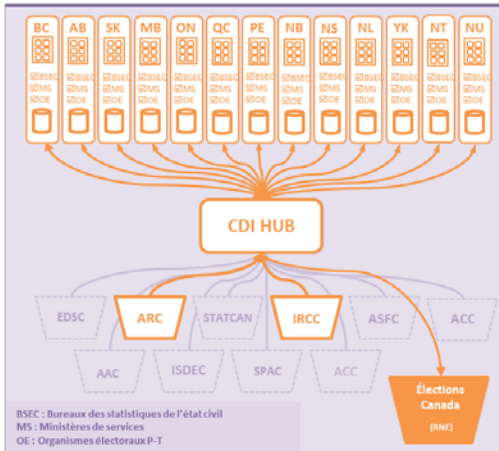
Éléments de données

- Prénom (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Sexe (BSEC)
- Date de naissance (BSEC)
- Date de décès (BSEC)
- Pays d'origine (BSEC)
- Date d'attribution de la citoyenneté (IRCC)
- Date de révocation de la citoyenneté (IRCC)
- Détails relatifs à l'adresse (MS – Transports/ARC)
- Données sur les électeurs (organismes électoraux s'ils sont connectés à une plateforme P-T un jour)
- Prénom (BSEC)
- Nom de famille (BSEC)
- Notification de décès (BSEC)
- Citoyenneté (IRCC)
- Notification de décès (BSEC)
- Nouveaux citoyens/électeurs (18 ans) (IRCC)
- Adresse résidentielle (MS/ARC)
- Adresse postale (MS/ARC)
- Date de naissance (BSEC)
- Changement de sexe (BSEC)
- Données du permis de conduire (MS)
- Changement de nom (BSEC)
- Changement de sexe (BSEC)
- Date d'attribution de la citoyenneté (IRCC)
- Date de révocation de la citoyenneté (IRCC)

Ministère/organisme

Élections Canada (EC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi électorale du Canada
- ☒ Ententes fédérales d'échange de données avec IRCC et l'ARC

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ IRCC
- ☒ ARC
- ☒ MS P-T
- ☒ OE P-T

Secteur d'activité

Inscription et appartenance (y compris le certificat sécurisé de statut indien)

Offre de service

L'inscription et l'appartenance à une Première Nation permettra aux membres des Premières Nations d'accéder aux programmes et services et de se voir délivrer un certificat sécurisé de statut indien. Les justificatifs et l'identité doivent être validés par une source faisant autorité, qui est actuellement le certificat de naissance détaillé délivré par les bureaux de l'état civil des provinces et territoires d'un bout à l'autre du pays, pour que les services soient tous dispensés.

Le CNC constituerait une solution de rechange automatisée, sûre, efficace et rapide à l'actuel système papier. Il produirait des économies de temps pour le gouvernement et améliorerait le service pour les clients. Il fournirait également une solution de rechange rapide aux clients de régions éloignées qui n'ont pas de service de courrier ordinaire et pour qui le fait de devoir demander un certificat de naissance en papier à leur administration P-T représente un lourd fardeau.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Validation de l'identité des membres des Premières Nations de façon qu'ils puissent profiter des programmes et des services offerts seulement aux Premières Nations. À noter qu'il peut s'agir de personnes nées à l'extérieur du Canada.	Notifications de décès Notifications de naissance	
~145 000 par année	Naissance : 5 000 Décès : ~5 500	

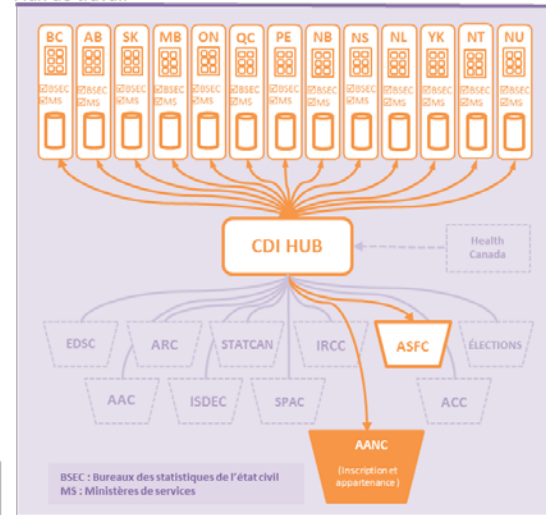
Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Nom du demandeur (BSEC) Date de naissance du demandeur (BSEC) Nom de la mère (BSEC) Date de naissance de la mère (BSEC) Nom de jeune fille de la mère (BSEC) Nom du père (BSEC) Date de naissance du père (BSEC) Lieu de naissance (BSEC) Certificat de mariage (BSEC) Nom de jeune fille de la mariée (BSEC) Nom du marié (BSEC) Date du mariage (BSEC) Numéro d'inscription (BSEC) Lieu du mariage (BSEC) Changement de nom (BSEC) Adoption (BSEC) 	<ul style="list-style-type: none"> Notification de décès (BSEC) Notifications de naissance (BSEC) 	<ul style="list-style-type: none"> Données du certificat de naissance détaillé requises pour déterminer l'ascendance (BSEC)
--	---	--

Ministère/organisme

Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ Loi sur le MAINC, art. 4
- ☒ Loi sur les Indiens, articles 5, 9, 42

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC/MS P-T
- ☒ ASFC

Secteur d'activité

Receveur général

Offre de service

Le receveur général émet plus de 300 millions de paiements annuels au nom des ministères fédéraux et de certains gouvernements provinciaux. Le receveur général fait actuellement l'objet d'une initiative de transformation afin d'améliorer les processus et les systèmes utilisés dans la prestation de ses services aux ministères et aux Canadiens.

Dans le cadre de cette transformation, il est possible que le receveur général puisse choisir de centraliser la saisie, la distribution ou le stockage des données sur les bénéficiaires. Si l'un de ces modèles devait être appliqué, le receveur général pourrait profiter du CNC pour contribuer à la validation de l'identité des particuliers lors de l'inscription ou à la notification des événements de la vie.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Validation de l'identité des bénéficiaires avant d'établir le virement automatique auprès des BSEC P-T.	Réception des renseignements sur les événements de la vie (naissance, décès, etc.) des BSEC P-T et autres ministères fédéraux. Réception des renseignements de changements d'adresse des MS.	
300 millions de paiements annuels	Décès : 270 000 par année	

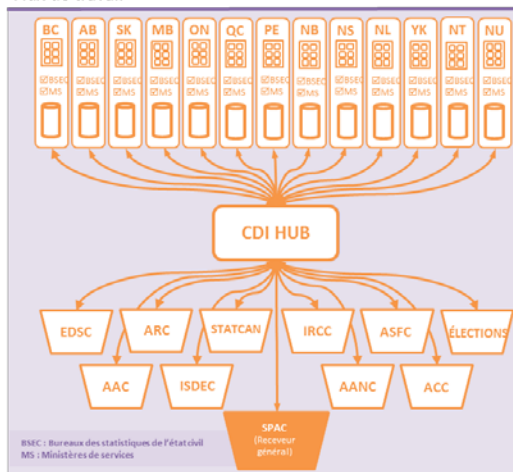
Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Nom du demandeur (BSEC) Date de naissance du demandeur (BSEC) Nom de la mère (BSEC) Date de naissance de la mère (BSEC) Nom de jeune fille de la mère (BSEC) Nom du père (BSEC) Date de naissance du père (BSEC) Lieu de naissance (BSEC) Détails relatifs à l'adresse (MS) 	<ul style="list-style-type: none"> Notifications de décès (BSEC) Notifications de naissances (BSEC) Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Date de décès (BSEC) Lieu de décès (BSEC) Âge de la personne au moment du décès (BSEC) 	
--	--	--

Ministère/organisme

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Flux de travail



Fondement en loi

- ☒ De nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Pourrait être Protégé A ou B, selon l'identifiant de client associé au bénéficiaire

Source faisant autorité / partie utilisatrice

- ☒ BSEC P-T
- ☒ Autres ministères fédéraux

Secteur d'activité

Services de rémunération: paye, pension et assurances

Offre de service

SPAC est le plus grand administrateur de la paye et de la pension du Canada. Il fournit des services de rémunération aux ministères fédéraux, aux organismes et aux retraités de la fonction publique.

Pour assurer un traitement exact et en temps opportun des paiements et des prestations, l'accès à des renseignements de l'état civil comme les naissances et les décès, ainsi que des renseignements sur le statut matrimonial, est essentiel pour assurer la saine administration des services de rémunération. En outre, toute modification apportée à ces renseignements est essentielle pour veiller à ce que les sommes ou les prestations exactes soient versées ou, le cas échéant, recueillies.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Établissement de l'identité d'une personne dans les systèmes de rémunération pour veiller à ce que ses données de base soient exactes.	Décès, mariages et/ou changements du statut d'emploi, prestations ou options de pension.	Détails des prestations d'invalidité du RPC d'EDSC afin de pouvoir déterminer si un client peut recevoir des prestations aux survivants – les enfants vont-ils encore à l'école, y a-t-il encore un conjoint, etc.
~7,2 millions/année	~10 000/année	

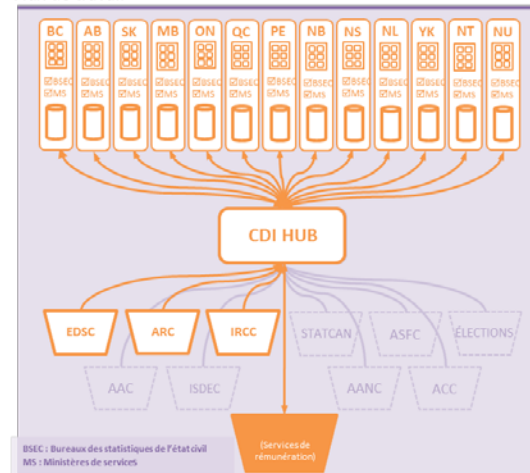
Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Nom du demandeur (BSEC) Date de naissance du demandeur (BSEC) Nom de la mère (BSEC) Nom de jeune fille de la mère (BSEC) Nom du père (BSEC) Date de naissance (BSEC) Détails relatifs à l'adresse (MS) Renseignements pour le virement automatique (À DÉTERMINER) 	<ul style="list-style-type: none"> Notification de décès (BSEC) Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Sexe (BSEC) Date de naissance (BSEC) Date de décès (BSEC) Lieu de décès (BSEC) Âge de la personne au moment du décès (BSEC) 	Réception d'un paiement de prestations d'invalidité du RPC (EDSC)
---	---	---

Ministère/organisme

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC)

Flux de travail



Fondement en loi

☒ De nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

☒ BSEC P-T ☒ EDSC (Registre d'assurance sociale, Invalidité du RPC) ☒ Membres de la famille

Secteur d'activité

Prestation des services et gestion des programmes

Offre de service

ACC perçoit et utilise des renseignements personnels expressément aux fins de l'administration et de la fourniture de ses programmes et prestations. Les renseignements personnels sont utilisés expressément pour déterminer l'admissibilité aux programmes (p. ex., validation de l'identité et notifications de décès). Ces renseignements sont importants pour assurer que la prestation ou le service est dispensé à la bonne personne : changement d'adresse et date de naissance. Le CNC permettra à ACC d'alléger le fardeau administratif qui impose aux clients de signaler les changements de situations qui ont déjà été signalés à d'autres ministères. Le CNC permettra également à ACC de disposer de renseignements à jour et valides sur un client pour veiller à ce que son admissibilité aux prestations et que l'exécution soient exactes et opportunes.

Type de fonctions

1 Validation	2 Notification	3 Extraction
Valider l'identité d'une personne au moyen d'une source secondaire faisant autorité auprès des BSEC/MS P-T (Min. des Transports/Santé).	Notification de décès; Changement d'adresse; Naissance d'une personne à charge;	
7 000 nouveaux clients par année	250 000 changements de renseignements 17 000 décès de clients par année	

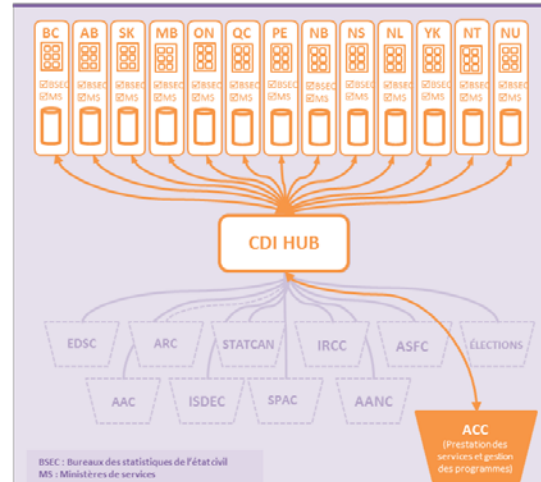
Éléments de données

<ul style="list-style-type: none"> Permis de conduire (MS) Carte d'assurance maladie (sauf en Alberta et au Manitoba) (MS) Certificat de naissance (BSEC/MS) Certificat de mariage (MS) Données du passeport canadien (IRCC) Carte d'identité du MDN (MDN) Avis de perte du MDN (MDN) Numéro de dossier ou numéro de service du client (MDN) 	<ul style="list-style-type: none"> Prénom (BSEC) Nom de famille (BSEC) Date de naissance (BSEC) Date de décès (BSEC) Détails relatifs à l'adresse (MS) Date de changement d'adresse (MS) Statut du changement d'adresse (permanent/temporaire) (MS) 	
--	--	--

Ministère/organisme

Anciens combattants Canada (ACC)

Flux de travail



Fondement en loi

☒ De nouveaux pouvoirs pourraient être requis

Niveau de sécurité

Protégé B

Source faisant autorité / partie utilisatrice

☒ BSEC P-T ☒ MS P-T (Ministère des Transports, Ministère de la Santé)

ANNEXE C – SOMMAIRE DES POUVOIRS FÉDÉRAUX EN COURS

Ministère/ organisme	Secteur d'activité	Besoin opérationnel (fonctionnalité)	Source faisant autorité/partie utilisatrice
ARC	Système d'identification des particuliers (Ident)	✓ Validation ✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ EDSC ⇌ IRCC ⇌ MS P-T des Transports ⇌ MS P-T de la Santé ⇌ Élections Canada
EDSC	Assurance emploi (AE)	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T des Transports ⇌ EDSC
EDSC	Guichet emplois (GE)	✓ Validation ✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T des Transports ⇌ EDSC ⇌ ARC
EDSC	Relevé d'emploi (RE)	✓ Validation ✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T des Transports ⇌ EDSC ⇌ ARC
EDSC	Régime de pensions du Canada (RPC)	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T des Transports ⇌ EDSC
EDSC	Sécurité de la vieillesse (SV)	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T des Transports ⇌ EDSC
IRCC	Programme d'immigration	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ Élections Canada ⇌ ARC ⇌ ASFC ⇌ SPAC
IRCC	Programme des passeports	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T
IRCC	Programme de citoyenneté	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T
STATCAN	Multiples programmes de statistiques sociales et économiques	✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T ⇌ Tous les ministères fédéraux
AAC	Agri-stabilité	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ EDSC ⇌ ARC
AAC	Agri-investissement	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ EDSC ⇌ ARC
ASFC	Programme pour les voyageurs	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ IRCC ⇌ AANC ⇌ ARC
ASFC	Programme commercial	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T ⇌ ARC
ASFC	Application de la loi et Renseignement – dispenses ministérielles	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T ⇌ IRCC
ÉLECTIONS	Registre national des électeurs	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ P-T SM ⇌ ARC ⇌ OE P-T ⇌ IRCC
AANC	Inscription et appartenance	✓ Validation ✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ ASFC
ISDEC	ISDEC souhaite vivement devenir un participant enthousiaste et actif du CNC. Nous prévoyons que la connexion de nos domaines d'activité au CNC suscitera beaucoup d'intérêt à l'avenir comme moyen de validation, de notification et de récupération d'information/de données pour nos services numérique. Pour l'instant, nous pensons qu'il serait possible que Corporations Canada et son Registre des entreprises deviennent des sources autorisées de données, ce qui élargirait les capacités opérationnelles du CNC.		
SPAC	Receveur général	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ Ministères fédéraux
SPAC	Services de rémunération : paye, pension et assurances	✓ Validation ✓ Notification ✓ Extraction	⇌ BSEC P-T ⇌ EDSC (NAS et invalidité du RPC) ⇌ IRCC ⇌ ARC
ACC	Prestation des services et gestion des programmes	✓ Validation ✓ Notification	⇌ BSEC P-T ⇌ MS P-T (Ministère des Transports/Santé)
Légende : ⇌ Bidirectionnel ⇌ Reçu d'une partie faisant autorité ⇌ Partagé avec une partie utilisatrice Party			

ANNEXE D – DIX PRINCIPES DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

La présente annexe donne un aperçu des 10 principes de protection de la vie privée définis par le Commissariat à la protection de la vie privée, et de la façon dont chaque principe est pris en compte dans le cadre de la protection de la vie privée au titre de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements personnels pour le CNC.

Responsabilisation

L'existence d'un carrefour inter-administrations ou d'un carrefour commun n'annule pas les responsabilités des organisations qui détiennent des renseignements personnels. Les sources faisant autorité sont responsables des renseignements qu'elles divulguent aux parties utilisatrices. En outre, toutes les parties demeurent responsables des renseignements qu'elles divulguent au moyen de la fonctionnalité de notification de l'identité du carrefour numérique.

Le CNC pourrait être régi par un programme qui existerait dans un ministère/organisme où les pouvoirs, les structures hiérarchiques et l'architecture des activités de programme seraient clairement établis.

Détermination des fins de la collecte des renseignements

Les renseignements sont recueillis par chaque partie aux fins du programme qui les a obtenus. La validation de l'identité est un objectif important du gouvernement au XXI^e siècle. Si une loi habilitante ne permet pas la divulgation de renseignements personnels aux fins de validation de l'identité, cette loi doit être modifiée.

Consentement

Dans les cas où des renseignements sont échangés par les partenaires du CNC, les renseignements personnels ne doivent pas être utilisés ou communiqués à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été recueillis, sauf avec le consentement de la personne ou si la loi l'exige. Les renseignements personnels doivent être conservés aussi longtemps que nécessaire à ces fins.

Il y a une attente raisonnable selon laquelle l'accès à une prestation ou à un service exige qu'un programme détermine l'admissibilité. Pour ce faire, l'identité doit d'abord être confirmée. Si un particulier se rend en personne à un centre de Service Canada, il consent à montrer ses pièces d'identité à un agent de service en sachant que certaines mesures de validation peuvent se dérouler « en coulisses ».

Bien qu'un consentement éclairé puisse être utilisé dans certaines circonstances, il ne l'est pas dans d'autres cas. La nécessité du consentement n'est donc pas appropriée dans les cas où l'absence de validation de l'identité entraînerait un risque élevé pour l'intégrité des programmes.

Limitation de la collecte

Pour ce qui est de la collecte de renseignements auprès des citoyens, cette initiative ne changerait ni la quantité, ni la composition des renseignements recueillis par les programmes.

En ce qui a trait à la collecte de renseignements aux fins de validation, seuls les renseignements qui sont absolument nécessaires seront recueillis.

Limitation de l'utilisation, de la communication et de la conservation

Les renseignements utilisés et communiqués par les parties en vertu de cette initiative ne seraient utilisés qu'à des fins de validation de l'identité et de détermination de l'admissibilité au programme. Ces utilisations sont celles qui sont expressément nommées dans les lois ou les règlements des administrations. En outre, les parties ne pourraient communiquer que les renseignements qu'elles sont autorisées à divulguer, et qui ont été convenus dans l'accord-cadre multilatéral.

Les renseignements qui sont communiqués par les plateformes seraient de nature transitoire et ne seraient pas conservés par les plateformes elles-mêmes. Cette solution est semblable à un bureau de poste; en conséquence, aucune base de données « centrale » n'est créée. Le carrefour doit être en mesure de filtrer qui est en mesure de valider différents types de renseignements afin de réduire le risque que les renseignements soient divulgués à une organisation non autorisée.

Le CNC peut, selon les règles de l'administration, tenir un registre indiquant que certains renseignements ont été communiqués pour des raisons de sécurité et de vérifiabilité. Par exemple :

« Jean Martin – statut juridique au Canada – à la demande du ministère des Transports de l'Ontario, réponse obtenue de Citoyenneté et Immigration Canada le 31 janvier 2018 ». Dans cet exemple, la réponse elle-même (statut juridique) n'est pas conservée par la plateforme, mais un dossier de la transaction peut être conservé à des fins de continuité de la preuve.

Exactitude

L'une des principales forces de la fonctionnalité de notification de l'identité de cette initiative réside dans le fait que les fichiers de renseignements personnels/bases de données seraient plus exacts qu'à l'heure actuelle. Lorsqu'un changement d'attribut d'identité se produit, il peut être rapidement communiqué aux autres parties qui détiennent des renseignements semblables, ce qui réduit sensiblement les inexactitudes.

En outre, l'accord-cadre sur l'échange de renseignements obligerait les parties à veiller à ce que leurs fonds de données soient exacts et à jour. L'accord proposé exige que des audits d'exactitude et de sécurité des banques de données soient menés dans les administrations.

Protection

L'accès au CNC serait strictement contrôlé. Toutes les demandes, consultations et transactions seraient enregistrées et contrôlées pour déceler l'activité irrégulière ou illégale en temps réel. L'accès au CNC exigerait une autorisation de sécurité de niveau II.

Les demandes de renseignements d'identité et les réponses seraient chiffrées à deux reprises – dans le protocole de transport des messages et dans les messages eux-mêmes. Cela signifie que, dans le scénario peu probable où un intrus parviendrait à déchiffrer le transport et à intercepter des renseignements, il y a un très faible risque qu'il soit en mesure d'ouvrir le message.

Dans le cadre de l'échange de renseignements, les parties à cette initiative accepteraient théoriquement d'être auditées par un tiers pour assurer la sécurité de leurs banques de données. Cette disposition fournit une certaine assurance que le carrefour numérique dans son ensemble est sécurisé.

Ouverture

L'accord-cadre d'échange de renseignements, qui serait rendu public une fois achevé, énumérerait expressément à un endroit unique tous les canaux d'échange de renseignements d'identité entre les administrations. Cela constituerait une amélioration significative par rapport au *statu quo*, en vertu duquel les modalités de l'échange de renseignements sont précisées dans des ententes bilatérales.

Accès aux renseignements personnels

L'accès aux renseignements personnels ne change pas en vertu de cette initiative; les Canadiens devraient encore demander aux ministères et organismes fédéraux et aux ministères provinciaux l'accès à leurs renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ou des lois PT sur la protection de la vie privée.

Possibilité de porter plainte à l'égard du non-respect des principes

Comme susmentionné, en vertu de l'accord-cadre d'échange de renseignements, des audits d'exactitude et de sécurité des banques de données devraient être menés dans les administrations. Les résumés de ces audits peuvent être rendus publics, mais des parties de ces audits doivent demeurer confidentielles en raison des risques pour la sécurité.

ANNEXE E – PRATIQUES EXEMPLAIRES – EXEMPLES AU PAYS ET À L'ÉTRANGER

Dans le cadre de l'élaboration d'un modèle de gouvernance pour le CNC, y compris l'évaluation de l'exploitation publique et privée du service du CNC, une analyse a été menée afin d'établir les pratiques exemplaires et les précédents, au pays comme à l'étranger.

Plusieurs pratiques exemplaires peuvent être examinées dans le contexte du modèle de gouvernance du CNC. Bon nombre d'autres pays ont établi et mis en place des politiques de gestion de l'identité et ont opérationnalisé ces politiques et initiatives de différentes façons. Étant donné que le CNC est conçu comme une initiative pancanadienne, des exemples de pratiques exemplaires appuient aussi l'adoption d'approches multilatérales ou de gouvernance partagée.

Tirer parti des organismes nationaux déjà en place

De nombreux pays industrialisés ont un ministère ou organisme unique qui gère les renseignements d'identité au nom de l'ensemble du gouvernement, mais c'est parce que la gestion des renseignements d'identité est rarement divisée entre deux ordres de gouvernement. Ces ministères/organismes émettent souvent des cartes d'identité nationales, une approche de gestion de l'identité qui ne serait pas facile à mettre en œuvre au Canada. La plupart des administrations publiques qui appliquent ce modèle sont des gouvernements unitaires. Parmi les exemples à l'étranger, mentionnons :

- Le ministère fédéral de l'Intérieur en **Allemagne** – programme de carte d'identité nationale
- Agence fiscale de **Suède** – carte d'identité/programme suédois du numéro personnel d'identité
- **Danemark** – le système d'enregistrement des citoyens, qui émet le numéro d'identification personnel danois, n'est pas le même organisme que celui qui délivre l'identité numérique nationale (NemID). L'Agence de la numérisation, qui est un organisme du portefeuille des Finances, dirige plutôt un effort interministériel d'émission de justificatifs et d'identités numériques. Ces services vont plus loin que ceux qui sont prévus pour le CNC.

Les sociétés d'État sont des entreprises appartenant à l'État, et qui n'ont pas de lien de dépendance avec le gouvernement. Ce sont des entités juridiques distinctes appartenant exclusivement à l'État. Au Canada, Postes Canada a déjà mis en place un service numérique de vérification de l'identité qu'elle offre à d'autres entreprises, en utilisant son vaste réseau de points de service pour fournir des services de vérification en personne. Une fois que l'identité a été vérifiée et stockée dans les systèmes de Postes Canada, de futures validations peuvent être offertes en temps réel, en utilisant un modèle de paiement des frais de transaction.

À l'échelle internationale, des sociétés d'État ont également été utilisées à l'appui des services d'identité numérique. L'identité numérique de La Poste (France) offre un service d'identité numérique vérifiée qui permet à un citoyen d'accéder à FranceConnect, le service de vérification sécurisée des justificatifs utilisé pour déverrouiller une variété de services en ligne, à la fois publics et privés. FranceConnect en soi est un programme de l'administration publique nationale; La Poste n'est qu'un mécanisme essentiel de prestation de ce service.

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande (N-Z), en collaboration avec le service postal de la Nouvelle-Zélande, des administrations municipales et des banques et compagnies d'assurance du secteur privé,

a récemment lancé le service de vérification de l'identité Realme. Même si le service n'en est actuellement qu'aux premiers stades du déploiement, il serait éventuellement appliqué au niveau de l'administration fédérale et des administrations locales, ainsi que dans le secteur privé.

Entités privées et sociétés sans but lucratif

Il existe plusieurs exemples nationaux où des sociétés à gouvernance partagée ont donné des résultats fructueux.

L'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) est une société à gouvernance partagée qui a été constituée en 1994 en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* en 1994 à titre de société indépendante sans but lucratif. L'ICIS est dirigé par un conseil d'administration constitué de 16 membres, dont des représentants des gouvernements FPT et des groupes ou des particuliers non gouvernementaux du domaine de la santé²¹. Il est financé principalement par le gouvernement fédéral, mais ses revenus comprennent aussi des contributions PT. L'ICIS est souvent considéré comme un exemple de réussite pour la façon dont les administrations FPT peuvent créer une société à gouvernance partagée pour gérer un domaine de compétence partagée au Canada.

L'association Interac a été fondée en 1984 par plusieurs institutions financières qui cherchaient à organiser les paiements électroniques sur le marché émergent des guichets automatiques. Depuis 1996, le Tribunal de la concurrence²² fédéral supervise l'entente sur l'adhésion à l'association Interac (aussi appelée l'« ordonnance de consentement »)²³, qui permet au monopole *de facto* d'exister. L'ordonnance de consentement dicte la structure, la gouvernance et le barème des frais d'Interac. En 2012, le Tribunal a autorisé l'association à se restructurer en société; cette restructuration devrait avoir lieu en 2018.

²¹ Parmi ces particuliers, l'on trouve des administrateurs d'hôpitaux ou des professeurs d'université

²² Le Tribunal est un organe quasi-judiciaire, et non un organisme gouvernemental

²³ L'ordonnance de consentement découle de l'affaire *Directeur des enquêtes et recherches c. Banque de Montréal et autres CT-1995-002*, entendue par le Tribunal : <http://www.ct-tc.gc.ca/CMFiles/0092a38PEW-3102004-3532.pdf>

ANNEXE F – CARACTÉRISTIQUES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

Solution fédérale d'interopérabilité (plateforme fédérale)

Coûts de l'infrastructure fédérale

Cette infrastructure servira à appuyer l'échange de renseignements entre les ministères/organismes fédéraux et un élément central d'infrastructure.



ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Matériel	1 800 000 \$	3 600 000 \$
Préparation de la plateforme	410 000 \$	820 000 \$
Licences de logiciels	1 205 000 \$	2 410 000 \$
Conception de la solution	200 000 \$	400 000 \$
Coûts de l'infrastructure fédérale (coûts de connexion du réseau interne du GC à une plateforme fédérale)	2 626 000 \$	5 252 000 \$
Coûts supplémentaires de développement de l'infrastructure fédérale (p. ex., modification des systèmes ministériels)	À déterminer	À déterminer
Sécurité	À déterminer	À déterminer
Total	6 M\$	12,4 M\$

Coûts des services de l'infrastructure fédérale

Les coûts du service fédéral sont fondés sur les besoins opérationnels de haut niveau les plus couramment déclarés par les partenaires fédéral et provinciaux. La mise en place de chaque service coûte 500 000 \$. Ces besoins opérationnels correspondent aux services qui prennent la forme de la notification ou de la validation/extraction de certains renseignements²⁴.

L'on suppose que chaque ministère/organisme aurait une application/solution à laquelle il faudrait ajouter des services. Les coûts supplémentaires de connexion d'applications internes ne sont pas inclus.

Exemple : EDSC utilise une solution de cybersécurité d'entreprise (SCE) pour permettre aux utilisateurs de s'inscrire à l'assurance emploi. Cette même solution est utilisée pour les utilisateurs de

²⁴ Cette affirmation est fondée sur les travaux de développement effectués en vue de la mise en place d'un service entre le registre d'assurance sociale d'EDSC et le système mondial de gestion des cas d'IRCC.

la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada, mais l'ajout de services ne devrait être fait qu'une fois sur la SCE.

Services requis aux fins de mise en place pour les parties faisant autorité	Coût de développement du service	Modèle de coûts
Validation des renseignements du certificat de naissance par IRCC	500 000 \$	Fondé sur des travaux de développement équivalents menés par EDSC (RAS → SMGC) ~500 000 \$ par service du CNC
Validation des renseignements du numéro d'assurance sociale par EDSC	500 000 \$	
Validation des renseignements sur le statut d'Indien par AANC	500 000 \$	
3 services	1,5 M\$	
Services requis aux fins de mise en place pour les parties utilisatrices	Coût de développement du service	Modèle de coûts
Validation des renseignements sur la naissance par le BSEC	500 000 \$	Fondé sur des travaux de développement équivalents menés par EDSC (RAS → SMGC) ~500 000 \$ par service du CNC
Validation des renseignements du certificat de naissance par IRCC	500 000 \$	
Notification des renseignements sur la naissance par le BSEC	500 000 \$	
Notification des renseignements sur le décès par le BSEC	500 000 \$	
Validation des renseignements du permis de conduire par le MS	500 000 \$	
Validation des renseignements sur la santé par le MS	500 000 \$	
6 services	3 M\$	
Multiplication par 11 ministères/organismes fédéraux	33 M\$	

Infrastructure centrale

Cette infrastructure centrale (plateforme du CNC) fera le courtage des échanges de renseignements entre le gouvernement fédéral, les PT (et possiblement des organisations du secteur privé). Les estimations des coûts sont fondées sur le développement d'une infrastructure pancanadienne centralisée et sur la connexion de partenaires à cette architecture. L'analyse des PT pourrait aboutir à une autre solution d'architecture; toutefois, tant que cet exercice n'aura pas eu lieu, il s'agit de la seule solution dont les coûts sont établis pour l'instant. Ces modèles de remplacement ne pourront être produits qu'une fois que le CNC aura le mandat officiel de mobiliser les intervenants.

Cette estimation inclut les coûts d'intégration et de la construction de l'infrastructure centrale. Certains éléments de coûts inconnus contribuent à l'éventail budgétaire. Ces coûts ont été tirés d'une infrastructure de plateforme comparable mise en place par le bus de services ministériels d'EDSC.

Une DR/DP détaillée devra être menée à terme afin d'obtenir des coûts actualisés du secteur privé qui font état de l'architecture choisie. Les coûts associés à la version proposée sont les suivants :

ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Bus de services du CNC		
▪ Matériel	1 800 000 \$	3 600 000 \$
▪ Construction de la plateforme	410 000 \$	800 000 \$
▪ Licences de logiciels	1 205 000 \$	2 410 000 \$
Développement des services (17 services du CNC identifiés)	5 900 000 \$	11 800 000 \$
Connectivité	120 000 \$	240 000 \$
Mise en œuvre des services	10 300 000 \$	20 600 000 \$
Total	19,7 M\$	39,4 M\$

Remarque : Les coûts de fonctionnement et d'entretien n'ont pas été inclus. Suivant des projets comparables, des coûts supplémentaires de 20 % seraient ajoutés afin de tenir compte de ces coûts.

** Ce coût présuppose que les provinces et les territoires devront procéder au chiffrage des données à l'étape du transfert. L'estimation des coûts nets du RGC de 68 000 \$ par mois pour les 10 connexions provinciales dans les cinq premières années n'est pas incluse. L'estimation n'englobe pas les trois territoires (YK, TN-O, NT). Ces connexions n'existent pas pour le RGC, et il faudrait compter environ deux millions de dollars chacune pour les ajouter à ces endroits. L'on suppose également que deux interfaces de réseau à réseau (NNI) auront déjà été mises en place entre le SGS et le RGC d'ici au début du projet.

Infrastructure PT

Coûts des services de l'infrastructure provinces et des territoires



des

À l'instar des coûts des services de l'infrastructure fédérale, la mise en place de chaque service pourrait coûter 500 000 \$. Cette estimation est fondée sur les travaux de développement effectués aux fins de la mise en place d'un service entre le registre d'assurance sociale d'EDSC et le système mondial de gestion des cas d'IRCC.

L'on suppose que chaque ministère/organisme aurait une application/solution à laquelle il faudrait ajouter des services. Les coûts supplémentaires de connexion d'applications internes ne sont pas inclus.

Services requis aux fins de mise en place pour les parties faisant autorité	Coût de développement du service	Modèle de coûts
Validation des renseignements de naissance par le BSEC	500 000 \$	Fondé sur des travaux de développement de la TI équivalents menés par EDSC (RAS → SMGC) ~500 000 \$ par service
Notification des renseignements sur les naissances par le BSEC	500 000 \$	
Notification des renseignements sur les décès par le BSEC	500 000 \$	
Validation of des renseignements du permis de conduire par le MS	500 000 \$	
Validation des renseignements sur la santé par le MS	500 000 \$	
5 services	2,5 M\$	~500 000 \$ par service
Multiplication par 13 PT	32,5 M\$	

Services requis aux fins de mise en place pour les parties utilisatrices	Coût de développement du service	Modèle de coûts
Validation des renseignements de naissance par le BSEC	500 000 \$	Fondé sur des travaux de développement de la TI équivalents menés par EDSC (RAS → SMGC) ~500 000 \$ par service
Validation des renseignements du certificat de naissance par IRCC	500 000 \$	
Notification des renseignements sur les décès par le BSEC	500 000 \$	
Validation des renseignements sur le permis de conduire par le MS	500 000 \$	
Validation des renseignements sur la santé par le MS	500 000 \$	
Validation des renseignements sur le numéro d'assurance sociale par EDSC	500 000 \$	
Validation des renseignements sur le statut d'indien par AANC	500 000 \$	
7 services	3,5 M\$	~500 000 \$ par service
Multiplication par 13 PT	45,5 M\$	

ÉLÉMENTS	FAIBLE	ÉLEVÉE
Coûts supplémentaires de développement de l'infrastructure P-T	À déterminer	À déterminer
TOTAL – Coûts techniques	Faible = 57,1 M\$	Élevé = 114,2 M\$

****Même si les coûts concernant l'échange de renseignements avec les parties utilisatrices représentent un poste de coût à établir valide, l'on estime que ces coûts seront couverts par l'administration ou le ministère respectif qui aura besoin de ces données. Ils ne sont donc pas inclus dans les totaux définitifs.**

Survol des coûts du CNC		
Poste	Estimation faible	Estimation élevée
Coûts des services fédéraux		
Services – Partie faisant autorité (3 services prévus)	1 500 000 \$	3 000 000 \$
Services – Partie utilisatrice [§] (6 services prévus x 11 ministères/organismes)	33 000 000 \$	66 000 000 \$
Coûts de l'infrastructure fédérale		
Matériel, plateforme, logiciels ^{*¥}	3 400 000 \$	6 800 000 \$
Infrastructure centrale		
Matériel, plateforme, logiciels, services, connectivité [¥]	19 700 000 \$	39 400 000 \$
Coûts de l'infrastructure P-T		
Inconnu	À déterminer	À déterminer

Coûts des services P-T		
Services – Partie utilisatrice [§] (7 services prévus x 13 administrations)	45 500 000 \$	91 000 000 \$
Services – Partie faisant autorité (5 services prévus x 13 administrations)	32 500 000 \$	65 000 000 \$
Total	57 100 000 \$^Ø	114 200 000 \$^Ø
<p>*Aucun coût de modification ministérielle n'est inclus</p> <p>¥ Ajouter 20 % au titre des coûts de F et E</p> <p>§ Même si les coûts concernant l'échange de renseignements avec les parties utilisatrices représentent un poste de coût à établir valide, l'on estime que ces coûts seront couverts par l'administration ou le ministère/organisme respectif qui aura besoin de ces données. Ils ne sont donc pas inclus dans les totaux définitifs.</p> <p>Ø Les totaux ne font état ni des coûts de la partie utilisatrice, ni des coûts des processus opérationnels</p>		